

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES

Warrants Agricoles

Commentaire de la Loi du 30 Avril 1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 7 Juin 1907, à 1 heure

PAR

Pierre ROUHER

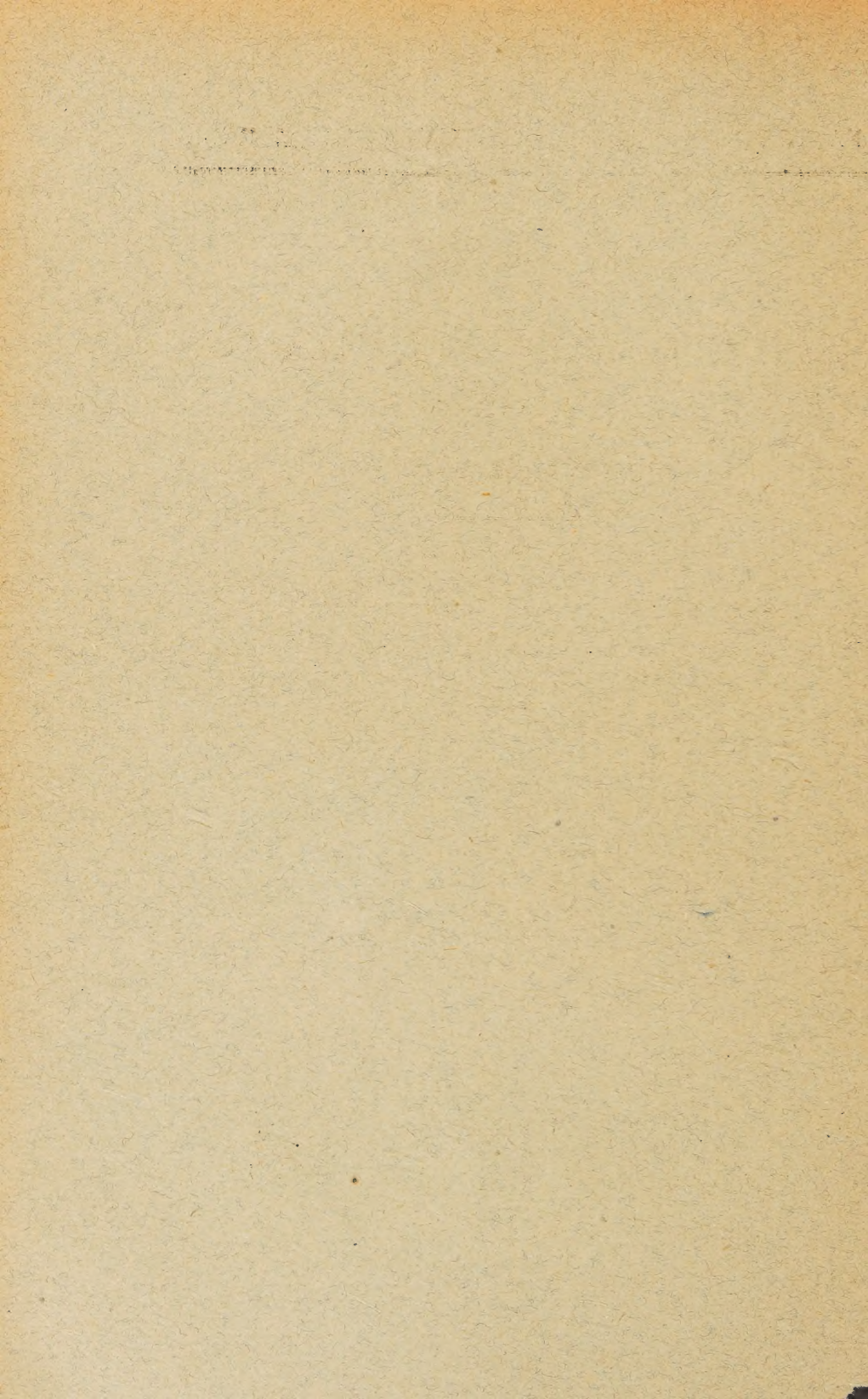
Président : M. MASSIGLI, *professeur*
Suffragants { MM. THALLER, *professeur*
 SOUCHON, *professeur*

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1907



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
Warrants Agricoles

Commentaire de la Loi du 30 Avril 1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 7 Juin 1907, à 1 heure

PAR

Pierre ROUHER



Président : M. MASSIGLI, professeur
Suffragants { MM. THALLER, professeur
SOUCHON, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Les Warrants agricoles

Commentaire de la Loi du 30 Avril 1906

NOTIONS GÉNÉRALES

Nous croyons inutile de rappeler ici les causes et l'étendue de la crise agricole. Tout le monde sait, et cela a été exposé maintes fois, que l'agriculture française souffre de la mévente de ses produits. Nous aurons, du reste, l'occasion au cours de l'étude de la loi du 30 avril 1906, votée dans l'espoir d'améliorer le sort de l'agriculteur, de rappeler les causes de la crise qui pèse sur l'agriculture et les moyens d'y remédier.

Avant d'entreprendre le commentaire de cette loi, qu'il nous soit permis d'adresser l'expression de notre respectueuse gratitude à M. Falcimaigne, con-

seiller à la Cour de cassation, qui a bien voulu nous le suggérer comme un objet digne d'étude ; étude que les conseils éclairés et bienveillants de M. Etienne Barberot, avocat, nous ont aimablement facilitée : nous lui offrons ici l'hommage de notre reconnaissance.

Notre but est, dans cette introduction, de montrer que le cultivateur, qu'il soit propriétaire-exploitant ou fermier, a besoin de ressources pécuniaires considérables. Et naturellement, s'il ne les possède pas lui-même, il devra les demander à autrui sous forme d'emprunt. La loi du 30 avril 1906 n'est qu'un moyen, parmi beaucoup d'autres, de procurer du crédit aux agriculteurs.

Avant d'aborder son commentaire, on nous permettra d'étudier brièvement quels sont les capitaux indispensables à la ferme, soit pour l'amélioration du sol, soit pour l'installation d'un domaine, soit pour l'entretien annuel des terres. A chacun des travaux nécessaires nous signalerons le crédit qui lui serait le mieux adapté et les garanties qui peuvent le faciliter. Si divers qu'ils soient, les capitaux agricoles sont susceptibles d'une certaine classification. Nous les diviserons en deux groupes principaux susceptibles chacun de plusieurs subdivisions : celui des capitaux fonciers et celui des capitaux dits d'exploitation. Le tableau suivant permet de saisir d'un seul coup d'œil l'ensemble des capitaux nécessaires à une

exploitation agricole. Nous l'empruntons à M. Jouzier (1).

CAPITAL AGRICOLE	Domestique ou personnel			
	Foncier	Sol naturel.		
		Améliorations diverses.		
	Indus- triel	Mobilier	mort	moteurs inertes. outils et machines.
			vivant	animaux de trait. — de rente. — mixtes.
		d'explo- tation	circulant	matières premières diverses. avances faites aux cultures en cours. denrées en magasin.
			de réserve	d'assurances. d'amortissement. de provision. de roulement.

Les capitaux fonciers sont constitués par le sol naturel, et par tous les travaux préliminaires à la culture, qui font corps avec le sol, tels que défrichements, bâtiments, chemins, etc. Tels sont aussi les travaux exécutés en cours d'exploitation, et qui ont pour but l'amélioration ou la réparation du fonds, comme assurer par des travaux spéciaux de drainage et d'irrigation l'écoulement de l'eau surabondante ou l'arrivée de l'eau d'arrosage utile. Peut-être aura-t-il fallu apporter de la terre étrangère, de la

1. Jouzier. *Economie rurale*, p. 71.

marne, des engrais pour amender le fonds et nourrir les plantes. Nous y ajouterons les plantations à longs rendements comme la vigne et l'olivier. Columelle nous donne, en détails intéressants, la somme nécessaire pour la plantation et l'entretien d'une vigne. « Une étendue de sept jugères, dit-il, coûte au total, tant en premières dépenses qu'en intérêts, une somme de trente-deux mille quatre cent quatre-vingts sesterces » (1). Pour accomplir ces améliorations, qui une fois exécutées augmentent le capital foncier, il faut des sommes importantes. A notre avis, le propriétaire doit entreprendre ces travaux, autant que possible, avec ses ressources personnelles, et nous le disons une fois pour toutes, il est préférable que le cultivateur restreigne l'étendue de ses domaines, qu'il se modère dans ses achats, plutôt que de recourir à l'argent d'autrui pour acheter une propriété trop considérable. C'était du reste l'opinion des anciens. Columelle recommande de ne pas faire un achat supérieur à ses moyens pécuniaires (2). C'est ce point aussi que touche cette belle sentence de Virgile : *Laudato ingentia rura exiguum colito*.

Mais il faut aussi envisager l'hypothèse où le besoin de crédit se fait sentir. Cela peut arriver pour un

1. Columelle. *Economie rurale*, tome I, page 243, traduction par M. Louis Dubois.

2. *Economie rurale*, tome I, page 53.

homme peu fortuné, mais suffisamment actif et bon administrateur pour retirer de son travail un revenu suffisant, lui permettant d'amortir son emprunt et de payer ses intérêts. Pour l'exécution des travaux que nous venons d'énumérer, nous considérons qu'il peut recourir, soit au crédit personnel, soit à l'emprunt sur hypothèque, soit à l'emprunt au Crédit foncier. Toutefois le prêt sur hypothèque, en général, ne peut être d'un usage fréquent à cause des formalités à remplir pour réaliser l'emprunt, de l'incertitude qui règne souvent sur la situation des propriétés, des difficultés qui se présentent quand il s'agit de savoir si le bien qui va garantir la créance n'est pas déjà hypothéqué, des dépenses qu'entraînent toutes les formalités requises. Beaucoup de ces difficultés disparaîtraient si on adoptait l'institution des livres fonciers, comme le dit justement M. le professeur Massigli dans le Rapport général sur l'institution des livres fonciers et leur fonctionnement (1).

« Le développement du commerce et du crédit immobiliers, dépend, pour une certaine part, d'importants phénomènes d'ordre économique, social et politique, et l'on ne doit pas l'attendre uniquement

1. « Rapport général sur l'institution des livres fonciers et leur fonctionnement, en ce qui concerne les droits réels immobiliers, autres que les privilèges et hypothèques », par M. Ch. Massigli, 1905. *Introduction*, page 9, n° 1.

des règles établies par la législation civile pour régir les transmissions de la propriété foncière et la constitution des charges dont elle peut être grevée. Il n'en subit pas moins profondément l'influence de ces règles, si bien que l'on a pu dire de ces dernières, qu'elles forment la partie du droit civil qui ménage au législateur l'action la plus puissante sur les intérêts économiques d'un pays. Elles peuvent faire que la terre entre dans le courant des échanges et circule aisément, au lieu de demeurer immobile entre des mains impuissantes ou inhabiles à exploiter toutes ses ressources ; elles peuvent attirer vers les placements immobiliers les capitaux qui affluent vers le commerce et l'industrie, et aider la propriété rurale à se procurer à un taux modéré les capitaux considérables dont les transformations de l'agriculture et la lutte internationale de la production exigent qu'elle ait la disposition ; et le moyen d'obtenir ces résultats est, avant tout, de donner la sécurité aux acquéreurs et aux prêteurs sur hypothèque. » Le crédit hypothécaire rend des services pour permettre de contracter des emprunts à long terme de sommes importantes, mais il convient peu pour les prêts de moindre valeur et de faible durée. Il ne peut fonctionner non plus pour celui qui n'est pas propriétaire du sol qu'il cultive, comme le fermier.

Depuis la loi du 29 décembre 1906, autorisant des avances aux coopératives agricoles, il est possible

d'entrevoir pour les membres des coopératives une autre source de crédit pouvant convenir même aux améliorations foncières durables. Ces améliorations exigent, de la part du cultivateur, un grand effort matériel et une certaine avance de capitaux, mais elles contribuent à l'accroissement du produit brut de la culture à plus ou moins longue échéance, accusant ainsi pratiquement les progrès des systèmes de culture. Pour favoriser les améliorations de cette nature, il faut des avances à long terme, car on ne peut baser le remboursement que sur un amortissement prélevé sur le revenu annuel et non sur une réalisation de gage. « Il ne serait pas impossible, disait M. Bernard, de comprendre ces avances parmi les opérations autorisées des caisses régionales, si elles devaient être faites sur fonds spéciaux, reçus en dépôt à longue échéance ou constitués en obligations remboursables en 20 ou 30 annuités par exemple (1). » Aussi la loi du 29 décembre 1906 est venue compléter en ce sens l'article premier de la loi du 31 mars 1899 en disant : « que le gouvernement peut, en outre, prélever sur les redevances annuelles et remettre gratuitement auxdites caisses régionales des avances spéciales destinées aux sociétés coopé-

1. Congrès des caisses de crédit agricole mutuel tenu à Montpellier les 8, 9 et 10 janvier 1904, p. 174.

ratives agricoles et remboursables dans un délai maximum de vingt-cinq années. »

Le cultivateur pourra aussi recourir aux Caisses rurales pour se procurer les capitaux dits d'exploitation. Nous avons indiqué par le tableau précédent quelles étaient les subdivisions de ce capital d'exploitation. Elles sont nombreuses. Il comprend d'abord le capital mobilier qui se subdivise en moteurs inertes, outils et machines et en animaux de trait, de rente et mixtes. Pour se procurer ce capital d'exploitation mobilier l'agriculteur pourra s'adresser aux sociétés de crédit agricole. Mais, sauf pour une petite partie des animaux, ceux qui sont meubles, il ne pourra engager ce capital mobilier, comme garantie d'un emprunt. Sa nature d'immeuble par destination et le privilège du bailleur dont il est grevé, ne permettent pas au cultivateur de l'engager séparément du fonds. Il y aurait pourtant ici une source considérable de crédit. Le capital mobilier mort est actuellement très élevé. Il y a les appareils nécessaires à la préparation des terres comme les charrues, les déchaumeuses, les hermes, les rouleaux qui comportent des modèles différents suivant les terres et le genre de travail exigé d'eux, les appareils d'ensemencement, les instruments utilisés aux façons d'entretien, les instruments de récolte et ceux qui servent à leurs traitements, ceux aussi qui servent à préparer la nourriture des animaux, hachepaille, laveurs et coupe-racines, etc...

Il y a encore les moteurs inanimés, les véhicules de toutes sortes, les appareils indispensables à des industries annexes qui se trouveront dans la ferme, comme des laiteries, beurreries, fromageries, féculeries et distilleries. Il ne faut pas oublier non plus les appareils nécessaires au traitement de la vigne et à la vinification. On voit par ces exemples l'importance du capital-machines nécessaire à l'exploitation d'une ferme moderne importante. « Il n'est pas rare, dit M. Thuasne (1), de voir le capital-machines dans les fermes de la région du Nord où l'agriculture s'est le plus industrialisée s'élever à 300 et 350 francs par hectare. »

Quant au capital mobilier vivant, c'est-à-dire au bétail, nous ne nous y arrêterons pas pour le moment, sa situation sera étudiée longuement dans la deuxième section du chapitre II, lorsque nous nous demanderons s'il peut ou non être warranté. Contentons-nous de remarquer ici que le bétail, immeuble par destination, constituerait une garantie importante également. Aussi, touché par l'importance de ces capitaux et l'utilité que pourrait en retirer l'agriculteur comme moyen de crédit, M. Chastenet a déposé le 3 décembre 1906 une proposition de loi tendant à instituer un privilège agricole (2). Il por-

1. *L'Agriculture Nouvelle* du 15 décembre 1906.

2. Chambre des députés. Session extraordinaire de 1906. Annexe n° 510 au procès-verbal de la séance du 3 décembre 1906.

terait sur les récoltes pendantes, le bétail attaché à la culture, les instruments agricoles. Les lois belges et italiennes sanctionnent déjà un privilège analogue. La loi sur le privilège compléterait la loi sur le warrant; il n'y a pas incompatibilité entre les deux institutions, car elles visent des objets différents. Les auteurs de la proposition estiment qu'à moins d'une cession expresse d'antériorité, le privilège doit venir après celui du bailleur. On a également prévu le concours de créanciers hypothécaires puisque les objets grevés de privilège prendront le caractère d'immeubles par destination. On réglera le rang du créancier privilégié selon l'ordre de l'inscription. Primé par les créanciers hypothécaires inscrits avant lui, le titulaire du privilège agricole sera préférable à ceux dont l'inscription sera postérieure à la sienne. C'est sur un registre spécial tenu par le receveur de l'enregistrement que sera inscrit le privilège. Enfin les signataires de la proposition ont organisé des sanctions de droit civil et de droit pénal qui devront protéger le créancier nanti du privilège agricole contre la mauvaise foi ou la négligence du débiteur. La proposition ne s'est pas transformée en loi, en sorte que le nouveau privilège proposé n'est point consacré actuellement. Nous n'avons point à donner l'analyse d'un privilège, qui jusqu'à ce jour est virtuel. Il ne manquerait point, semble-t-il, d'originalité, car il porterait à la fois sur des meubles par

anticipation et sur des immeubles par destination.

Nous avons dit, il y a un instant, que parmi les animaux, certains considérés comme immeubles par destination ne pourront procurer une garantie au cultivateur que sous la forme du crédit hypothécaire, mais il en est d'autres, et nous chercherons plus tard à déterminer quels ils sont, qui peuvent lui procurer un crédit plus facile. La loi du 30 avril 1906 permet de les warranter. Ce sont eux qui établissent le point de contact entre le capital circulant et le capital mobilier. Nous avons étudié le capital mobilier, et en parcourant les divers éléments du capital circulant, nous trouvons des objets susceptibles de warrantage qui permettront au cultivateur de se procurer les sommes nécessaires aux avances faites aux cultures en cours. On sait qu'à notre époque les avances à la terre sous formes d'engrais sont considérables. « Nous n'exagérons rien, disait déjà en 1891 M. Henri Baudrillart, en affirmant que les sciences appliquées à l'agriculture sont en train d'opérer une de ces révolutions silencieuses qui, pour n'avoir pas l'éclat de celles qui se produisent sur la scène politique, ne sont pas moins profondes... La fécondité de celle qui se fait sous nos yeux est incalculable. La chimie transforme à la lettre la terre en un laboratoire et la terre-usine a pour conséquence inévitable l'agriculture-industrie » (1). Ces idées sont exactes pour certaines

1. Baudrillart. Le crédit agricole. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{re} juillet 1891.

exploitations qui pratiquent le système de la culture intensive. Ce sont généralement les exploitations étendues des environs de Paris et du Nord qui s'y livrent.

C'est une culture « qui fume le sol au maximum, pour en obtenir, par hectare, des récoltes maxima en quantités et qualités » (1). La culture extensive occupe encore toutefois un bien plus grand domaine. Au point de vue du capital d'exploitation, engagé par hectare, on remarque que la culture extensive est l'exploitation des grandes surfaces avec un petit capital par hectare. En Amérique, où les terres ne sont pas encore épuisées, on pratique avec avantage la culture extensive à petits rendements, mais, qui, étant donné le prix peu élevé du sol, est plus rémunératrice. Elle trouve profit à faire prédominer dans la production les agents qui lui coûtent le moins cher, le sol, les forces naturelles plus ou moins gratuites, plutôt que le capital et les forces artificielles. La culture intensive, au contraire, agit avec un gros capital de 800 à 1000 francs par hectare. Elle concentre ses forces, ses moyens d'action, ses engrais. Plus dépensière par hectare que la culture extensive, la culture intensive est moins dépensière par hectolitre ou par quintal, parce que ses frais n'augmentent pas en progression aussi accentuée que la progres-

1. Lecouteux, *L'agriculture à grands rendements*, page 1.

sion de ses produits. Elle répartit ses frais sur un plus grand nombre d'hectolitres et de quintaux dont le prix de revient s'abaisse en conséquence. Mais, pour être rémunératrice, la culture intensive doit opérer sur un terrain qui puisse absorber et s'assimiler les engrais qu'on lui incorpore, et comme l'exprimait très bien M. Hitier à son cours (1) : « C'est au cultivateur, chef d'exploitation à se rendre compte si cette exploitation est susceptible de digérer un apport supplémentaire de capital et de travail et de donner un rendement plus que proportionnel. »

Il importe donc que le cultivateur connaisse la teneur de ses terres en éléments fertilisants, la richesse exacte de son sol en azote, acide phosphorique, potasse, chaux, etc... « Le fondement de l'agriculture est la cognoissance du naturel des terroirs que nous devons cultiver » (2). « Nous considérons qu'un sol de profondeur suffisante, dit M. Garola, qui contient, par kilogramme de terre normale sèche : 1 gramme d'azote total ; 1 gramme d'acide phosphorique total, dont 0 gr. 2 assimilable..... et 1 gramme de potasse attaquable par l'acide azotique bouillant dont 0 gr. 3 assimilable..... à la condition qu'elle soit calcaire, ou sinon qu'on la marne, est doué d'une

1. Cours de législation et économie rurales, année 1906-1907.

2. Olivier de Serres. *Le Théâtre d'Agriculture et Mesnage des champs*. Premier lieu. Chap. I.

bonne fertilité moyenne (1). » « On comprend facilement, en effet, que si la teneur en azote, en acide phosphorique ou en potasse dépasse les taux préindiqués, le sol étant plus riche, on pourra diminuer l'intensité de la fumure ; et, inversement, qu'il faudra l'augmenter dans une certaine mesure lorsque le taux d'un ou de plusieurs éléments fertilisants sera inférieur à la moyenne que nous avons indiquée » (2).

La nature du terrain et sa texture doivent aussi être prises en sérieuse considération, lorsqu'il s'agit de déterminer la forme sous laquelle les engrais doivent être employés. Les engrais azotés, par exemple, qui se présentent sous diverses variétés seront employés sous telle ou telle forme suivant la nature du sol et aussi l'époque de l'épandage. Il est indispensable aussi de joindre à l'application de tout engrais incomplet celles des matières qui peuvent en former le complément. Souvent l'agriculteur devra apporter dans ses terres des amendements calcaires. Le calcaire, en effet, est l'agent indispensable à la manifestation des principales propriétés chimiques des sols : pouvoir absorbant, nitrification, humification des matières organiques. Dans les terres non calcaires, par exemple, l'azote organique ne se transforme pas en nitrate assimilable. Il est difficile de donner le

1. Garola. *Engrais*, page 364.

2. Garola. *Engrais*, page 366.

prix de la fumure d'un hectare de blé, la quantité et la nature des engrais varient, en effet, avec le sol, la plante cultivée, la fumure de la plante précédente et la nature de celle-ci.

Pour que les plantes puissent profiter des engrais, il faut aussi une préparation du sol convenable. La profondeur du labour a une importance considérable. Le développement des racines des céréales est en raison de la profondeur de la couche perméable et saine. On en rencontre souvent d'abondantes jusqu'à 30 et 40 centimètres. Les plantes-racines ou tubercules, les légumineuses, demandent un ameublissement plus profond encore que les céréales.

Du choix des semences dépend, dans une très large mesure, le succès financier des opérations, et plus on aura mis d'engrais, plus on aura dépensé pour préparer un champ, plus on perdra si les semences ne réunissent pas les qualités désirables. Le procédé le plus employé est la sélection mécanique des semences au moyen de trieurs à alvéoles. « Des expériences répétées ont permis de voir que les grosses semences peuvent accroître les rendements dans une proportion de 20 à 28 0/0, le grain obtenu est plus beau et d'un plus fort poids à l'hectolitre. M. Florimond Desprez a pu constater, pour le blé sélectionné d'après ces procédés, une différence de rendement de 10,67 quintaux à 18,28 quintaux de grains par hectare. » (1).

1. Diffloth. *Agriculture générale*, p. 265 et 266.

Ces connaissances sont indispensables pour retirer de la culture intensive un réel profit, car il ne faut pas considérer uniquement l'abondance des produits obtenus si leurs frais de production sont plus élevés que le prix de vente. Sauf de très rares exceptions, il faut admettre que pour un même objet, le prix de vente sur le même marché est unique et que, par conséquent, celui-là gagnera le plus qui aura produit au prix le plus bas. Nous tablons en parlant ainsi sur ce que Stanley Jevons a appelé la *loi d'indifférence*. On doit maintenant plus que jamais chercher à produire beaucoup par un emploi judicieux des engrais et un système de culture plus perfectionné, tout en voulant l'abaissement du prix de revient. C'est là, croyons-nous, un des moyens les plus puissants pour l'agriculture de remédier à la crise dont elle souffre.

Ces idées ne sont pas nouvelles. Columelle enseignait déjà toute l'utilité de la science en agriculture : « Celui qui s'applique à l'agriculture doit savoir qu'il est obligé d'appeler à son aide ces trois choses qui remontent à l'antiquité la plus reculée : la prudence en affaires, les moyens de dépense, la volonté d'agir ; car, comme dit Tremellius, on ne possèdera un domaine très cultivé qu'en réunissant le savoir, le pouvoir et le vouloir. En effet, la science et la volonté ne suffiront à personne sans la faculté de faire les dépenses que les travaux exigent. La

volonté de faire ou de dépenser ne servira non plus sans la connaissance de l'art parce que le principal en toute entreprise est de savoir ce qu'il faut faire : cette maxime est surtout nécessaire en agriculture, dans laquelle la volonté et les moyens pécuniaires sans la science occasionnent souvent de grands dommages aux maîtres, puisque le travail exécuté sans expérience rend les dépenses inutiles. » (1).

Nous avons remarqué l'importance et l'utilité des avances faites aux cultures dans le but d'augmenter la quantité et la qualité des produits obtenus. Ces produits forment un groupe spécial dans le capital circulant. Ils prennent place dans les magasins, y séjournent un temps plus ou moins long, fournissent aux besoins directs de l'exploitant pour une certaine part, mais pour une autre part, doivent être finalement vendus. Ce sont les grains, le lait, le beurre, les fromages, le vin, le cidre, les fourrages eux-mêmes lorsqu'on se propose de les vendre, la paille qui ne sera pas consommée sur la ferme. C'est par la vente de ces produits que le cultivateur va rentrer en possession du capital-monnaie nécessaire pour se livrer à de nouveaux actes de production. Il ne suffit donc pas d'avoir bien produit, il faut encore bien vendre. Olivier de Serres s'occupait déjà de cette question :

1. Columelle, *Economie rurale*, t. I, l. 1, p. 35, traduction par M. Louis Dubois.

« Afin donques que nostre père-de-famille tire la raison de ses blés, il s'estudiera à rechercher le vrai poinet de leur vente, pour le profict ou perte de ce mesnage, estant bien ou mal conduit. Il n'en souhaitera tant le haussement du prix pour remplir sa bource, qu'il désirera d'en secourir opportunément toute sorte de personnes en ayant besoin, mesme par charité les pauvres en leurs nécessités pour reconnaissance des biens que Dieu lui distribue, lui donnant abondance de blés et pour lui et pour autrui.

« Mais aussi c'est Dieu qui fournit l'homme de prudence pour faire ses besognes, desquelles il ordonnera tous-jours avec raison estant conduit par son esprit. Or débitera-il ses blés comme il appartient au profit du publicq, et à sa privée utilité, si à Noël et non devant, il ouvre ses greniers pour vendre un tiers de ses grains à qui lui en demandera aux prix courans ; gardant le reste pour débiter petit à petit jusques à la cueillete. Et pendant ledict temps fermera ses greniers lorsque le prix du blé se ravalera pour les réouvrir, quand il sera à prix raisonnable, bien que plusieurs par impatience pratiquent le contraire. Selon telle adresse, il fera ses affaires au contentement d'un chacun. Car vendre son blé incontinent après l'avoir recueilli n'est le faict d'un bon mesnager, ni d'un bon politique aimant les pauvres, d'autant que de la cueillete jusques à Noël pour de l'argent chacun en treuve assés, y ayant plusieurs

personnes nécessiteuses qui pour s'accommoder en vendent durant ce temps là et cependant le bon mesnager ayant le sien de réserve le fera servir de provision pour toutes sortes de gens en ayans besoin, qui en trouveront dans ses greniers jusqu'aux nouveaux. Ce faisant le père-de-famille trouvera à la fin de l'année, avoir vendu son blé, sous divers prix, selon qu'ils se seront haussés ou baissés, chèrement ou à bon marché. » (1).

Pour bien vendre il faut tenir compte de la qualité des produits de l'état du marché, savoir dissimuler le trop vif désir de vendre. Si l'on étudie les prix moyens pratiqués dans tout le cours de l'année sur un marché quelconque, à l'égard de certains produits, on s'aperçoit qu'ils sont variables suivant les saisons et même selon les mois. Les variations peuvent être normales, et consister dans une petite hausse progressive depuis l'époque de la récolte ; cette hausse représentant les frais de conservation de la marchandise ; mais des variations anormales peuvent tenir à l'irrégularité des apports sur le marché : c'est ainsi que dans certains départements, la culture met une très grande partie de ses blés en vente peu après la récolte et procure au commerce

1. Olivier de Serres. *Le Théâtre d'Agriculture et mesnage des' champs*. Second lieu, chap. VII. *Des greniers à blé. De la garde des blés et de leur débit*, p. 164.

des bénéfices faciles. C'est en pareil cas que le cultivateur pourra, s'il n'a pas les ressources suffisantes pour faire ses avances aux cultures sans vendre ses récoltes, faire appel au crédit pour commencer ses travaux et conserver ses récoltes pour régulariser les offres et les répartir sur l'ensemble de l'année. Et, c'est dans ce but qu'a été conçue la loi du 18 juillet 1898, abrogée par celle du 30 avril 1906 que nous allons étudier.

Ces lois ont organisé le warrantage de produits agricoles, c'est-à-dire, une forme de crédit réel sur gage dont le double but est, d'une part de suppléer à l'insuffisance du crédit personnel, d'autre part de faciliter la constitution du gage, notamment par la possibilité de le laisser entre les mains de l'emprunteur (1). On ne saurait contester l'utilité du warrant agricole : « Voici un cultivateur qui vient à peine de terminer la moisson et aurait avantage à acheter des animaux ; mais ses caisses sont vides, et faute de crédit, il n'y pourra songer qu'après avoir battu son grain et à la condition d'en hâter la vente ; du retard apporté dans l'achat du bétail, de la hâte mise à vendre le blé, vont résulter des pertes. Qu'il obtienne un warrant gagé sur sa récolte de céréales et il pourra

1. Nous ne cherchons pas pour le moment à préciser la nature juridique du warrant agricole. C'est le détail de son fonctionnement que nous devons rencontrer plus tard qui nous permettra de discuter ce point.

en le négociant trouver des capitaux, acheter de suite le bétail, différer la vente de ses grains un temps suffisant pour lui permettre d'en tirer le meilleur prix. » (1).

On voit par les pages précédentes quelle utilité et souvent quelle nécessité aura pour l'agriculteur la libre disposition de ressources pécuniaires ; on voit aussi comment, suivant les cas, cet agriculteur aurait besoin d'un crédit soit à long, soit à court terme. Pour rendre sa situation plus favorable, un nouveau mode de crédit réel est apparu ; c'est lui que nous devons étudier, il ne répondra pas à toutes les éventualités, car il ne correspond, par la force des choses, qu'à un besoin d'argent, pour ainsi dire éphémère. Or, les facteurs de la production agricole sont de nature différente. Ces facteurs ont été excellemment résumés par Quesnay l'un des fondateurs de la doctrine physiocratique : la culture exige des avances foncières, bâtiments, chemins, clôtures, plantations, défrichements ; des avances primitives, bestiaux, machines ; des avances annuelles, semences, labours, engrais.

Ces trois espèces d'avances correspondent, pour un cultivateur cherchant les ressources pécuniaires qui lui font défaut, à trois sortes de termes, long, moyen et court. Avec cette toute dernière hypothèse,

1. Jouzier. *Economie rurale*, p. 414 et 415.

celle du court terme, nous entrons au vif dans notre sujet.

Auparavant une observation, toutefois, en vue de guider le lecteur : nous procéderons au commentaire de la loi, en l'expliquant, article par article, nous réservant toutefois dans l'intérêt de la clarté, tantôt de grouper plusieurs articles consécutifs, tantôt de réunir des articles qui dans la loi ne se suivaient pas. Nous mentionnons, dès le début, que la loi de 1906 ayant abrogé la loi du 18 juillet 1898, il est inutile de donner sur celle-ci un commentaire même résumé. Nous serons amené toutefois, au cours des explications, à rappeler ou son esprit ou son texte, puisque la nouvelle loi en modifiant la première l'a en quelque sorte absorbée (1).

1. Le texte de la loi devant être interprété par nous de façon morcelée nous le reproduisons *in-extenso* à la fin de ce volume. On peut en effet désirer en prendre connaissance d'une façon continue.

CHAPITRE I

Des emprunteurs sur warrant.

SECTION I

L'agriculteur à l'exclusion des commerçants.

(art. 1^{er}, alinéa 1, art. 18).

Le droit d'emprunter sur warrant agricole n'a été créé que pour l'agriculteur proprement dit, et non pour le commerçant en denrées. Tout individu se livrant à la culture de la terre peut bénéficier des avantages créés par la loi, qu'il soit propriétaire ou fermier, qu'il cultive les céréales ou la vigne. Les commerçants ont du reste pour leur usage les magasins généraux, et il serait inutile de leur donner le moyen d'emprunt réservé par la loi du 30 avril 1906 aux agriculteurs. Il résulte des travaux préparatoires que le législateur a eu pour but notamment de remédier à l'avisement des cours lors de la récolte et de supprimer les intermédiaires. Ce sont là des rai-

sons qui devaient faire refuser le bénéfice de la loi aux commerçants parmi lesquels peuvent se rencontrer des spéculateurs et des accapareurs de marché. Il ne faut donc pas étendre ce bénéfice à un marchand de céréales désireux d'emprunter sur les récoltes qu'il a simplement achetées en vue de la revente. De même, un viticulteur qui aurait acheté la récolte de son voisin pour la joindre à la sienne ne pourrait warranter, à peine de nullité, que ce qui serait le produit de son exploitation personnelle, le produit de ses acquisitions constituant le résultat d'un acte de commerce.

En autorisant le warrantage des produits industriels de l'exploitation, la loi a eu en vue certains agriculteurs qui manipulent et transforment leurs produits qui les industrialisent. Il n'est pas douteux qu'ils ont le droit de warranter les produits industrialisés qui proviennent de leurs terres et de leur travail. Mais, en fait, des cas assez délicats peuvent se présenter. En effet, il se peut qu'un viticulteur, par exemple, dont les produits sont faibles en alcool, achète pour en faire des coupages des vins d'Espagne et de Roussillon, le mélange ainsi obtenu sera-t-il warrantable ? Quant aux produits industriels, comme les féculs et les alcools, il arrive fréquemment que les possesseurs de féculeries ou distilleries annexées à une exploitation agricole appliquent leur travail à des pommes de terre, des grains ou des

betteraves qui ne proviennent pas seulement de leur exploitation. Il s'agit de savoir si les produits de la fabrication seront warrantables pour la totalité ou seulement pour la part afférente à l'exploitation agricole de l'emprunteur et comment on pourra déterminer cette part. La solution qui paraît la plus rationnelle consiste à dire que pourront seuls, war-ranter leurs produits agricoles ou industriels, les agriculteurs qui d'après la loi du 15 juillet 1880, ne sont pas assujettis à la patente pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités (1). Mais la qualité de patenté sera-t-elle un obstacle à la création d'un warrant portant sur les produits qui proviendraient de l'exploitation personnelle? On est tenté de répondre négativement; le texte de la loi est dans ce sens: la distinction entre les deux sortes de produits est rationnelle. Un arrêt du Tribunal de commerce de Châlon-sur-Saône du 8 août 1904 (2) déclare que le propriétaire-commerçant qui vend les bois provenant de ses propriétés personnelles peut emprunter dans la forme des warrants agricoles.

1. Loi du 15 juillet 1880, article 17. Ne sont pas assujettis à la patente. 3° Les laboureurs et cultivateurs, seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités et pour le bétail qu'ils y élèvent, qu'ils y entretiennent ou qu'ils y engraisent.

2. *Pand. fr.* 1905. 2. 347.

Au reste, le warrant agricole constitue un titre qui a tous les caractères d'un acte civil. Bien qu'il emprunte au droit commercial certaines formalités comme l'escompte et l'endossement, cela ne change en rien sa nature. Les sommes empruntées étant destinées à payer des dépenses de culture faites par les emprunteurs, l'opération n'a rien de commercial. Il n'est pas sans importance de remarquer le caractère civil du warrant agricole non seulement au sujet des personnes qui peuvent emprunter, mais aussi au point de vue du taux de l'intérêt. Une instance correctionnelle s'est produite, en effet, dans les conditions suivantes. Le résumé en a été donné dans la *Revue du Droit agricole* de M. Albéric Cahuet, 1903. 1. 12 : « Dans l'espèce, un bailleur de fonds faisait à des propriétaires de vignobles des prêts moyennant un intérêt annuel de 6 o/o, plus une commission de 50 francs par 1000 francs prêtés, et le remboursement des prêts était garanti par des warrants agricoles dont le bénéfice était cédé au prêteur. Ces faits n'étaient pas contestés, le prévenu avait agi ouvertement. Mais pour sa défense, il alléguait que les prêts qu'il avait faits présentaient un caractère commercial. Or, depuis la loi du 12 janvier 1886 qui a établi la liberté du taux de l'intérêt pour les prêts commerciaux, le délit d'usure n'existe plus en cette matière. En revanche, cette loi a laissé subsister, en matière civile, les prescriptions des lois du 3 septembre 1807

et du 19 décembre 1850. Si c'est un prêt civil, la pénalité peut être prononcée, elle ne le peut pas si c'est un prêt commercial. Or, il est incontestable que le warrant agricole est un acte essentiellement civil et que, par conséquent, les opérations que le cultivateur réalise au moyen de ce titre ont le même caractère. C'est un principe hors de toute discussion, en présence de l'article 638 du Code de commerce, que les achats, ventes et opérations réalisées par un propriétaire, cultivateur ou vigneron, pour l'écoulement ou l'utilisation de ses produits ne sont pas des actes de commerce.

Le warrant agricole et les emprunts que le cultivateur réalise avec lui ont à coup sûr pour but, la culture, les travaux nécessaires, et indirectement l'écoulement des produits. Toutes ces opérations restent donc dans le domaine civil. Vainement on objecterait les termes de l'article 8 de la loi du 18 juillet 1898 (voir actuellement art. 9 de la loi du 30 avril 1906) qui porte : « les établissements de crédit peuvent recevoir les warrants, comme effets de commerce, avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts. » Ce texte n'a pas eu pour but de faire des warrants des effets de commerce, mais seulement de leur faciliter l'accès des établissements qui, comme la Banque de France, n'acceptent que le papier revêtu de plusieurs signatures. Et d'ailleurs, des termes même, employés par le légis-

lateur « comme effets de commerce » il résulte que les warrants ne sont pas des valeurs de ce genre ».

En conséquence, celui qui fait des opérations de prêts sur warrants agricoles, à un taux usuraire, tombe sous le coup de la loi pénale lorsqu'elles sont habituelles (1)

En donnant dans les lignes précédentes l'énumération des personnes qui peuvent warranter, nous avons omis, à dessein, le métayer et le bailleur. Ils ne sauraient figurer, sans conteste, dans ladite énumération, alors qu'aucune controverse ne semble se poser à propos du propriétaire, de l'usufruitier et du fermier.

Parlons d'abord du métayer. On peut envisager soit la part des récoltes qui lui reviennent après le partage, soit la totalité des récoltes sur laquelle porte le droit du propriétaire et le sien propre.

Pour la part des récoltes appartenant au métayer M. Beyne (2) dit que le métayer qui a partagé, avec le propriétaire ou l'usufruitier, les produits du domaine agricole, se trouve lui-même propriétaire de la portion des produits qui lui a été attribuée. Aucun prix de fermage ne pouvant être dû par le métayer, celui-ci n'aura aucun avis à notifier au

1. Tribunal correctionnel de Narbonne, 18 juillet 1902, *Gazette des tribunaux* du 6 décembre 1902.

2. Beyne. *Manuel de l'Emprunteur, sur Warrants commerciaux et sur Warrants agricoles*, n° 70.

propriétaire, préalablement à l'emprunt projeté. Cette opinion est la nôtre.

S'agit-il, au contraire, de la totalité des récoltes ? M. Raylet (1) estime « que ces récoltes n'appartiennent au métayer que pour moitié et par indivis. On ne pouvait lui permettre de donner en gage les récoltes communes. En fait, d'ailleurs, l'emprunt est moins nécessaire au colon qu'au fermier. Le métayer a dans son propriétaire un bailleur de fonds intéressé à la bonne exploitation du domaine. »

Contrairement à cette assertion, nous pensons que le métayer pourra warranter ces récoltes qui ne sont pas encore partagées, à condition d'aviser le propriétaire, de façon à ce que celui-ci puisse sauvegarder ses intérêts qui risqueraient effectivement d'être compromis, si le métayer pouvait engager à son insu la récolte entière. Et dans ces conditions tomberait, de suite, l'objection qui consisterait à faire remarquer que le métayer engage une part de produits qui n'est pas à lui,

Que décider pour le bailleur ? Dans le cas le plus fréquent, celui où le bailleur touche son fermage en argent, la question ne se pose pas. Le bailleur n'a pas à warranter, n'ayant pas la possession de la récolte. Mais supposons le cas où le prix du fermage.

1. Raylet. *Des warrants agricoles*, p. 49.

soit payable en nature, nous ne parlons pas ici du métayage mais d'un bailleur qui exigerait une quantité déterminée de denrées, chiffre invariable et fixé pour toutes les années de la durée du bail. Et d'abord, ce contrat est-il possible et devons-nous l'appeler louage ? L'article 1709 du Code civil qui définit le louage emploie, en effet, le mot « prix ». M. Baudry-Lacantinerie (1), estime que le contrat est valable : « Dès la plus haute antiquité, dit-il, on voit des baux dont le prix consiste en denrées. Pothier déjà faisait remarquer que le bail moyennant un prix, ne consistant pas en argent est un contrat « équipollent à louage et produit les mêmes obligations. Cette solution est unanimement acceptée aujourd'hui. En effet, dans notre droit, tous les contrats sont de bonne foi et on observe l'intention des parties, or elle est ici évidemment de faire un bail. D'un autre côté, il est de principe que les contrats innommés prennent les règles des contrats, dont ils se rapprochent le plus. »

Cette appréciation nous semble exacte. Si le Code civil avait attaché de l'importance à la façon dont le prix était réglé, il aurait été conduit à déterminer et à réglementer le contrat au cas spécial où la prestation du preneur ne serait pas accomplie en

1. Baudry-Lacantinerie et Wahl. *Du contrat de louage*, t. I, n° 656, p. 354.

argent. Son silence indique que le mot « prix » dans l'article 1709 du Code civil ne comporte pas le sens technique de prestation en argent. En raisonnant ainsi, nous nous inspirons de ce qui s'est produit à propos de la vente séparée nettement du contrat d'échange.

La convention sera donc valable comme contrat innommé, et dans ce cas le bailleur à ferme qui a touché une redevance annuelle payable en nature, soit en totalité, soit en partie peut-il warranter ces produits ? Le texte ne nous indiquant point la solution pour ce cas, il faut rechercher dans les travaux préparatoires quel est l'esprit de la loi.

Il a été dit, maintes fois, dans les discussions et rapports des lois du 18 juillet 1898 et du 30 avril 1906, que ces lois avaient pour but de remédier à l'avilissement des cours provenant des agissements de la spéculation à certaines époques (1).

Si l'on se contentait de ce motif, il serait rationnel d'autoriser le bailleur qui touche son revenu en nature à le warranter ; en effet, s'il est obligé de vendre, faute de pouvoir warranter, il restera à la merci des spéculateurs. Mais, d'autre part, nous lisons dans le même rapport de M. Chastenet que la loi a été faite pour les petits propriétaires ou fermiers :

1. Proposition de loi présentée par M. Chastenet, Chambre. annexe au procès-verbal de la séance du 24 juin 1902.

« Parmi les producteurs dit-il, les uns grands propriétaires ou fermiers importants n'ont pas besoin du warrant comme instrument de crédit. Aussi n'est-ce pas pour eux que la loi a été faite ; elle l'a été pour les petits propriétaires ou fermiers qui ont besoin d'argent aussitôt après la récolte. Le warrant a été créé tout exprès pour ces petits cultivateurs. Ce devait être, dans la pensée des auteurs de la loi, un instrument de crédit à l'usage de la démocratie des campagnes et en même temps, par voie de conséquence, un régulateur des cours ». Il a été dit, d'autres fois, que la loi avait pour but de venir en aide à la petite culture (1). La loi entend-elle favoriser le petit cultivateur, ou n'envisage-t-elle que l'intérêt de l'agriculture sans acception de personnes ? Les commentateurs de la loi du 18 juillet 1898 ont dit que cette dernière était une loi de faveur pour ceux qui travaillent la terre, exploitent le sol et lui font des avances. Il en résulte que si cette loi a créé une situation exceptionnelle pour certaines personnes, il ne faut pas l'étendre. Le texte n'emploie que le mot « agriculteur » dont l'étymologie signifie cultiver ; il est évident que le bailleur ne cultive pas. Nous lisons aussi à la seconde ligne de l'article 1^{er} les mots « de son exploitation ». Il faut entendre ces

1. Chambre. Session extraordinaire de 1905. *J. Off.*, du 28 nov. 1905, page 3519, colonne 1.

mots dans le sens de l'exploitation personnelle : ils ne peuvent s'appliquer au bailleur.

Pour ces raisons, nous refuserons au bailleur, dans le cas qui nous occupe, le droit d'emprunter sur warrant. L'esprit de la loi se compose de considérations multiples, et non, comme cela arrive souvent d'une préoccupation unique. Si l'on menait de front toutes les considérations qui se sont fait jour, lors du vote de la loi, on serait amené, suivant nous, à étendre, outre mesure les hypothèses dans lesquelles le warrantage doit être logiquement admis. Notre décision finale implique, que nous faisons prédominer certaines raisons sur d'autres.

Quant au bailleur à métayage peut-il warranter ? Pour ce cas aussi, il est important d'être fixé sur l'esprit de la loi. Suivant le sens que l'on donnera au mot « agriculteur » on accordera, ou non, au bailleur à métayage le droit de warranter. Il y a des agriculteurs dont l'occupation principale sera la direction de leurs métairies. Pour d'autres, ce travail sera secondaire. Refusera-t-on à ces derniers le droit de warranter et l'accordera-t-on aux premiers ? Et au cas où l'on trouverait surprenante cette distinction, nous ferons remarquer qu'elle est aussi justifiée qu'une autre admise et connue : « Sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce, et en font leur profession habituelle. » (art. 1. C. comm.). Par suite, des personnes pourraient accomplir, de façon

très fréquente, des actes de commerce sans être qualifiées commerciales, et cela parce que le caractère professionnel ferait défaut. On sait qu'il y a beaucoup d'intérêts à la distinction que nous rappelons. Pour le bailleur à métayage le travail effectif variera avec les individus. Dans la plupart des baux à métairie on trouve les clauses suivantes : « Le bailleur aura, seul, la surveillance des travaux et la direction générale de l'exploitation, tant pour le mode des cultures et l'étendue à semer chaque année, que pour l'achat, la vente, la nourriture et le pansage des bestiaux. Le bailleur tiendra les comptes. » Il faut voir, suivant les cas, si le bailleur qui veut emprunter, justifie le qualificatif d'agriculteur, s'il fournit pour l'exploitation un travail de direction suffisant. Souvent il en sera ainsi. Du reste, le bailleur à métayage est plus intéressé à la culture que le bailleur à ferme : il touche un revenu qui est de la moitié de sa récolte, et plus il s'occupera de l'exploitation, plus la récolte sera belle. Il concourt donc à la culture sous forme de travail de direction et d'avances au métayer. Pour ces raisons, il peut, lui aussi, avoir besoin de crédit et le droit de warranter doit lui être accordé. Nous faisons ainsi, une opposition, en quelque sorte, suivant les différentes attitudes des propriétaires qui procèdent par métayage.

Cette nécessité de distinguer, qui s'est imposée à nous plus d'une fois, nous pouvons la regretter, sans

avoir le droit de l'écartier pour autant : elle nous est imposée par la nature d'une loi dans laquelle se rencontre la préoccupation des personnes beaucoup plus que celle des choses. Cette manière de légiférer, en songeant aux personnes, deviendra en France de plus en plus fréquente par suite du développement de la législation sociale, au sens strict du mot, c'est-à-dire de la législation qui est faite en vue, non de la société en général, mais en vue d'une classe déterminée de cette société.

Mais, il y a aussi une catégorie de personnes qui ne sont pas des agriculteurs et qui peuvent emprunter sur leurs produits : ce sont les ostréiculteurs et les exploitants de marais salants. Nous donnerons quelques développements sur eux dans la section 1^{re} du Chapitre II. Bien que nous ayons l'occasion de parler dans la même section des propriétaires de marais salants, nous croyons devoir faire, dès maintenant, une première remarque à leur sujet, le bail à métayage se rencontrant souvent dans ce genre d'exploitation. Il intervient, en effet, de façon fréquente, un bail à colonat partiaire, entre le propriétaire du marais et le paludier qui l'exploite. Mais, comme ici le propriétaire supporte des frais considérables, soit pour l'entretien du marais, soit pour le portage, la conduite et l'impôt foncier, nous lui accorderons, comme pour le bailleur à métayage, le droit de warranter la partie de la récolte qui lui revient. Ces deux caté-

gories de personnes tiennent du texte de la loi le droit de warranter.

Il résulte, en outre, d'une discussion à la Chambre des députés du 20 novembre 1905 (1) et de la circulaire du 25 juillet 1906 pour l'application de la loi du 30 avril 1906, que la loi s'applique dans des hypothèses où l'on n'a pas devant soi des agriculteurs.

Les passages que nous venons d'indiquer mentionnent, en effet, les produits industriels de la terre, le charbon, les produits des carrières et des mines et les phosphates. Cette énumération est surprenante si l'on songe que le texte dit simplement. « Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation. » Il est impossible d'appeler agriculteur celui qui retire des pierres ou du charbon, celui qui élève des huîtres ou exploite un marais salant. Quelle est l'idée directrice qui donnerait la raison d'être de cette énumération. La considération de la patente peut ne pas lui être étrangère. M. Chastenet a, sans doute, eu en vue l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880 (1), qui exempte de la patente les concessionnaires de mines pour le seul fait de

1. *Journ. offic.* du 21 novembre 1905, p. 3363, colonne 2.

2. Loi du 15 juillet 1880, article 17. Ne sont pas assujettis à la patente. 3° Les concessionnaires de mines pour le seul fait de l'extraction et de la vente des matières par eux extraites, l'exemption ne pouvant en aucun cas être étendue à la transformation des matières extraites. Les propriétaires ou fermiers de marais salants. »

l'extraction de matières, par eux extraites. Ceux-ci sont placés à côté des agriculteurs et voilà pourquoi on leur a accordé le même bénéfice. D'autre part le législateur a montré manifestement dans la loi du 30 avril 1906 une grande préoccupation de tout ce qui provient de la nature. Il a pensé au travail de l'homme appliqué à la nature, et il a voulu favoriser tous ceux qui retirent du sol un bénéfice immédiat, fruit direct d'une sorte de collaboration avec les agents naturels, quelle que soit la nature des résultats obtenus.

Nous venons d'énumérer les personnes qui peuvent emprunter sur leurs produits. Dans ce but, il leur est loisible de charger des tiers d'accomplir toutes les formalités nécessitées par l'emprunt.

On pourrait douter de notre affirmation en constatant qu'un vœu, exprimé par M. Chastenet, n'a pas été traduit dans la loi du 30 avril 1906.

Dans un projet de loi (1), M. Chastenet avait, en effet, émis le vœu suivant : « Les syndicats agricoles, dans les dépendances desquels des denrées auront été déposées, pourront servir d'intermédiaires entre les déposants et les tiers, à l'effet d'accomplir les formalités prescrites par la loi.

Dans ce cas, mention du syndicat mandataire et

1. Projet Chastenet. *J. off.* Chambre des députés, 1901, p. 1505.

dépositaire sera faite en marge du warrant. Cette mention aura seulement pour effet de substituer le syndicat au déposant pour l'accomplissement des formalités légales et des avis à recevoir. Mais, tous les effets civils attachés à la création du warrant continuent à se produire entre les seuls déposants et les tiers.

La responsabilité du syndicat, gardien des denrées, sera réglée vis-à-vis du plaidant par les principes du mandat, et vis-à-vis des tiers par ceux de l'article 1382 du Code civil. L'article 14 sera applicable aux directeurs ou administrateurs du syndicat. »

La loi de 1906, avons nous dit, ne reproduit pas cette possibilité, pour les parties, de se servir de mandataires, mais, nous croyons que l'emprunteur sur warrant peut, très bien, se servir d'un tiers pour les formalités à remplir et notamment de syndicats, comices ou sociétés agricoles dont il est adhérent. Du reste, M. Legrand dans une proposition de loi au Sénat, à la séance du 16 janvier 1903 (1), estime que la loi n'avait point à statuer sur cette faculté, qui n'est qu'une application du droit commun en matière de mandat. Cette remarque nous paraît fort judicieuse : un article de loi qui reproduirait le droit

1. Sénat. Session ordinaire de 1903. *Documents parlementaires*. Annexe, n° 4.

commun, sans avoir à mentionner la moindre dérogation, serait un article pour le moins inutile. Nous devons considérer que les grands principes et les règles générales du droit sont proclamés dans nos divers Codes. Les lois qui leur sont postérieures, ne se conçoivent logiquement, qu'autant qu'elles consacrent des exceptions à ces principes, ou des applications originales et nouvelles des règles générales.

SECTION II

Sociétés coopératives agricoles (art. 1^{er}, alinéa 2).

Le droit, donné aux sociétés coopératives agricoles, d'emprunter sur les produits dont elles sont devenues propriétaires est assurément utile. Nous devons nous demander à quelles conditions les sociétés coopératives seront devenues propriétaires des produits, puisque l'article 1^{er}, alinéa 2, n'autorise l'emprunt que sur les produits dont elles sont devenues propriétaires. M. Chaigne dans son rapport du 18 juillet 1904 (1) dit « que la loi considère comme appropriation suffisante, la possession par ces sociétés de denrées à elles remises par leurs adhérents et sur lesquelles ceux-ci n'ont conservé qu'un droit dans la répartition du prix provenant des ventes faites à des tiers ».

Cette phrase d'une concision excessive se réfère

1. Chambre des députés. Annexe, n° 1827.

uniquement, semble-t-il, aux sociétés coopératives de vente.

Enumérant les procédés divers employés par les coopératives, pour la vente en commun des marchandises de leurs adhérents, nous verrons si les opérations qu'elles font sont conformes aux exigences du législateur.

Un premier procédé, employé par les coopératives, consiste à centraliser et contrôler les expéditions de chacun des membres qui agit individuellement et reçoit le prix de ses marchandises, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'association. Dans ce cas, la société ne sera qu'un simple intermédiaire dans le but de créer des débouchés et de meilleures conditions de vente à ses adhérents. La société ne sera pas propriétaire des produits et elle ne pourra pas les garantir.

Un second procédé, employé par les sociétés, est le suivant : les produits obtenus par les membres sont mis en commun, mélangés et classés par catégories, puis vendus par l'association qui répartit le produit obtenu au prorata des apports de chacun des membres, pour chaque catégorie. Dans cette hypothèse, nous croyons que la société coopérative peut garantir les produits en question : la loi exigeant seulement la possession par la société de denrées sur lesquelles les adhérents n'ont conservé qu'un droit dans la répartition du prix. Nous don-

nerions comme exemple de ce cas un cultivateur qui apporte son blé au grenier de la coopérative. « Le directeur ou la commission de direction, dit M. Courtin, (1) examine la qualité du grain et le classe dans telle ou telle catégorie, puis il l'achète, mais sans fixer immédiatement un prix. Le prix sera déterminé par la moyenne des ventes du blé de même qualité, effectuées dans l'année. L'agriculteur reçoit immédiatement un acompte important, par exemple les deux tiers de la valeur au cours du jour. La société qui est devenue immédiatement propriétaire du blé sera seule juge de l'époque de la vente. »

Dans un troisième procédé, tous les produits obtenus par les membres sont achetés par l'association à un prix déterminé et revendus par elle, l'excédent des recettes, déduction faites des pertes, étant réparti à la fin de chaque exercice entre les membres, au prorata des opérations effectuées par chacun d'eux. Il n'est pas douteux ici, non plus, que la société soit propriétaire des produits.

Telles sont les trois variantes normales, signalées au cours de l'exposé des motifs d'un projet de loi, autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles, présenté par MM. Rouvier et Ruau (2).

1. *Congrès de la vente du blé*, Versailles, 1900, t. II, page 113.

2. Chambre des députés. Annexe n° 2426, au procès-verbal de la 1^{re} séance du 21 avril 1905.

Voici maintenant une hypothèse plus particulière. Des sociétés, préoccupées de satisfaire à des contrats, et, risquant de se trouver à court de marchandises, parce que leurs adhérents n'ont pu en fournir qu'en quantité insuffisante sont amenées à trailer avec des tiers, c'est-à-dire avec d'autres que leurs adhérents. Le cas échéant, pourront-elles user du warrantage ? Et si oui, sur quels produits ? Nous croyons pouvoir renouveler ici, la solution que nous avons donnée pour le cultivateur qui transforme ses propres produits en même temps que ceux des autres, car, nous retrouvons une dualité analogue à celle qui se rencontrerait dans l'attitude des sociétés, dans notre dernière hypothèse signalée. Nous avons vu, dans la section précédente, que la qualité de commerçant n'empêche pas l'agriculteur de warranter les produits de ses propriétés personnelles et transformés par lui. La coopérative, croyons-nous, pourra warranter les produits provenant de l'exploitation de ses membres. Pour ces derniers, il n'y a pas, en effet acte de commerce. Par contre, les produits qu'elle aura achetés à des tiers ne pourront être warrantés, cet achat constituant un acte de commerce.

Il faut maintenant dire quelques mots de la situation légale en France de ces coopératives agricoles. Ces sociétés n'ont actuellement pas de place à part dans notre législation et ne sont régies par aucune

disposition spéciale. Les fondateurs ont ainsi le choix entre le type de la société civile, régie par les articles 1832 et suivants du Code civil, et ceux de la société en nom collectif, de la société en commandite, enfin de la société anonyme, soit simple, soit à capital et personnel variables, régies par les lois du 24 juillet 1867, du 1^{er} août 1893 et par les articles 18 à 64 du Code de commerce.

Elles peuvent, d'abord, revêtir la forme des sociétés civiles qui sont régies par les articles 1832 à 1873 du Code civil. Il faut ajouter, en ce qui concerne l'agriculture, que l'article 638 du Code de commerce décide que les actions intentées contre un propriétaire, cultivateur ou vigneron, pour vente de denrées provenant de son cru, ne sont pas de la compétence des tribunaux de commerce. Les agriculteurs sont, d'ailleurs, pour ce fait, exemptés de la patente par la loi du 15 juillet 1880, article 17. Il en résulte que l'agriculteur, qui ne fait pas acte de commerce en vendant les produits de son exploitation ne perd pas ce privilège en s'associant, dans ce but, avec d'autres producteurs. Ces associations de producteurs peuvent donc être purement civiles et ne pas être soumises aux règles de la comptabilité commerciale.

Une deuxième forme possible des coopératives agricoles est celle que nous appellerons : Sociétés civiles à forme commerciale. La loi du 1^{er} août 1893

a décidé que, quel que soit leur objet les sociétés en commandite ou anonymes qui seront constituées dans les formes du Code de commerce ou de la loi de 1893 seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce. Il résulte de cette loi que, dans un certain nombre de cas, les associations agricoles, bien que ne faisant pas acte de commerce par définition, sont soumises à des règles d'ordre commercial. A leur sujet, s'élèvera donc la controverse qu'a provoquée la loi du 1^{er} août 1893 : Lorsqu'une société d'objet civil a pris la forme commerciale les actes accomplis par elle demeurent-ils civils ? (1) Après avoir examiné la situation légale des sociétés coopératives, et les opérations accomplies par elle pour la vente des produits, il faut toutefois remarquer que beaucoup de ces actes ont été faits par des syndicats et que les coopératives exclusivement consacrées à la vente sont, malheureusement, fort rares. MM. Rouvier et Ruau dans l'exposé des motifs du projet de loi signalé, précédemment, disent, que l'on « compte actuellement en France, en dehors des 3.000 syndicats organisés en vue de l'achat de denrées diverses, plus de 1.300 groupements d'agriculteurs qui, sous les dénominations variées de sociétés coopératives

1. Sur cette controverse consulter le *Traité de Droit commercial* de Lyon-Caen et Renault, tome II, n° 1085 et *Traité élémentaire de droit commercial* de Thaller, n° 757 et suiv.

agricoles, d'associations coopératives syndicales, de syndicats agricoles coopératifs, ont pour but de produire, de transformer en commun ou de vendre les produits de l'exploitation du sol et des animaux. »

Ce sera une question d'espèce d'examiner, si, sous ces noms divers, les groupements agricoles réunissent les qualités des coopératives désignées, car il résulte du texte de la loi du 30 avril 1906 et des travaux préparatoires que le droit de warranter n'est donné qu'aux coopératives agricoles proprement dites, et non aux syndicats qui ne sont pas constitués pour faire des opérations de cette nature (1).

Les syndicats ne peuvent faire que les contrats, ayant pour objet, la protection des intérêts communs à leurs membres, et l'administration de l'association. Ils peuvent aussi acheter, en gros, les matières premières nécessaires à l'agriculture, comme les engrais chimiques, les semences, etc... Ils répartissent ensuite ces acquisitions entre leurs membres, au prorata des demandes de chacun, sur les bases du prix d'achat, légèrement majoré pour couvrir les frais généraux. Les syndicats agricoles ont cherché aussi à faciliter la vente des produits récoltés par les associés. Un procédé qui doit être fort efficace est celui qu'a bien voulu nous signaler M. Gilbert, agriculteur à Saint-

1. Sénat, séance du 25 juin 1903. *J. off.* du 26 juin 1903, p. 1118, colonne 3.

Germain-l'Herm(P. de D.), vice-président du syndicat départemental agricole et viticole du Puy-de-Dôme. Il consiste, lorsque les expositions sont ouvertes, à seconder les propriétaires qui doivent exposer leurs produits. Le syndicat se comporte ainsi comme un intermédiaire précieux entre les producteurs et consommateurs, car la dégustation facile des produits est bien de nature à faciliter leur vente. Quelques syndicats, constitués spécialement pour la vente des produits agricoles, ont bien donné d'heureux résultats, mais, pour bien vendre, il faut utiliser les pratiques commerciales et les syndicats n'ont pas une capacité légale suffisante pour cela (1). Toutefois, des tolérances, définitivement consacrées par l'usage et la jurisprudence, ont permis à un certain nombre de syndicats d'étendre le cercle de leur activité et de se transformer eux-mêmes, en quelque sorte, en sociétés coopératives, ou tout au moins d'en remplir le rôle. Il ne semble pas qu'il faille pousser les syndicats à poursuivre, eux-mêmes, les actes accomplis par les coopératives ; ils peuvent être les promoteurs de toutes entreprises, servir de lien à ceux de tous leurs membres qui doivent s'unir dans une action commune, mais ils doivent se garder de se substituer aux coopératives, qui doivent se fonder dans ces circonstances. « Le syndicat doit être une association

1. Le Mans, 6 mars 1894, sous Angers, 29 octobre 1894. D. 1895. 2. 88.

primaire d'où essaimeront des associations secondaires (1) ».

Les sociétés coopératives agricoles de vente ou de production sont encore bien peu développées en France. En laissant de côté les fruitières des Alpes et du Jura, d'origine très ancienne, nous avons, à peine, dans notre pays 200 coopératives agricoles. Ce sont, surtout, les beurreries coopératives de la région des Charentes et du Poitou qui ont donné les meilleurs résultats. Les 106 laiteries coopératives de cette région groupent, en effet, plus de 54.000 cultivateurs possédant 131.000 vaches. Elles produisent, annuellement, près de 9 millions de kilogrammes de beurre et fournissent à elles seules plus de la moitié de la consommation en beurre de Paris.

M. de Rocquigny (2) cite quelques coopératives spéciales pour la vente des produits agricoles.

« L'une des plus connues, dit-il, est l' « Association vinicole du Haut-Bordelais »... C'est une société en participation, groupant des producteurs, dans le but de faire connaître les vins qu'ils récoltent, d'en faciliter la vente, d'en garantir l'authenticité... Les vins, destinés à la vente au détail, sont entreposés dans un chai loué par l'association et y reçoivent tous les soins nécessaires. Pour la vente en gros, les vins

1. Waldeck-Rousseau. Discours de Roubaix, 1^{er} mai 1898,

2. *Les Syndicats agricoles et leur œuvre*, p. 295.

demeurent à la disposition de la société dans les caves du récoltant, et à sa charge, l'expédition devant se faire directement de la propriété... Le Syndicat des viticulteurs des Charentes qui a pour objet de garantir l'authenticité des eaux-de-vie de cru et de défendre l'intérêt des producteurs, s'est annexé une société coopérative de vente des eaux-de-vie dont le siège est à Saintes. »

Nous ne saurions faire, sans sortir du cadre de notre sujet, un relevé exact de semblables sociétés, déjà nombreuses en France. Il est opportun, toutefois, de remarquer qu'elles s'appliquent à la vente de produits très variés, ainsi, nous pouvons citer une coopérative qui fonctionne à Blois et qui a pour but la vente en commun des asperges sur le carreau des Halles. M. Michon, titulaire de la Chaire spéciale d'agriculture de l'arrondissement de Brioude a bien voulu nous fournir, sous une forme alerte, les renseignements suivants : « Un des membres naturellement le plus « dégourdi » est délégué à la vente sur le carreau, et chaque jour, il lui est adressé par l'association des envois aussi uniformes que possible. Chaque associé a un compte spécial, dans lequel on inscrit les quantités expédiées avec les dates et le prix vendu. A la fin de la campagne, on centralise les opérations et les frais sont supportés au prorata des sommes encaissées par chaque sociétaire. »

On a vu se constituer pendant ces dernières années,

et notamment sous l'influence du Comité permanent de la vente du blé, un certain nombre de groupements coopératifs. Il y a lieu de rappeler ici les noms des associations les plus importantes, exclusivement consacrées à la vente des céréales : la coopérative agricole de l'Ouest, la plus ancienne de toutes dont le siège est à Angers, qui fait, annuellement, le chiffre d'affaires de 200.000 francs, puis la coopérative du Périgord et celle de Bailleul dans le Nord, actuellement dans un état de prospérité remarquable.

La vente coopérative des céréales ne peut réellement prendre de l'extension que si les sociétés, qui la pratiquent, disposent de magasins. Ces magasins facilitent le warrantage et voici comment : Dans les pays de petite culture notamment, les greniers des cultivateurs sont souvent défectueux et le grain risque de s'y détériorer par un trop long séjour. La conservation exige, en tout cas, des manipulations fréquentes et relativement coûteuses. On fera une économie notable de main-d'œuvre dans les frais de conservation, avec des magasins aménagés spécialement, pourvus d'installations mécaniques pour le nettoyage et, au besoin, pour l'amélioration des grains.

Sur ces magasins à céréales, particulièrement en ce qui concerne l'Allemagne et l'Autriche, M. Clémentel a donné des renseignements intéressants dans

une proposition de loi tendant à la création de sociétés coopératives agricoles (1).

La plupart des sociétés agricoles allemandes qui s'occupent de la vente du blé, disposent de kornhauser ou tout au moins d'entrepôts. Les kornhauser sont des constructions plus ou moins vastes, aménagées spécialement pour l'emmagasiner des céréales ; ils contiennent généralement des silos et la manipulation s'y fait mécaniquement,

Les modes d'opération des coopératives allemandes sont variables : Les unes achètent ferme le blé aux cultivateurs, c'est le système le plus répandu. Les autres l'achètent, mais versent un simple acompte aux vendeurs, le reliquat leur étant postérieurement versé, et dépendant de la moyenne des prix, obtenus par la coopération, pour le blé de qualité fournie. D'autres enfin font, purement et simplement, l'office du commissionnaire. Un certain nombre de sociétés pratiquent, simultanément, ces trois systèmes, mais le second paraît être le meilleur. « Il est certain, dit M. Souchon (2), que le système dans lequel les agriculteurs touchent tous un prix moyen acceptant ainsi en commun les chances d'opérations, dont quelques unes ont pu être spécialement bonnes

1. Chambre des députés. Annexe n° 1119 à la séance du 30 juin 1903.

2 Souchon. L'Organisation coopérative de la vente du blé. *Revue politique et parlementaire*, 1900, tome XXIX, p. 63.

ou particulièrement mauvaises, est de beaucoup celui qui répond le mieux à l'idéal coopératif. Malheureusement, les petits propriétaires sont singulièrement prompts à la défiance. Ils se figurent volontiers, quand on leur parle de prix moyens, qu'ils sauraient personnellement faire des ventes excellentes, et ils restent très rebelles à l'idée d'abandonner l'espoir des bénéfices à en retirer. »

Les Kornhauser sont des institutions d'intérêt général. Il ne faut donc pas apprécier leur résultat par doit et avoir, mais par l'amélioration apportée à la vie économique du pays; or, les témoignages allemands au sujet des Kornhauser sont généralement satisfaisants. De l'avis de M. Souchon, l'influence des Kornhauser sur les prix a été assez considérable sur certains marchés et dans certaines régions, mais « l'action est loin de se traduire par une hausse des céréales sur tous les marchés de l'empire (1). »

S'il existe encore des Kornhauser dont le chiffre d'affaires est trop mince, c'est qu'ils ne peuvent pas compter sur une quantité de marchandises, leur permettant de participer au marché d'une manière continue. En même temps, il serait à conseiller aux sociétés coopératives de vente de céréales de s'allier les unes aux autres, en vue de l'organisation uni-

1. Souchon. *Les Cartells de l'agriculture en Allemagne*, p. 61 et ss.

forme des offres. L'art d'un vendeur habile doit toujours consister à ne jamais offrir plus au marché qu'il n'en peut prendre et à éviter de donner l'impression d'un marché surchargé. Les causes de ces échecs relatifs peuvent être corrigées. Elles paraissent donc tenir à l'incertitude des débouchés, aux dangers de la spéculation, lorsque la coopérative achète ferme pour revendre plus tard et enfin à des dépenses de construction et d'outillage souvent exagérées.

Toute coopérative rurale de production et de vente va se trouver, dès son début, en présence d'une double nécessité. La nécessité d'un capital fixe, sous forme d'installation et d'outillage, et la nécessité d'un capital circulant destiné à faire des avances aux membres de la coopérative sur les produits qu'ils lui apportent. Les coopératives pourront s'adresser à trois facteurs : les pouvoirs publics, l'individu et l'association. Nous rappellerons seulement l'intervention des pouvoirs publics qui s'est manifestée récemment par la loi du 29 décembre 1906, autorisant des avances aux sociétés coopératives, agricoles (1). La loi édicte des garanties précises pour que les subsides alloués n'aillent pas à la spéculation, mais bien à des groupements agricoles qualifiés (art. 4). On redoutait que les coopératives, encouragées par l'Etat, ne fissent concurrence au petit et au moyen

1. Nous avons mentionné cette loi, précédemment.

commerce. Ces appréhensions avaient été portées à la tribune de la Chambre. Il fut répondu que les sociétés ne pourraient vendre que des denrées provenant de leurs exploitations respectives, et qu'elles ne sauraient établir des magasins de vente au détail. Au cas où elles sortiraient de leurs droits légaux, la commission de répartition conserverait la ressource de refuser les avances demandées.

Nous souhaiterions, pour notre part, l'extension des coopératives agricoles. Une société coopérative de vente, en effet, a pour but unique de disposer de la récolte de ses membres aux meilleures conditions possibles ; elle agit autrement que le commerçant qui ne dispose de cette récolte qu'au mieux de son intérêt personnel. M. Souchon a montré très justement ce qu'il serait permis d'attendre d'une meilleure organisation de la vente des produits de la terre : « Ici, dit-il, la mise en pratique des procédés de coopération serait sans doute féconde. Ils viendraient, d'abord, ne fût-ce que par économie d'intermédiaires, donner pour un prix égal payé par la consommation, de plus fortes rémunérations à la culture. Ils pourraient ensuite, et nous en trouvons déjà des exemples, aider à la conquête de débouchés lointains. Ils contribueraient ainsi à atténuer la crise. En même temps ils aideraient à sa liquidation. Il suffirait pour cela d'arriver jusqu'à des coopératives assez puissantes, pour agir sur la production en la

réglementant dans ses qualités et surtout dans ses quantités » (1).

Une bonne organisation de la vente du blé serait un moyen puissant de remédier à la crise agricole, et nous croyons que les agriculteurs pourraient obtenir un prix plus élevé de leurs récoltes. Cartells, trusts dans le commerce mondial, farmer's Alliance en Amérique, syndicats en France et en Belgique, sociétés de vente en Allemagne sont des ententes qui favorisent la hausse du blé et la régularité de ses cours. La concurrence étrangère a moins d'importance qu'on ne pourrait le croire. Les blés d'Amérique valent 16 fr. 50 au Havre avec une qualité un peu inférieure à nos qualités courantes ; ajoutons le droit de 7 francs avec la commission et l'avance de paiement on arrive à tout près de 24 francs. Les blés du Danube qui valent 15 fr. 50 sont livrés avec 5 % de corps étrangers (1) et en tenant compte de ce déchet on arrive facilement à 24 francs. Il faudrait que les agriculteurs renoncent à la prétention de vendre toujours leurs grains 0 fr. 50 de plus que leurs confrères, qu'ils s'organisent et qu'ils fassent attendre leurs blés, afin d'obtenir une hausse, même

1. Souchon. *Les Cartells de l'Agriculture en Allemagne*, page 5.

1. La présence de corps étrangers constitue, faut-il croire, un droit commun : lorsqu'ils ne sont pas présents de façon naturelle on les ajoute.

minime, à notre avis possible, 23 francs en moyenne, en culture, par quintal. Nous y sommes, du reste, à peu près arrivés puisque pendant l'année 1906 les prix moyens par régions se sont maintenus entre 22 francs et 22 fr. 92. Quel que soit l'intérêt qui s'attache à l'étude de la coopération agricole, de nos jours à la mode pour ainsi dire, nous ne voulons insister davantage. D'autres détails, curieux encore, se rencontrent dans l'ouvrage de M. Bourguin : (*Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, page 230 et ss.).

CHAPITRE II

Des produits warrantables

SECTION I

Produits agricoles ou industriels de l'exploitation
(art. 1^{er}, alinéa 1, art. 18).

D'après notre loi, tout agriculteur peut emprunter « sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation, qui ne sont pas immeubles par destination, y compris le sel marin et les animaux lui appartenant ». L'énumération limitative des produits warrantables, qui faisait l'objet de la loi du 18 juillet 1898, n'existe plus. Cette énumération est nécessairement incomplète, elle était en outre inutile, la loi devant s'appliquer à tous les produits agricoles ou industriels de l'exploitation, et elle omettait des produits utiles à warranter comme le tabac, les plants américains, le houblon, la paille et bien d'au-

tres encore. « La Commission, dit M. Chaigne (1), a pensé que s'il y avait lieu à énumération, il était plus prudent de faire porter celle-ci sur les objets non warrantables... La Commission n'a pas d'exceptions à proposer, justifiant ainsi la suppression de la longue énumération qui alourdit, inutilement et non sans danger, l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1898. »

Conformément à la décision du législateur de 1898, on a maintenu le sel marin parmi les produits warrantables. On a eu en vue, ici, les exploitants de marais salants. M. Charruyer, ayant fait remarquer qu'un grand nombre de petits agriculteurs exploitaient des marais salants et que leur sort était intéressant, sa proposition fut prise en considération. Nous avons signalé les charges qui pèsent sur les propriétaires de marais salants. Si la récolte est au-dessous de la moyenne c'est pour les paludiers une inévitable misère, et pour le propriétaire, qui a des frais à supporter, c'est une perte réelle.

D'autre part, les marais salants constituent une propriété extrêmement morcelée, il en résulte une exagération de la concurrence locale et une invraisemblable diminution des prix. On a tenté d'y remédier, en créant une association syndicale des salines de l'Ouest : « Elle a pour but dit M. Clair Horveno

1. Rapport. Chaigne, annexe n° 1827 au procès-verbal de la 1^{re} séance du 28 juin 1904.

de concentrer la vente des sels de l'Ouest, d'empêcher la précipitation désordonnée des offres dans les années de grandes récoltes et conséquemment l'avilissement des prix qui menace l'existence des salines. Dans ce but l'Association syndicale, à l'exclusion du producteur isolé, est seule chargée de la vente des sels de toute nature, y compris ceux destinés à l'agriculture, à l'industrie et à la pêche (1) ».

Espérons, grâce à cette union, et aux emprunts sur warants contractés par les syndiqués, que le sort de ces exploitants s'améliorera. Nous croyons que l'on peut étendre le bénéfice de notre loi aux gisements de sel que l'on trouve à l'intérieur des terres et d'où l'on extrait le sel gemme. Cette opinion est motivée par le droit de warranter les produits des mines et carrières.

Nous avons vu que notre loi s'appliquait aussi aux ostréiculteurs (art. 18). L'ostréiculture comprend la production et l'élevage et la loi ni les travaux préparatoires ne font aucune distinction entre les établissements huîtres qui peuvent warranter leurs produits. Ces établissements doivent, d'après leur destination, être rangés en trois catégories : 1° les parcs où l'on récolte le naissain dits : « parcs de reproduction » ; 2° les parcs où se pratique l'élevage

1. Clair Horveno. *Les marais salants de la presqu'île guérandaise*, p. 157.

des jeunes sujets ou « parcs de demi-élevage » ;
3° Les parcs où le mollusque plus ou moins engraisé est conduit jusqu'au moment où il peut être livré à la consommation, ce sont les « parcs d'élevage ». L'ostréiculteur, qui possède les trois parcs, qui récolte lui-même le naissain, et élève le mollusque jusqu'au moment où il le livre au consommateur, peut, sans aucun doute, warranter sa provision à n'importe quel moment de son développement. Mais, en fait, les établissements de plein exercice qui réunissent les trois spécialités énumérées plus haut sont l'exception. Ordinairement, certains ostréiculteurs ne pratiquent que la production et le demi-élevage. Arcachon et Auray sont les centres les plus importants pour ces deux spécialités. D'autres ostréiculteurs leur achètent l'huître, déjà formée, provenant des parcs de demi-élevage et l'engraissent dans leurs parcs d'élevage. Marennes et Cancale sont remarqués pour ce dernier procédé. Pour ces ostréiculteurs, à première vue, il y a, semble-t-il, achat pour revendre et l'on serait tenté de leur refuser le droit de warranter. Ils ne sont pas, cependant, de simples commerçants et ne se bornent pas au rôle strict d'intermédiaires. Leur but est l'engraissement avant la revente. Leur rôle n'est pas sans analogie avec celui des « emboucheurs » qui achètent des animaux, en vue de les mettre à l'engrais, avec l'arrière-pensée d'une vente fructueuse. Cette observa-

tion faite, le droit de warranter serait pour eux justifié. Ce droit, d'ailleurs, ne fait aucun doute pour les producteurs et demi-éleveurs, et pour ceux qui possèdent à eux seuls les trois établissements et élèvent le naissain qu'ils ont eux-mêmes récolté. Nous avons cru devoir donner ces renseignements, de nature un peu spéciale, il est vrai ; ils étaient indispensables pour préciser l'objet actuel de notre étude, à savoir, quels sont les produits warrantables. Était-il opportun que la loi se préoccupât des ostréiculteurs. Les détails qui vont suivre nous mettront à même de décider. Nous lisons dans l'ouvrage de M. Senné-Desjardins : « L'ostréiculture française, principalement dans les pays de production et de demi-élevage, se plaint d'une crise prolongée, que nous serions tenté de regarder plutôt comme une évolution, parce que les progrès économiques n'ont pas suivi la même marche ascendante que les progrès industriels. Ils faut aujourd'hui les mettre à l'unisson. Si nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur le passé, nous voyons les premiers producteurs n'atteindre les résultats poursuivis qu'au prix d'énormes sacrifices, et même de la ruine de plusieurs d'entre eux. C'est la période d'invention autrement grave que la phase actuelle.

« ... Puis, quand le succès est enfin obtenu, les éleveurs, certains que la matière première, en dépit de l'appauvrissement des bancs naturels, ne leur fera

pas défaut, augmentent leurs exploitations et leur commerce ; ils s'approvisionnent largement chez les producteurs ; et comme les produits ne sont pas encore très abondants, la vente est rémunératrice pour le producteur qui entrevoit un meilleur avenir. L'éleveur, dont les affaires s'élargissent, abaisse légèrement ses prix et la consommation reprend. C'est la période d'éclat ou plutôt d'espérance, celle que l'on prend de nos jours, comme terme de comparaison pour accuser la crise. Enfin la production devient relativement si considérable qu'elle dépasse les besoins de l'élevage et qu'elle amène l'avisement des prix pour le producteur, sans que l'éleveur à cause des charges qui pèsent sur lui ait, du reste, abaissé de nouveau les siens, en sorte que la consommation se ralentit c'est la période actuelle de crise (1). » Plusieurs remèdes ont été proposés pour atténuer cette crise. Nous signalerons, entre autres, la constitution d'un Syndicat, la modération des redevances, la diminution des frais de transport, la création de nouveaux débouchés et enfin l'organisation d'un crédit ostréicole. Ce dernier point surtout doit nous intéresser ; toutefois cet auteur n'a pas confiance dans l'institution du crédit ostréicole : « Les grands parqueurs, dit-il, et les marchands notamment ont

1. Senné-Desjardins. *L'ostréiculture en France*, p. 125 et 126.

déjà des comptes courants dans des établissements financiers, et ne réclament pas d'autres facilités ... Quant aux petits parqueurs, lorsque la vente n'a pas lieu, ils restreignent leurs dépenses personnelles, et attendent la reprise des affaires en pratiquant les autres industries, qu'ils exercent presque tous cumulativement avec l'industrie huîtrière.

Pendant la période de stagnation, ils n'ont pas besoin d'argent pour leur exploitation encombrée de produits, et celui qu'ils se procureraient par emprunt n'aurait pas d'emploi utile à cette exploitation. A l'époque de l'échéance, ils se verraient contraints de subir la loi des acheteurs pour rembourser le prêteur... L'analogie entre le cultivateur et l'ostréculteur n'est qu'apparente. Le cultivateur qui n'a pas d'autre profession peut avoir à demander au crédit des ressources pour subsister dans les moments difficiles, il peut avoir intérêt à se procurer des fonds pour perfectionner son outillage. Il n'en est pas ainsi pour le petit parqueur. D'autre part le gage maritime que celui-ci offrirait au prêteur, (sur un soldont la possession est, du reste, toujours révocable et qui ne comporte jamais l'emmagasinage), présente plus d'aléas que le gage terrestre.

C'est donc à tort, selon nous, que des personnes bien intentionnées ont songé à faire doter les parqueurs d'une loi semblable à celle qui a été voté le

18 juillet 1898 par la Chambre sur les warrants agricoles (1). »

Ces observations sont loin d'être concluantes ; elles n'ont, d'ailleurs, pas semblé telles aux rédacteurs de la loi de 1906. La rédaction de l'article 18 en fournit la preuve. Il n'établit même aucune distinction à propos des ostréiculteurs.

On songe naturellement à des cas analogues à celui qui précède : certains éleveurs de poissons, par exemple, ne sont pas sans analogie avec les ostréiculteurs. Aussi, ne sommes nous pas surpris que M. Chastenot ait proposé d'intercaler entre le 1^{er} et le 2^e alinéa de l'article 1, un paragraphe ainsi conçu : « Tout armateur, pêcheur, ou exploitant de parcs ou de rivières peut emprunter sur les produits de la pêche ou sur ceux de l'élevage des poissons, crustacés, mollusques provenant de sa propre pêche ou exploitation, ou de celles de personnes à son service, soit en conservant la garde de ces produits dans les lieux dont il a la jouissance, soit en en confiant le dépôt aux syndicats, comices et sociétés dont il est adhérent. » Ce texte fut renvoyé à la commission de la marine, et il n'en fut plus question dans les travaux préparatoires ni dans la loi. On a maintenu, comme nous l'avons vu, les ostréiculteurs. Quant aux autres éleveurs de poissons, nous croyons qu'ils sont admis

1. *L'ostréiculture en France*, Senné-Desjardins p. 134 et 135.

à warranter leurs produits, pourvu que ces produits ne soient pas immeubles par destination et qu'ils proviennent de leur exploitation.

Il nous paraît curieux de signaler ici un cas très particulier d'assolement qui se rencontre dans la région des Dombes. On sait que l'assolement consiste dans une succession méthodique de cultures pour obtenir du sol les meilleurs résultats possibles sans l'affaiblir. Dans notre hypothèse, le sol, après être resté en culture un certain nombre d'années, est abandonné sous l'eau un temps suffisant pour permettre à la fertilité de se reconstituer. La vie végétale et animale qui se développe au sein des eaux, les propriétés absorbantes des terres argileuses fixent sur place ces éléments de fertilité, si bien qu'après un certain temps, il suffit d'écouler l'eau et d'assainir le terrain pour le livrer avantageusement à la culture et le remettre sous l'eau après épuisement. Il viendrait difficilement à la pensée qu'à un moment donné la culture consiste dans l'élevage des poissons. Cependant le fait s'est rencontré et nous le trouvons décrit ainsi : « La partie méridionale de la Bresse au voisinage de Lyon s'appelle la Dombes et offre un caractère très particulier. Les premières assises sont également les marnes bleues et les alluvions anciennes, mais tous ces dépôts ont été recouverts par ceux des glaciers quaternaires, débris de roches amenés des Alpes par les glaces et comprenant des blocs de

diverses grosseurs, anguleux ou émoussés, polis ou striés, liés par une boue argileuse très abondante. Ces conditions avaient contribué à faire de la Dombes un pays d'étangs soumis au système de l'évoilage et de l'assec. Les poissons étaient vendus (évoilage) et constituaient un revenu appréciable (70 francs par hectare), puis le fond des étangs mis en assec était cultivé tous les deux ou trois ans et donnait sans engrais une récolte moyenne de blé ou d'avoine (40 francs par hectare). » Depuis 1840, on s'est appliqué à dessécher les étangs de la Dombes. Sur les 19.215 hectares d'étangs qui existaient, il n'en reste plus actuellement que 8.000 environ.

Il résulte des travaux préparatoires que les produits des étangs de la Dombes sont warrantables (2).

Il est encore une autre innovation fort importante de la loi de 1906, qui autorise le warrantage du bétail. « L'extension du warrantage au bétail est une amélioration du premier ordre. Tous les spécialistes savent, en effet, que les prêts sur bétail existent aujourd'hui, mais ils sont faits exclusivement par des marchands de bestiaux et à très gros intérêts, quoique, dans tous les cas, ceux-ci puissent avoir une garantie sur le bétail vendu, et que souvent ils se la réservent. Avec

1. Diffloth, *Agriculture Générale*, p. 99 et 100.

2. Chambre, séance 20 novembre 1905. *J. Off.* 21 nov. 1905 p. 3365 colonne. 2.

la nouvelle disposition, les avances pourront être faites par les sociétés de crédit ; les cultivateurs choisiront, eux-mêmes, leurs bestiaux, ils créeront une étable de valeur et prospéreront au lieu de végéter en restant soumis au régime des échanges que leurs vendeurs leur imposent si souvent ; à cette amélioration, les propriétaires aussi trouveront leur compte (1)».

Ce n'est qu'à la suite de longues discussions que le bétail a été admis au nombre des produits warrantables. Le Sénat avait, tout d'abord, repoussé cette innovation bien qu'elle eût été très vivement défendue par M. Gillot à la séance du 21 juin 1904 (2) : « Un fait que tout le monde trouvera anormal, c'est qu'à moins de saisie-gagerie, ces mêmes cultivateurs ont le droit de vendre leur bétail, et, qu'en même temps ils ne peuvent pas emprunter sur sa valeur. On exclut, de la sorte, tous les petits propriétaires et tous les fermiers, sauf une catégorie véritablement exceptionnelle, celle des métayers, qui eux ne peuvent évidemment pas vendre des animaux qui ne leur appartiennent pas... Et c'est à l'époque où nous avons institué le crédit agricole, où nous avons créé des caisses régionales et locales, c'est au moment où le cultivateur pourrait emprunter à bon marché

1. Nicolle. La loi sur les warrants agricoles. *Journal d'Agriculture pratique* du 12 juillet 1906.

2. *J. off.* du 22 juin 1904. Sénat, page 584, colonne 3.

qu'on le met dans l'impossibilité de le faire ! On exclut même de parti pris toute une région, la région de l'élevage, sous le prétexte que l'élevage ne constitue pas une récolte. Mais dans certaines contrées, comme le Charolais, le Nivernais et autres pays d'élevage, qu'est-ce que le bétail qui vient dans ces prés si ce n'est une récolte ? On y produit de la viande, du bétail que l'on a besoin de vendre. Il est absolument nécessaire de permettre aux cultivateurs de pouvoir emprunter sur le bétail, si le besoin s'en fait sentir, et de leur donner ainsi le moyen de faire une bonne opération. »

Y avait-il des objections sur le warrantage du bétail ? En fait, elles étaient connues et tenaient à ce qu'une créance warrantée dans de telles conditions se présentait comme très fragile et comportait un caractère aléatoire qui pouvait paraître excessif : maladies, accidents, variations de valeur. Tous ces risques, il est vrai, pouvaient disparaître par l'assurance, mais ne permettre le warrantage qu'au cas où le débiteur aurait fourni la preuve d'une assurance eût été, pour ainsi dire, rendre celle-ci obligatoire « La Commission, dit M. Chaigne, dans son rapport, a estimé qu'elle ne pouvait pas à l'occasion d'une loi sur les warrants agricoles, résoudre la grave question de l'assurance obligatoire (1) ». Bref, c'est le rôle du créan-

1. Rapport, Chaigne. Annexe n° 1827 au procès-verbal de la 1^{re} séance du 28 juin 1904.

cier de voir s'il lui convient d'accepter une sûreté, le cas échéant, peu solide, la loi n'a pas à le protéger particulièrement, mais, en tout cas, elle doit avoir la préoccupation de veiller à ce que le warrantage du bétail ne compromette des droits qu'elle a, d'autre part, sanctionnés.

Les principales difficultés étaient tirées de ce que les bestiaux étant souvent immeubles par destination, les droits que nous rappelons, ceux des propriétaires ou des créanciers hypothécaires pourraient se trouver lésés. Et, cependant, la Commission ne s'était pas tenue primitivement à cette objection, quelle qu'en soit l'importance, elle avait fait valoir que les immeubles par destination, le bétail spécialement, n'entraient pas sérieusement en ligne de compte dans les transactions hypothécaires. « Les prêteurs par hypothèque, dit le même rapport de M. Chaigne, envisagent les immeubles seuls, et non ce gage fugitif qu'est l'immeuble par destination. » Il est possible qu'en fait le prêteur sur hypothèque ne tienne pas compte de la valeur des immeubles par destination pour garantir sa créance. Quoi qu'il en soit, l'hypothèque acquise sur un immeuble s'étend aux objets mobiliers qui y sont attachés, comme indispensables à son service et à son exploitation, c'est-à-dire à tous les immeubles par destination. En effet, la disposition de l'article 2133 du Code civil portant que « l'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations sur-

venues à l'immeuble hypothéqué, doit être interprétée par rapprochement de l'article 2118, 1^o du même Code. En l'absence de toute mention spéciale, soit au procès-verbal de saisie, soit au cahier des charges, les immeubles par destination sont virtuellement compris dans l'adjudication. La majorité des arrêts est dans ce sens (1). La Chambre des députés ayant consulté sa commission de la réforme judiciaire, celle-ci a été d'avis de n'autoriser le warrantage que pour le bétail qui ne serait pas immeuble par destination. Les arguments qui s'inspirent des principes du droit ont été savamment résumés par M. Cruppi (2). Nous sommes de son avis ; ces arguments correspondent assez exactement aux règles que nous présenterons dans la section suivante avec tous les développements qu'elles comportent. « Il résultera donc, dit M. Chaigne, et des explications fournies et du texte de la loi, ce qui est plus important, que les immeubles par destination : bétail, pailles ou autres ne pénétreront pas dans notre système de warrantage même par la plus petite fissure (3).

Nous voyons donc, par cette formule, l'intention du législateur, qui exclut formellement du warran-

1. Carpentier et Frèrejouan-du-Saint. Répertoire général du droit français au mot *Saisie immobilière*, n° 602.

2. Chambre, séance du 20 novembre 1905. *J. off.* 21 novembre 1905, p. 3361 et ss.

3. Même journal, p. 3363 colonne 1.

tage les immeubles par destination. En ce qui concerne les pailles, M. Chaigne reconnaît qu'elles seront warrantables lorsqu'elles seront destinées à la nourriture du bétail et qu'elles ne le seront plus, si elles doivent être utilisées pour faire du fumier. Au premier cas, selon la majorité des auteurs (1), en effet, elles sont meubles, au second cas, elles sont immeubles.

Cependant il résulte aussi, croyons-nous, des discussions à la Chambre et au Sénat que le fermier, autorisé par son bail ou par les usages locaux à vendre ses pailles, en tout ou en partie, peut les warranter. Nous retrouverons, du reste, cette question dans la section suivante.

Nous ne pouvons faire ici une énumération complète des produits warrantables. La Chambre ne s'y est pas essayée non plus, bien qu'elle ait eu tendance à signaler un très grand nombre desdits produits. Elle signale comme warrantables, à titre d'exemples, les sucres, les beurres et les eaux-de-vie qui sont des produits agricoles ayant subi certaines transformations industrielles. Ces divers produits industriels sont compris dans les termes de la loi : « produits agricoles ou industriels » et nous savons que le mot

1. *Cours de droit civil français*, par MM. Aubry et Rau, 5^e édit. revue et mise au courant de la législation et de la jurisprudence par MM. Rau et Falcimaigne, avec la collaboration de M. Gault, t. II, § 164, p. 18, note 43.

industriel a été introduit pour permettre aux agriculteurs qui transforment leurs récoltes de les garantir. Nous avons eu, du reste, l'occasion dans la première section de parler un peu de ces produits industriels, car il est difficile de parler des personnes sans parler de leurs actes, puisqu'on définit une personne par ce qu'elle fait. Mais, quels que soient les produits warrantables, il faut qu'ils proviennent de l'exploitation de l'emprunteur.

Désirant éclairer nos observations théoriques par des exemples concrets, nous nous sommes adressé à M. Gilbert, agriculteur à Saint-Germain-l'Herm, à l'intelligence et à l'amabilité duquel nous savions pouvoir accorder tout crédit.

Les renseignements qu'il a eu l'obligeance de nous transmettre, s'appliquant à des produits d'ordres très divers, n'en offrent qu'un plus vif intérêt. Ils sont, en effet, de nature à montrer comment le législateur de 1906 était heureusement inspiré en ne cherchant point à procéder par énumération lorsqu'il s'agissait de faire connaître les produits warrantables. Les renseignements communiqués par M. Gilbert ont trait notamment aux fromages, aux féculs, au blé, à l'avoine, au foin et aux bois exploités.

M. Gilbert nous décrit, en quelques mots, l'industrie des fromages dans les départements du Cantal et du Puy-de-Dôme : « Dans le Cantal dit-il, « une montagne » est toujours attachée au domaine donné à

titre de fermage à un cultivateur. En mai, les vaches du domaine sont conduites à la montagne où on commence à fabriquer, sur place dans les burons, les gros fromages dits « fourmes » du Cantal. A la fin de la belle saison c'est-à-dire à partir de novembre et pendant les premiers mois d'hiver, les fromages sont vendus. Les fermiers, qui ont besoin d'argent, soit pour payer un terme à leurs propriétaires, soit pour payer leurs domestiques sont obligés de vendre en baisse et d'en passer par où veulent les gros marchands et, de ce chef, subissent de grosses pertes. Pour eux, le warrantage aurait une grande utilité.

« Dans nos montagnes du Puy-de-Dôme, des industriels achètent le lait des propriétaires et font une imitation de Roquefort. Souvent, ils sont obligés de garder leurs fromages pour attendre un cours meilleur. Ils pourraient profiter, pour deux à trois mois, des bienfaits du warrantage. Les fromages, imitation de Roquefort, produits par le Puy-de-Dôme, sont vendus dans le Midi ou mieux en Algérie et Tunisie. »

Passant aux fécules M. Gilbert ajoute « le warrantage serait pratiqué avec grand intérêt, car il rendrait de nombreux services aux fabricants de fécules. En effet, ce produit se conserve très facilement dans des hangars, à l'abri toutefois, de l'humidité. Il est précisément sujet à des hausses et à des baisses, en un mot à des coups de bourse. »

En ce qui concerne le blé, l'avoine et le foin notre correspondant insiste sur les services très réels, que peut rendre ici le warrantage. Il les met en relief, en citant les cours très variables, de ces divers produits particulièrement durant ces deux dernières années. Par contre, en ce qui concerne les bois, M. Gilbert considère comme extrêmement rares, sinon tout à fait absentes, les circonstances dans lesquelles la loi de 1906 pourrait être mise à profit. Il en donne les raisons par la description de la pratique, plus particulièrement à l'égard des sapins et des pins, qui correspondent aux essences spécialement exploitées dans la région qu'il habite : « Quant aux sapins, dit-il, provenant des bois et forêts, les propriétaires marquent les arbres qu'ils veulent vendre, les acquéreurs vont les voir et on traite en bloc ou plus souvent au mètre cube. Les arbres sont abattus et écorcés par l'acquéreur ; ils sont enlevés presque aussitôt par eux. En restant sur le sol, ils sont piqués par les vers et perdent beaucoup de leur valeur. D'autre part, les acquéreurs les font débiter suivant le désir des entrepreneurs de charpente ou les livrent en grume, c'est-à-dire, tels qu'ils sont. Il serait impossible à un propriétaire d'avoir des remises ou hangars assez vastes pour rentrer des arbres nombreux et d'une longueur de vingt-cinq à trente mètres, en sorte que le warrantage ne se conçoit que difficilement. Pour les pins, ils sont vendus au

mètre cube, les plus beaux et les plus droits pour poteaux télégraphiques et les autres pour les mines. Ils doivent être livrés de suite, il faut, au reste, les sulfater encore verts ou en sève. Cette fois encore il y a obstacle au warrantage. Il importe de remarquer que le prix des gros bois ne varie pas beaucoup. Depuis quinze à seize ans, s'il y a hausse, elle est du moins progressive et régulière. »

SECTION II

*Produits qui ne sont pas immeubles par destination
(art. 1^{er}, alinéa 1).*

Il résulte du texte de la loi et des travaux préparatoires que l'agriculteur ne peut emprunter que sur les produits de son exploitation, qui ne sont pas immeubles par destination. Il importe donc de connaître la théorie des immeubles par destination et de déterminer autant que possible la limite entre le meuble et l'immeuble par destination. En prenant les mots dans leur acception ordinaire, les meubles sont les biens qui sont susceptibles d'être déplacés ; les immeubles sont, au contraire, les biens qui ne peuvent être transportés d'un endroit à un autre. Dans ce sens, parmi les biens possédés par le cultivateur, les bâtiments, les fonds de terre et les récoltes pen-

dantes par branches et par racines sont les seuls immeubles (article 520 du Code civil). La loi reconnaît plusieurs classes d'immeubles : les immeubles par nature, les immeubles par destination, les immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent et les immeubles par déclaration.

Au point de vue spécial qui nous intéresse, une seule théorie est importante, celle de l'immobilisation par destination. « Les immeubles par destination sont les objets mobiliers que la loi répute immeubles à raison de l'usage auquel ils ont été affectés par le propriétaire d'un fonds de terre ou d'un bâtiment dont ils ne font pas cependant partie intégrante (1). »

C'est une raison d'utilité pratique qui a contribué à créer cette théorie. Il est de grande importance de préciser la catégorie d'immeubles, dits immeubles par destination, car, suivant les cas, nous aurons devant nous des meubles par nature, incontestablement warrantables d'après la loi, ou des immeubles formellement exclus de ce mode de garantie par la dite loi. La distinction se trouve d'autre part fort délicate, nous considérons par suite comme opportun d'insister et de préciser :

« Les immeubles dit M. Demolombe (2), tout seuls,

1. Aubry, Rau et Falcimaigne. *Cours de droit civil français*, t. II, § 164, page 15.

2. Demolombe. *Cours de Code Napoléon*, t. IX, n° 200, page 103.

et si j'osais dire, tout nus ne pourraient pas nous rendre les services que nous leur demandons, dans la société où nous vivons, dans l'état de nos mœurs et de nos habitudes agricoles, commerciales et industrielles. Il faut donc les garnir, les revêtir de certains objets mobiliers, qui sont indispensables pour que leur destination s'accomplisse : pour que ce sol produise des récoltes, pour que cette usine fonctionne, pour que cette maison soit habitable ; et il est, en conséquence, très rationnel de considérer ces objets mobiliers comme des accessoires de l'immeuble, puisque, en effet, l'immeuble, sans eux, se trouverait tout à fait incomplet et insuffisant, et qu'il ne pourrait pas remplir la fonction qui lui est assignée dans l'ordre de nos besoins. »

Nous avons cité ces lignes, car elles montrent toute l'importance du lien qui entraînera pour les accessoires le même sort que pour le principal. Il est, pour ainsi dire, indispensable que ces accessoires suivent le fonds, pour que celui-ci puisse rendre tous les services dont il est susceptible. Et, sans la fiction de l'immobilisation, la séparation pourrait s'accomplir notamment en cas de saisie, en cas de partage, en cas de mariage et en cas de legs. Il y a donc intérêt, dans chacun de ces cas, à distinguer entre le meuble et l'immeuble par destination pour connaître quel sera le sort de chacun. Nous remarquons que la loi du 30 avril 1906 en interdisant de warranter

les objets qui sont immeubles par destination vient ajouter un autre intérêt à cette distinction.

D'après M. Planiol deux conditions seulement sont nécessaires pour que l'immobilisation s'accomplisse : 1° Que l'immeuble et le meuble appartiennent tous les deux à la même personne ;

2° Qu'un rapport de destination soit établi entre la chose mobilière et l'immeuble.

En examinant la première règle, nous serons amené à considérer, quel est, relativement aux différentes personnes, qui sont titulaires de droits sur un domaine, leur pouvoir d'immobilisation. Les articles 522, 524 et 525 du Code civil, supposent toujours que c'est le propriétaire qui a placé la chose sur le fonds. D'après la majorité des auteurs, le propriétaire seul aurait le pouvoir de faire des immeubles par destination : la raison en est, dit M. Baudry-Lacantinerie (1), que l'immobilisation par destination a lieu dans l'intérêt permanent du fonds, or le propriétaire seul est le représentant de cet intérêt, « La véritable raison, dit M. Planiol (2), est que la question d'immobilisation ne se pose pas pour les objets mobiliers qui appartiennent à une personne non-propriétaire du fonds. » M. Demolombe (3),

1. Baudry-Lacantinerie et Chauveau. *Des biens*, n° 59, p. 56.

2. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, t. I, p. 321, n° 820.

3. Demolombe, t. IX, n° 202, p. 104.

pense qu'il n'y a que le propriétaire chez lequel on puisse présumer le droit d'établir entre son fonds et un objet mobilier ces rapports durables de perpétuelle destination.

Au fond, l'accord est fait pour reconnaître, avant tout, au propriétaire la faculté de créer des immeubles par destination ; les variantes n'apparaissent que dans l'ordre des justifications.

On admet généralement que l'immobilisation par destination pourrait aussi résulter du fait de celui qui possède le fonds *animo domini*.

Quid du copropriétaire d'un fonds indivis ? Le partage a, d'après l'article 883, du Code civil, un effet déclaratif, qui s'explique, de façon satisfaisante, semble-t-il, par l'idée d'une condition. Le copropriétaire d'un fonds indivis peut bien créer des immeubles par destination, mais, pendant la durée de l'indivision, l'immobilisation est, en conséquence, conditionnelle ; son maintien ou sa disparition dépendent de l'événement du partage, suivant que le fonds indivis est tombé ou non dans le lot de celui qui a placé sur ce fonds les objets mobiliers, mais tant que l'indivision persiste l'immobilisation produit, provisoirement au moins, tous ses effets.

La règle sur l'immobilisation s'applique-t-elle aux objets placés par un usufruitier pour le service et l'exploitation du fonds grevé d'usufruit. Dans le sens de l'affirmative on a invoqué la définition que

la loi donne de l'usufruit en disant « qu'il est le droit de jouir des choses dont un autre à la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance. » Les motifs de la loi, dit-on, existent, d'ailleurs, dans toute leur force pour l'usufruitier aussi bien que pour le propriétaire. Il est vrai que cette immobilisation cesserait immédiatement par la mort de l'usufruitier. Cette durée passagère toutefois ne constituerait pas par elle-même un argument, elle n'a pas empêché, on le sait, de déclarer le droit d'usufruit susceptible d'hypothèque.

Cette doctrine a, sans doute, l'avantage d'empêcher dans bien des cas l'exploitation d'être arrêtée par l'enlèvement des accessoires nécessaires. Ceci est un argument d'utilité pratique, mais il ne suffit pas à justifier une solution affirmative.

Car, d'un autre côté, il nous semble trop hardi de donner à des objets mobiliers par leur nature une qualité immobilière sans avoir un texte formel de la loi. C'est là un acte de toute-puissance, pour ainsi dire, qui demande la consécration d'un texte formel. Elle ne résulte pas de l'article 578 du Code civil. Ce texte veut surtout préciser les obligations qui sont imposées à l'usufruitier, il a, par l'analyse même de son droit, l'usus et le fructus et non l'abusus. Dès lors, les mots : « comme le propriétaire lui-même » ne doivent pas avoir pour résultat de le mettre pour ainsi dire à son aise, mais bien plutôt de le gêner en

l'entravant par certaines obligations : au nombre de celles-ci se rencontre l'obligation de se conformer aux habitudes du propriétaire. En sorte qu'il ne pourrait modifier la destination et le mode d'exploitation de la chose sur laquelle porte son droit. De façon plus concise, la loi vient dire à l'usufruitier : « règle tes actes en te guidant sur l'attitude qui serait celle du propriétaire, en tant qu'il n'entendrait exercer que deux des droits qui lui appartiennent l'usus et le fructus. »

L'immobilisation ne pourrait non plus résulter du fait d'un fermier ou d'un métayer. Et ici nous invoquerons, pour écarter l'immobilisation, le même motif que celui qui nous a guidé lorsque nous avons refusé la faculté d'immobiliser à l'usufruitier. Le fait de créer des immeubles par destination est anormal, il est donc difficile d'étendre les termes de l'article qui dit que le propriétaire aurait seul le droit de faire des immeubles par destination. Du reste, entre l'usufruitier et le nu-propriétaire, entre le bailleur et le locataire, il n'y a pas unité de patrimoine. Sur un même immeuble, le fonds appartiendrait au nu-propriétaire ou au bailleur et l'immeuble par destination à l'usufruitier ou au locataire.

Si l'on voit des fermiers, ayant l'air de créer des immeubles par destination, les apparences seules seraient en contradiction avec l'opinion que nous avons soutenue. Ils s'agira d'un fermier agissant comme

mandataire du propriétaire ; il aura placé sur le fonds, en vertu du bail ; des objets mobiliers devant, à la fin du bail, être laissés au propriétaire, l'épithète de fermier ne tire pas à conséquence elle recouvre ici la qualité de représentant. (Cass., 30 août 1882) (1).

Après les développements que comportait la première condition nécessaire pour qu'un meuble devienne immeuble par destination nous arrivons à la seconde.

Cette deuxième condition est la suivante : c'est qu'un rapport de destination soit établi entre la chose mobilière et l'immeuble. Elle est essentielle et résulte des termes mêmes de l'article 524 du Code civil. Il est nécessaire d'étudier successivement les articles 522 et 524 du Code civil. Prenons d'abord l'article 522 : « Les animaux que le propriétaire du fonds livre au fermier ou au métayer pour la culture, estimés ou non, sont censés immeubles tant qu'ils demeurent attachés au fonds par l'effet de la convention. » Le propriétaire a voulu agir dans l'intérêt du fonds qu'il représente et en assurer la bonne exploitation, lorsqu'il a livré au fermier des animaux destinés à la culture. Ces animaux que le propriétaire d'une ferme a donnés à cheptel à son fermier doivent être regardés comme immeubles par destination et comme attachés au fonds dont ils ne sau-

1. Sirey, 1884.I.383.

raient être distraits. (C. civ. art. 522 et Cod. pr. civ. art. 819 et 826.) Requêtes 6 mai 1905 (1). Si ces animaux étaient meubles la culture pourrait être encore beaucoup plus facilement entravée que dans le cas où le propriétaire exploite lui-même, les créanciers personnels du fermier pouvant les saisir.

Parmi les objets susceptibles d'être affectés au fonds et remis au fermier, il n'y a d'immobilisés que ceux compris dans la convention intervenue entre le bailleur et le preneur. A défaut de convention, le fermier est réputé propriétaire des animaux placés dans la ferme si rien n'établit qu'il en ait reçu la propriété du bailleur. Bourges, 31 janvier 1843 (1). La plupart du temps le contrat de bail contient l'estimation des bestiaux que le propriétaire livre au fermier. Le plus souvent l'estimation sera faite en vue d'obliger le fermier à laisser, à la fin du bail, des bestiaux d'une valeur égale à ceux qu'il a reçus (art. 1821. C. civ.).

L'article 522 s'applique à tous les autres objets tels que pailles, engrais et ustensiles remis au fermier par le bailleur pourvu qu'une convention intervienne à cet égard entre le bailleur et le preneur. Cette extension est autorisée par l'article 524 qui signale comme immeubles par destination « les semences données aux fermiers et colons partiaires ».

1. Dalloz, 1905. 1. 429.

2. Sirey, 1844. 2. 67.

L'article 522 ne nous paraît pas comporter un commentaire plus développé. Nous passons donc à l'interprétation de l'article 524, il débute ainsi : « Les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds sont immeubles par destination ». Si, par suite, les meubles seuls placés sur le fonds par le propriétaire sont en quelque sorte dénaturés, nous voulons dire immobilisés, il n'en résulte pas que tous les objets mobiliers que le propriétaire place sur le fonds deviennent tels ; nous sommes en présence d'une condition nécessaire et non suffisante. Il faut qu'il les y place avec l'intention d'en faire désormais des auxiliaires et des dépendances de son fonds, voilà une nouvelle exigence d'ailleurs indispensable, il importe de la préciser. En conséquence, il nous reste à examiner et à rechercher à quels signes, à quels caractères nous reconnaitrons cette volonté, cette intention, cette destination du propriétaire ?

Pour l'exploitation agricole, il résulte des articles 522 et 524 du Code civil que la preuve de l'immobilisation par destination est établie par l'affectation de certains meubles au service et à l'exploitation du fonds. Des arrêts ont justement décidé en ce sens que lorsque des animaux sont placés sur une propriété rurale, ils ne sont immeubles par destination qu'autant qu'ils sont les accessoires nécessaires

d'une véritable exploitation agricole. Limoges, 15 juin 1820 (1).

La mise en cause d'une question d'utilité comporte des appréciations de fait. Qui doit être juge de l'utilité pour le fonds de ces meubles ? A notre avis, on devra tenir compte des circonstances, de la nature de l'exploitation, du matériel utile pour sa mise en œuvre et de la volonté du propriétaire d'immobiliser. C'est montrer combien la question doit être jugée de façon relative. Aussi, n'avons-nous pas été surpris à la lecture de certains arrêts qui décident que l'on doit s'en remettre à l'appréciation des tribunaux pour dire, si, suivant les circonstances, tels ou tels objets présentent bien ce caractère indispensable d'une affectation nécessaire au service du fonds. Caen, 5 mai 1843 (2). Grenoble, 11 août 1886 (3). Cette appréciation ne saurait pour autant se manifester de façon arbitraire, on ne comprendrait pas un pouvoir discrétionnaire accordé aux tribunaux, alors que le Code civil donnait la première place à la volonté du propriétaire.

S'il appartient au juge d'apprécier l'utilité des immeubles par destination pour une exploitation donnée, encore doivent-ils tenir compte de la volonté du propriétaire et de son intention d'immobiliser tel

1. S. 1821. 2. 16.

2. *Rec. arr. Caen*, 1843, p. 341.

3. *Monit. jud. de Lyon* du 29 mars 1887.

ou tel meuble. Encore doivent-ils, d'autre part, pour poser leur appréciation, considérer que le propriétaire d'une exploitation est seul juge de la quantité de meubles qu'il doit immobiliser, que lui seul peut connaître exactement ce qui lui est nécessaire en animaux, machines et engrais pour assurer à son travail une rémunération. Bref, le juge doit scrupuleusement tenir compte de la volonté de l'exploitant : la compétence technique de celui-ci sera plus grande que celle du magistrat. Nous entendons faire cette observation sans lui donner la portée d'une critique à l'égard des tribunaux. La mission très précise du juge consiste à connaître et à interpréter la volonté du propriétaire. Mais cette volonté elle-même, quel sera son rôle dans la théorie de l'immobilisation ? Le propriétaire peut-il, à son gré, mobiliser ou désimmobiliser ? Cette volonté est-elle toute-puissante ? Peut-elle se montrer en quelque sorte capricieuse ? Il est facile d'apercevoir l'intérêt de cette question. Si c'est une pure faculté pour le propriétaire de mobiliser ou d'immobiliser à son gré, il en usera dans son intérêt. Les fraudes deviendront dès lors possibles : Le bien sera-t-il susceptible de saisie mobilière ? il dira qu'il l'a affecté au fonds comme immeuble par destination : sera-t-il sous le coup d'une saisie immobilière ? il dira que le bien est mobilier. Voudra-t-il se procurer du crédit sans recourir à l'hypothèque ? il présentera comme meuble ce qui était précédemment

immeuble par destination et bénéficiera de la forme de crédit que consacre précisément la loi du 30 avril 1906 que nous interprétons. Il est évident qu'en pareil cas le créancier saisissant sera admis à prouver la fraude du débiteur. Des décisions judiciaires que nous rencontrerons ultérieurement ont été rendues sur des faits de cette nature. Nous citons dès maintenant un arrêt rendu dans l'espèce suivante. Il s'agissait cette fois d'une fraude qui était combinée en vue de diminuer le montant des droits de mutation. Le moyen tenté était le suivant : Désirant aliéner un immeuble par nature et les immeubles par destination qui se rattachaient à lui, le vendeur avait présenté ces derniers comme des meubles par nature. Sur ce dernier point, donc, il entendait n'être soumis qu'aux droits de mutation afférents aux ventes de meubles. Requêtes, 20 juin 1832 (1). En somme, ce que nous venons de dire correspond à la mise en pratique d'une maxime d'équité : *Fraus omnia corrumpit*.

En dehors donc du cas de fraude, la volonté du propriétaire doit jouer un rôle important sinon unique. Il convient de se rendre un compte très net des difficultés pratiques qui peuvent surgir alors qu'une solution de fait sera cependant grosse de conséquences. On sera, par exemple, en présence de bétail ;

1. Sirey, 1832. I. 594.

il est évident qu'*à priori* on ne saurait déterminer sa nature juridique, cela met bien en relief toute l'originalité de la théorie dite de l'immobilisation par destination. Matériellement on pourrait avoir sous les yeux deux têtes de bétail, l'une serait meuble par nature, l'autre immeuble par destination. Pour être fixé, il faudrait en quelque sorte s'adresser au propriétaire et lui dire : « Qu'en faites-vous ? » La question que nous soulevons est délicate à ce point que le propriétaire, ainsi interrogé, pourrait répondre de bonne foi : « J'ai fait de tel animal jusqu'à ce jour un immeuble par destination, mais je me propose, à l'avenir, de le traiter en meuble par nature, je le destine dorénavant à l'engrais en vue de le vendre. »

Faire abstraction de la volonté du propriétaire ou ne lui accorder qu'un rôle effacé, c'est rendre pour ainsi dire, quotidienne la possibilité de contester la nécessité de l'immobilisation : De là naîtrait une source d'expertises et de procès.

D'autre part, si la volonté du propriétaire suffit indépendamment de toute autre circonstance dans l'article 522 pour produire l'immobilisation, pourquoi ne suffirait-elle pas également dans le cas de l'article 524 pour opérer le même effet.

Nous croyons donc que le droit de mobiliser ou d'immobiliser par le changement de volonté du propriétaire est positif et presque absolu. La vente par exemple d'un immeuble par destination opère une

mobilitation définitive, opposable aux créanciers hypothécaires, quand le bien est aux mains d'un acquéreur de bonne foi. Requêtes, 17 juillet 1838 (1).

Un arrêt de Cassation du 23 avril 1833 (2) milite encore en faveur du rôle de la volonté du propriétaire : Si, dans une vente d'objets mobiliers, réputés immeubles par destination, consentie conjointement avec celle de l'immeuble, il est stipulé un prix distinct pour ces objets et qu'ils y sont désignés, article par article, ils ne sont passibles que du droit des objets mobiliers : de cette stipulation et désignation résulte suffisamment la preuve de la volonté du propriétaire de restituer aux objets réputés immeubles par destination le caractère de meubles et cette volonté fait la loi de la régie comme celle des parties. C'est donc au juge du fait de constater si le propriétaire a eu ou non l'intention d'immobiliser les objets qu'il a attachés au service de son fonds rural. (Cassation, 21 avril 1885.) (3).

Lorsque le juge sera certain de cette volonté du propriétaire, il fera prévaloir celle-ci sur les circonstances. S'il lui paraît que l'exploitant a eu, en fait, l'intention d'immobiliser un nombre de bêtes plus considérable qu'il ne paraît utile au juge, il devra

1. Sirey, 1838. I. 869.

2. Sirey, 1833. I. 632.

3. Dalloz, 1885. I. 292.

tenir compte de l'intention du propriétaire, alors même qu'il y aurait excès. Orléans, 16 mai 1834 (1). Nous voyons ainsi la volonté du propriétaire conserver sa toute puissance même lorsqu'elle est peu éclairée et, même, mal ordonnée. Un élément intentionnel peut être difficile à déterminer : si le juge ne peut aucunement le préciser peut-il poser une présomption dans un sens ou dans un autre, avec la pensée qu'un fait pourrait être révélateur de cette intention. On peut être tenté de croire pour ainsi dire que le *corpus* traduit *l'animus*. Après avoir examiné quelques arrêts, nous croyons pouvoir affirmer que la présomption est, tout à la fois, dans le sens de l'immobilisation et dans le sens du respect de l'intention du propriétaire. Un arrêt de Limoges, 15 juin 1820 (2), a admis un créancier qui avait fait saisir-exécuter quatre vaches et deux veaux sur le fonds de son débiteur à faire preuve que ces animaux n'étaient point nécessaires à la culture. Le créancier soutenait que le débiteur avait bœufs suffisants pour le labour. Un arrêt de Lyon "du 22 août 1851 (3), dit que le nombre des bestiaux nécessaires au service et à l'exploitation d'un corps

1. Sirey, 1836. 1. 55.

2. Sirey, 1821. 2. 16.

3. *Rec. arr. Lyon*, t. XXIX, p. 920, rapporté au *Répertoire des Pandectes françaises. Distinction des biens*, n° 195.

de domaine étant variable suivant la volonté, les goûts et les caprices du propriétaire, les tribunaux appelés à décider si telle partie du bétail doit ou non être considérée comme immeuble par destination, doivent se borner à rechercher si cette partie a été placée par le propriétaire dans l'intérêt du fonds ou si elle ne l'a été que momentanément. Dans ce dernier cas, c'est au propriétaire qu'incombe la preuve. Le propriétaire n'a donc pas à prouver que les biens sont immeubles par destination.

Deux arrêts, l'un de la Cour d'Orléans du 16 mai 1834 (1), l'autre de la Cour de Paris du 8 février 1833 (2) viennent prouver en faveur de la puissance de la volonté de l'exploitant et de la présomption en faveur de l'immobilisation. La Cour d'Orléans décide, en effet, qu'en l'absence d'acte du propriétaire, si celui-ci a placé sur son fonds des troupeaux pour le service et l'exploitation du fonds, on doit les considérer comme immeubles par destination alors même qu'il y aurait excès. L'arrêt a été résumé par M. Coin-Delisle (3) : « Un sieur Mesnard de Chouzy avait placé sur son fonds qu'il cultivait lui-même un grand nombre de bestiaux, et l'avait ainsi exploité

1. Sirey, 1836. 1. 55.

2. Sirey, 1833, 2. 420.

3. *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1858, t. XII, p. 409.

pendant onze ans. Le légataire des meubles avait fait juger au tribunal de Blois que ces bestiaux étaient surabondants et le jugement réduisit au strict nécessaire ceux qui resteraient au légataire universel. La Cour d'Orléans, au contraire, jugea par arrêt du 16 mai 1834 que le légataire universel devait recevoir l'immeuble dans le même état qu'en usait le propriétaire, qu'en y plaçant et maintenant ainsi les bestiaux, il avait manifesté qu'il les jugeait utiles pour le service et l'exploitation du fonds, et qu'il n'appartient pas aux tribunaux de restreindre la faculté accordée au propriétaire d'immobiliser les objets qu'il place sur un fonds pour le service et l'exploitation de ce fonds à moins qu'il n'y eût dol, et que cette immobilisation factice n'ait pour but de soustraire ces objets à l'action des créanciers. » L'arrêt de la Cour de Paris du 8 février 1833 a également pour but de constater l'immobilisation faite par un *de cujus* ; le voici, résumé en quelques lignes : Le sieur Rothschild s'est rendu adjudicataire de différents domaines dépendant de la succession bénéficiaire du sieur Lanoix. Les héritiers de ce dernier s'étaient réservés, par le cahier des charges, le droit d'enlever les meubles placés dans les domaines vendus. Le sieur Rothschild s'opposa à ce qu'ils enlèvent les chevaux et instruments aratoires, et le jugement accueillit son système : « Attendu que les domaines dont il s'agit ont été vendus tels qu'ils se

poursuivaient et comportaient, qu'au moment de l'adjudication les chevaux et instruments aratoires, réclamés aujourd'hui par les veuves et héritiers Lanoix, servaient à l'exploitation de ses domaines où ils avaient été placés par le propriétaire qui faisait valoir lui-même ses terres, que dès lors, ils étaient immeubles par destination aux termes de l'article 524 du Code civil. »

La Cour confirme par arrêt du 8 février 1833. Dans ces deux arrêts il semble que la présomption en faveur de l'immobilisation et du respect de la volonté du propriétaire soit appelée, par la force des choses, à prendre une portée plus grande par le fait que celui qui est l'auteur de l'immobilisation est mort. On n'a plus devant soi l'auteur d'une volonté pour le questionner sur son intention réelle. La jurisprudence s'attache à la présomption, c'est-à-dire, tire une conséquence d'un fait connu à un fait inconnu. Lorsqu'il s'agit de dispositions, avant tout subjectives, correspondant, en quelque sorte, à une mentalité particulière, la mort rend difficile la mission que le juge doit remplir. Les rédacteurs du Code civil ont fort bien compris combien devenait délicat le rôle des juges ; nous en trouvons la preuve, par exemple, dans l'article 504 : « Après la mort d'un individu, les actes par lui faits ne pourront être attaqués pour cause de démence qu'autant que son interdiction aurait été prononcée ou provoquée avant

son décès ; à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué. » La règle générale est donc que les troupeaux sont présumés immeubles chez le propriétaire. Elle admet sans doute la preuve contraire ; elle n'est d'ailleurs point établie par la loi. Elle se trouve par suite selon les expressions de l'article 1353 du Code civil « abandonnée aux lumières et à la prudence des magistrats qui, lisons-nous, ne doivent admettre que les présomptions graves, précises et concordantes ». Nous remarquerons volontiers, à ce propos, combien les conseils donnés par le législateur au juge sont ici en situation. Il serait particulièrement regrettable de poser une présomption hâtive dans cet ordre d'idées ; et la preuve c'est que l'on conçoit qu'une présomption très opportune dans certaines régions de la France devienne manifestement inexacte dans une autre partie du pays. Ce n'est pas, croyons-nous, le hasard qui a fait consacrer la présomption précédemment signalée par les tribunaux et cours de Paris, Orléans, Limoges et Lyon. Pour notre part nous aurions été très surpris de voir ladite présomption érigée en principe par les tribunaux du Nord de la France. Dans une province où le climat et la température rendent facile le procédé dit « d'engrais », la vraisemblance est que le propriétaire recourt souvent à ce procédé et c'est l'exception qui montrerait le bétail utilisé pour le labourage et le

transport. Donc, la présomption raisonnable serait là, celle de non-immobilisation. Précisément la Cour de Caen le 19 février 1864 (1) et le Tribunal civil de Cherbourg le 14 août 1888 (2) ont décidé que le caractère des objets placés sur une propriété rurale doit être déterminé tant par l'intention du propriétaire que par l'usage des lieux. Or l'usage des lieux c'est bien la traduction des influences climatiques que nous avons signalées. Lorsque cet usage est déterminé par des raisons tirées de l'ordre physique, nous trouvons naturel de s'inspirer de lui d'une façon presque absolue. Il nous paraît avoir une portée beaucoup moins grande lorsqu'il résulte de coutumes ou d'habitudes dont les raisons d'être sont d'un tout autre ordre. Une tradition parfois peut n'être qu'une routine. Nous sommes ainsi conduit à trouver quelque peu excessive l'importance que M. Demolombe (3) attachait à l'usage des lieux envisagé sans restriction. Cet usage pourrait surprendre un contractant auquel parfois on ne saurait adresser aucun reproche.

Certains auteurs exigent une condition de plus pour l'immobilisation : il ne suffirait pas que les objets fussent destinés au service et à l'exploitation

1. *Rec. arr.* Caen, 1864. 1. 157.

2. *Le Droit*, 8 octobre 1888.

3. Demolombe, t. IX, n° 254-256.

du fonds, il faudrait, en outre, qu'ils fussent placés sur ce fonds à perpétuelle demeure. A nos yeux, cette seconde condition n'est pas nécessaire pour l'immobilisation agricole ; au reste, cette opinion est celle de la majorité des auteurs (1), et la jurisprudence décide ainsi (Cass., févr. 1878) (2).

L'article 524 dispose, de façon différente, suivant que le fonds est affecté à l'agriculture ou à l'industrie, d'une part, ou à la simple habitation, d'autre part.

Il ne peut être question de la perpétuelle demeure comme condition d'immobilisation, lorsqu'il s'agit d'animaux de culture, d'instruments aratoires, de pailles et engrais, et de tout ce qui concerne l'exploitation agricole.

Mais tout change dès que le fonds n'est plus spécialement affecté à l'agriculture et qu'il est simplement destiné à l'habitation et aux besoins ordinaires de la vie. Il faut, dans ce cas, que les objets soient attachés au fonds à perpétuelle demeure. L'article 525, du reste, explique que c'est l'adhésion matérielle entre les effets et le fonds qui est la cause de l'immobilisation. Sans cela, tous les objets de luxe dont le nombre augmente tous les jours seraient frappés d'une sorte d'indisponibilité, les droits des

1. Baudry-Lacantinerie et Chauveau. *Des biens*, n^{es} 60 et suiv., p. 58.

2. Sirey. 1878. 1. 353.

créanciers chirographaires seraient constamment sacrifiés à ceux des créanciers hypothécaires. Notre solution résulte donc de la nature des choses, du texte de la loi et aussi de son esprit. Cet esprit, on le comprend fort bien ; il se présente, au reste, sous une forme originale. Le législateur songeant à l'attitude d'un propriétaire, lui permet d'immobiliser des meubles pour le service, dit-il, du fonds, c'est-à-dire dans l'intérêt sérieusement compris de ce fonds. Il consent d'autre part à ce que ce propriétaire immobilise des meubles dans un but fort différent et la preuve c'est que l'article 525 parle « de glaces, de tableaux et autres ornements ». Cette énumération éveille l'idée non plus d'utilité sérieuse, mais d'utilité secondaire ; le propriétaire a certainement ici l'arrière-pensée du confort, pour employer une expression tout à fait contemporaine. Cette fois, si des événements amenaient la séparation des meubles et des immeubles, on ne saurait dire qu'une exploitation d'ordre quelconque soit mise en souffrance. Les inconvénients qui se produiraient, tout sensibles qu'ils soient, n'entraveraient aucune exploitation. Mais l'immeuble détérioré perdrait une partie de sa valeur et les meubles, eux-mêmes, descellés retrouveraient difficilement un emploi avantageux. Le Code civil, par deux raisonnements successifs et différents a pu déterminer l'étendue générale de l'immobilisation par destination, mais l'on comprend fort bien

comment l'attache à perpétuelle demeure, indispensable dans le second terme de la division n'a aucune raison d'être dans le premier. Il est même à remarquer que ces mots « perpétuelle demeure » prendraient un sens bien singulier dans le premier terme. Si, par exemple, un propriétaire vendait un bœuf, qu'il utilisait précédemment au labour, on ne verrait matériellement aucune scission qui pût rappeler, même de loin, celle sur laquelle l'article 525 attire notre attention avec insistance.

Nous allons maintenant examiner quelles sont les solutions de la jurisprudence sur quelques-uns des objets considérés comme immeubles par destination. Nous donnons ici une sorte d'appendice en relevant des sentences judiciaires ; nous serons amené, ainsi, à faire quelques observations d'ordre théorique lorsqu'il y aura lieu d'apprécier.

En premier lieu, la loi énumère dans l'article 524 les animaux attachés à la culture. Ce sont les bêtes de labour et de trait ; on doit y comprendre les bestiaux destinés à fournir les engrais nécessaires à l'amendement des terres, et même ceux qui, a raison de la nature particulière d'un fonds et de son mode spécial d'exploitation, sont à considérer comme des instruments de cette exploitation. Il a été jugé qu'on devait considérer comme immeubles par destination : les troupeaux de moutons des Landes attachés à des fonds qui resteraient impro-

ductifs, s'ils ne servaient pas à les nourrir et les vaches des fromageries, Bordeaux 14 décembre 1829 (1). Les étalons attachés à un haras pourraient-ils être considérés comme des immeubles par destination ? M. Giraud dans une dissertation rapportée dans la *Revue critique de Législation et de Jurisprudence* (2), se prononce pour l'affirmative. Mais nous dirons avec MM. Aubry, Rau et Falcimaigne (3) que cette solution est très contestable, elle ne pourrait être admise que dans le cas où l'établissement d'un haras, aurait pour objet principal et direct l'exploitation d'un domaine.

Une controverse s'est élevée sur les animaux « d'embouche », c'est-à-dire les animaux placés sur un domaine, riche en herbages, pour y être engraisés et ensuite vendus. La majorité des auteurs décide que ces animaux restent meubles (4). Nous nous rattachons à cette opinion. Ces animaux ne peuvent être considérés comme « ayant été placés pour le service et l'exploitation du fonds. » Le propriétaire ne se les attache pas comme des sortes de collaborateurs, lorsqu'il applique son travail à la terre. Par surcroît nous remarquerons que décider

1. Sirey, 1830. 2. 70.

2. Année 1864, t. XXIV, p. 232.

3. *Cours de droit Civil français*, t. II, §. 164, page 17, note 40.

4. Aubry, Rau et Falcimaigne, tome 2, §. 164, page 17.

autrement aboutirait à supprimer les meubles par nature dans toute exploitation du sol entreprise par le propriétaire, car il est bien évident que des animaux et des objets inanimés ne seront jamais tout à fait étrangers à la culture du fonds. La loi du 30 avril 1906 trancherait cette controverse dans le sens que nous approuvons, car il résulte des travaux préparatoires que les animaux « d'embouche » peuvent être warrantés (1).

Que décider pour le bœuf de travail? Arrivé à un moment de son existence, il est engraisé sur l'exploitation pour être vendu. A ce moment il perd le caractère d'immeuble par destination qu'il possédait antérieurement, il devient meuble, car il est de règle de ne pas se servir pour la culture de bœufs adultes. A partir de leur septième année, ils perdent de leur aptitude à produire économiquement de la viande.

2° Ustensiles aratoires. Cette disposition s'applique aux instruments agricoles proprement dits et souvent aux outils de jardinage. Nous excluons de l'immobilisation les outils destinés à l'usage des jardins d'agrément, mais il existe des jardins auxquels on ne peut refuser les ustensiles dont ils ont besoin : tels les jardins fruitiers et maraîchers. Les ins-

1. Chambre, séance du 20 novembre 1905. *J. off*, du 21 novembre 1905, page 3362, colonne 3.

truments de ces derniers bénéficieront de l'immobilisation. Cette opposition, généralement admise (1), n'est pas pour nous déplaire ; elle est de nature à mettre une seconde fois en relief l'antithèse que nous avons exposée, à propos des deux termes, disions-nous, des immeubles par destination. Songeant au fonds lui-même, en regard de l'utilité sérieuse de ce fonds, nous plaçons l'utilité secondaire.

On voit bien clairement cette fois la différence entre : demander à la terre des fruits ou des légumes pour l'alimentation et obtenir d'elle simplement des fleurs pour son plaisir.

Ne revêtent pas le caractère d'immeubles par destination les ustensiles aratoires qui, bien que placés par le propriétaire sur un fonds, ne sont point nécessaires à l'exploitation dudit fonds. Douai, 19 mars 1886 (2) :

Par exemple, ceux dont le propriétaire n'a besoin qu'à raison de l'exploitation d'autres immeubles qu'il tient en location de tiers. A première vue, cet arrêt semblerait en désaccord avec ceux que nous avons relevés et qui consacraient l'autonomie, la toute-puissance de la volonté du propriétaire, en vue de créer des immeubles par destination. La limite posée

1. Baudry-Lacantinerie et Chauveau. *Des biens*, n° 67, p. 67.

2. *Jurisp. arr.* Douai, 1886, p. 79.

dans l'espèce actuelle comporte également le respect de la volonté ; mais il a été toujours admis que celle-ci ne devait point prendre un caractère frauduleux. Ici, l'incorrection ressortait du fait que le propriétaire en cause cultivait pour autrui, en sorte que, sans la restriction mentionnée par l'arrêt ce propriétaire serait parvenu à créer des immeubles par destination en les rattachant pour ainsi dire au fonds d'un autre. A notre époque où le machinisme vient seconder l'agriculture, on rencontrera souvent, chez un propriétaire cultivateur, des ustensiles très nombreux. Comment devront-ils être qualifiés. Bien que la transformation économique qui résulte du machinisme ait été à peine révélée lors de la confection du Code civil, celui-ci nous guide cependant car l'article 524 indique clairement, comme nous l'avons déjà dit, la nécessité d'un lien très étroit pour établir la destination agricole. Aussi, nous paraît-il logique de faire une distinction au sujet des ustensiles divers pour établir leur nature juridique. Les mots « ustensiles aratoires », se présentent à nos yeux comme une sorte de rubrique pour classer toutes les machines qui concourent directement à la culture par opposition à des ustensiles utilisés à la manipulation et à la préparation de certains produits.

Bref, l'idée maîtresse de la distinction est, selon nous, habilement mise en relief par les termes d'un

arrêt de Metz du 27 juin 1866 (1). Voici la formule qui nous a paru heureuse : sont immeubles par destination les seuls objets qui sont les agents nécessaires du système spécial de production auquel l'établissement est consacré : au contraire ceux qui ne sont que les instruments extérieurs du débit des choses fabriquées conservent leur caractère mobilier.

3° Les semences, soit données aux fermiers ou colons partiaires, soit préparées par le propriétaire pour le même usage. Lyon, 29 juillet 1848 (2).

4° Les pigeons des colombiers ; les lapins des garennes ; les ruches à miel ; les poissons des étangs. Mais les pigeons de volière, les lapins de clapier et les poissons de vivier ne sont point immeubles (3). L'opposition est incontestable, nous n'insistons pas.

5° Les pressoirs, chaudières, alambics, cuves et tonnes servant à l'exploitation agricole. De même les chais affectés à la manipulation et à la distillerie des vins, les foudres et cuves. Requête, 8 décembre 1885 (4).

Il n'est pas douteux, au contraire, que les tonneaux, les simples barriques destinés à loger le vin,

1. Dalloz, 1866 2. 171.

2. Sirey, 1849. 2. 366.

3. Aubry, Rau et Falcimaigne, t. II, § 164, p. 19, note 49.

4. Sirey, 1886. 1. 202.

à le transporter au domicile de l'acheteur, surtout lorsque le fût est lui-même vendu, ne sauraient être mis au rang des immeubles par destination. Mais les tonneaux destinés à contenir le vin provenant des vignes d'un domaine et non point à être vendus en même temps que ce vin, constituent des ustensiles nécessaires à l'exploitation agricole et, dès lors, des immeubles par destination. Grenoble, 22 janvier 1898 (1).

Les sacs et autres récipients dont le propriétaire d'un immeuble, affecté à une exploitation agricole, industrielle ou commerciale, se sert pour y enfermer des produits pour les transports chez des tiers ne sont pas immeubles par destination. Lyon, 17 février 1900 (2).

6° Les pailles et engrais destinés à la litière des animaux et à l'amendement des terres. Laurent applique cette doctrine même aux engrais artificiels. Cassation, 30 août 1882 (3). Toutefois, M. Legrand rapporteur au Sénat, à la séance du 25 juin 1903 (4), en introduisant les pailles parmi les produits warrantables faisait remarquer que, si, d'après les usages de la culture, les pailles doivent rester et être consommées dans la ferme, cette raison n'a pas

1. Dalloz, 1900. 2. 44.

2. Dalloz, 1903. 2. 249.

3. Sirey, 1884. 1. 383.

4. *J. off.* du 26 juin 1903, p. 1118, colonne 3.

de valeur quand c'est le propriétaire qui cultive lui-même : elle aurait seulement de l'importance quand c'est un fermier qui veut la warranter.

« De plus, dit-il, depuis le développement de l'emploi des engrais chimiques, il arrive très souvent dans les baux actuels que les fermiers ne sont plus obligés à conserver les pailles sur leurs fermes ni à les consommer : au contraire, ils ont, d'une façon générale, le droit de les vendre et ils usent de ce droit pour les livrer, par exemple, à la consommation parisienne. Et c'est pour cela que les rédacteurs de la loi du 30 avril 1906, ont introduit ce produit au nombre des objets susceptibles d'être warrantés. »

Il résulterait de cette observation de M. Legrand que les pailles peuvent toujours être warrantées.

De deux choses l'une, elles sont destinées ou non à la nourriture des animaux ; au premier cas, M. le rapporteur les considère, sans doute, comme meubles, rien d'anormal, par suite, à ce qu'elles puissent être l'objet d'un warrant agricole.

Au second cas, si les pailles, non destinées à la nourriture des animaux, doivent servir d'engrais, il semblerait que leur caractère d'immeuble par destination fit obstacle à l'application de la loi du 30 avril 1906. M. Legrand, sans employer les expressions techniques du Code civil, a fait une observation nous donnant à conclure que les pailles

que ledit Code présentait comme immeubles resteraient normalement des meubles par nature, par une conséquence tirée de la transformation des modes de culture et d'engrais.

Les mots « pailles et engrais » ont été le point de départ d'une controverse entre les auteurs, car, par une association d'idées très naturelle on a songé que le foin et l'avoine semblaient être exclus.

De là, deux opinions très tranchées: l'une croyant à une exclusion voulue, l'autre arguant d'un simple sous-entendu. Le premier raisonnement est le suivant : la nature du lien qui rattache un meuble par nature à l'immeuble est donnée par le Code, grâce à une énumération que l'on accepterait volontiers comme limitative, par crainte, pour ainsi dire, de relâcher ce lien. D'où l'impossibilité d'ajouter le foin et l'avoine qui ont trait à la nourriture des animaux, et perdent ainsi toute analogie avec des pailles utilisées pour l'engrais. Les adeptes de cette théorie sont disposés d'ailleurs à ajouter qu'ils ne prêtent pas au Code un raisonnement subtil et méticuleux à l'excès en rappelant que, lors de la discussion de l'article 524, le mot *foin*, après avoir figuré dans une première rédaction a été écarté de la deuxième devenue définitive (1). Cette dernière observation con-

1. Aubry, Rau et Falcimaigne, t. II, § 164, p. 18, n. 43. Quelle que soit l'autorité de ces auteurs, nous ne croyons pouvoir nous rallier à leur doctrine.

tient les germes d'une argumentation tout opposée. Les rédacteurs ont dû écarter le mot foin comme inutile. En effet, le Code permet, dans l'intérêt de l'agriculture d'immobiliser des animaux : il consent ainsi à changer leur nature juridique, mais encore faut-il, avant tout, qu'ils existent physiquement.

Dans ce but, il était d'une parfaite logique de permettre au propriétaire d'immobiliser tout ce qui devait concourir à l'alimentation du bétail afin d'éviter, par exemple, les dangers d'une saisie mobilière. Cette remarque s'inspire du bon sens à ce point qu'elle se résumerait fort bien dans un proverbe connu : « Qui veut la fin, veut les moyens. » Avant d'être avec certaines qualités, il faut déjà être. Comment, ajouterons-nous, d'autre part, le Code qui, de l'aveu de tous, s'inspire en ce sujet de la volonté du propriétaire, ferait-il obstacle par une énumération limitative à l'expression de cette volonté dans le cas où elle se présente avec une telle vraisemblance qu'elle sera l'expression normale du sens commun (1). Il va de soi que le raisonnement précédent implique que les pailles peuvent être immobilisées par destination, lorsqu'elles sont destinées à la nourriture des animaux et non point seulement réservées aux engrais.

Avant de quitter la théorie des immeubles par

1. Tribunal de Bourgneuf, 21 juillet 1849. D. 1849.3. 95. *Pandectes françaises*. Répertoire. *Distinction des biens*, n° 224.

destination, nous ferons remarquer que la loi ne parle pas du sort d'un warrant qui porterait sur des biens qui sont immeubles par destination, c'est-à-dire sur des biens sur lesquels l'article premier de notre loi interdit d'emprunter sous cette forme. Ce warrant serait-il nul ? Certains commentateurs de la loi du 18 juillet 1898 disaient qu'un warrant créé sur un produit non compris dans l'énumération légale est nul, ce serait même une nullité absolue. Il s'agit d'une nullité d'ordre public, car tout ce qui touche à la constitution des droits réels, comme les privilèges est d'ordre public sans ratification possible, par conséquent, de la part des parties intéressées. Ce raisonnement rappelle celui qui est généralement tenu sur l'hypothèque de la chose d'autrui. Dans le cas actuel, il est à remarquer que le débiteur n'a toutefois pas donné une sûreté sur une chose qui ne lui appartenait pas. Mais, par son attitude, il diminuerait, le cas échéant, le gage sur lequel devaient compter les créanciers chirographaires ou hypothécaires. Les créanciers chirographaires, lors d'une saisie, ne peuvent régulièrement être primés par un créancier qui prétendrait exciper du warrantage d'un immeuble par destination. Quant aux créanciers hypothécaires, dans l'hypothèse où leur sûreté porterait sur l'immeuble par nature, ils doivent compter que pour réaliser leur gage la vente comprendra les immeubles par destination, insusceptibles, si on nous permet ce mot, du procédé du warrant agricole.

CHAPITRE III

Situation physique et juridique des produits warrantables

SECTION I

A. — *Droits et responsabilité de l'emprunteur.* (art. 1^{er}, art. 14, art. 19, alinéa 2.)

D'après la loi du 30 avril 1906, il est loisible à l'emprunteur sur warrant d'emprunter en donnant pour gage les produits qu'il garde chez lui, ou en déposant ces mêmes produits entre les mains d'un tiers. Si le cultivateur ou la société coopérative empruntent sur leurs produits qu'ils conservent dans leurs bâtiments ou sur les terres de l'exploitation, il convient d'examiner quels sont les droits et les obligations de l'emprunteur en pareil cas ; dans une seconde subdivision de notre section nous étudierons

les obligations du dépositaire lorsque les produits seront déposés chez un tiers.

Le droit pour l'emprunteur de conserver chez lui, l'objet, gage de l'emprunt, est une exception au principe des prêts sur gage, exception créée par la loi du 18 juillet 1898. Par faveur pour l'agriculture, on a voulu éviter le déplacement de l'objet gagé. On a dit, en effet, que dans certains cas la valeur de cet objet est si minime que le grever des frais de déplacement serait lui imposer une dépense quelquefois sans proportion avec le résultat à obtenir. Aussi, les lois de 1898 et de 1906 faisant exception aux principes du droit civil ont décidé que l'emprunteur cultivateur pourrait garder dans ses mains l'objet donné en gage. L'article 1^{er} de la loi du 30 avril 1906 dit que l'emprunteur est responsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins et à sa garde et cela sans aucune indemnité opposable aux bénéficiaires du warrant. On a beaucoup discuté après la loi du 18 juillet 1898 sur la nature et l'étendue de cette responsabilité.

La loi assimile l'emprunteur à un dépositaire. M. Chastenet analysant la nature du warrant admet qu'il y a lieu à une tradition *brevi manu* des objets warrantés au prêteur et à une seconde tradition avec constitution de dépôt entre les mains de l'emprunteur.

On en tire la conclusion que le cultivateur est un

simple dépositaire au nom du créancier. L'emprunteur est aussi tenu des obligations qui résultent du contrat de prêt. Il se trouve ainsi traité comme l'auteur d'un double contrat. Il est assez difficile d'assimiler complètement l'emprunteur à un dépositaire. Généralement le dépôt est fait par le propriétaire de la chose. Ce n'est point à dire que le dépôt ne soit pas admis à propos de la chose d'autrui ; il resterait dans ce dernier cas très régulier, car le dépôt est un contrat qui ne comporte pas un transfert de propriété. Ici, le déposant, le prêteur sur warrant n'est pas propriétaire ; mais il reste la singularité que la chose n'appartient pas à autrui au sens normal du mot puisqu'elle appartient à l'emprunteur qui est un co-contractant. Il est un peu extraordinaire de voir une personne dépositaire de produits dont elle a la propriété. Le dépositaire doit restituer la chose elle-même et ici nous ne pouvons demander au dépositaire de restituer une chose qu'il a le droit de vendre quand il lui plaît (art. 8). Cette possibilité de vendre écarte l'analogie avec le dépôt régulier proprement dit, il devient original d'observer qu'on est porté à songer au dépôt irrégulier. Encore y aurait-il une dérogation aux règles de ce dernier contrat qui suppose une restitution de choses du même genre ; or ici une denrée ou un produit serait remplacé par sa valeur. Cette équivalence reste quelque peu anormale bien qu'une idée analogue se trouve

renfermée dans l'article 1291 alinéa 2 du Code civil où nous lisons : « les prestations en grains ou denrées, non contestées, et dont le prix est réglé par les mercuriales peuvent se compenser avec des sommes liquides et exigibles. » Quand il s'agit d'apprécier l'étendue de la responsabilité de l'emprunteur sur warrant, les auteurs qui ont commenté la loi de 1898 ne lui appliquent pas la responsabilité normale du dépositaire, ce qui nous porterait à dire que la qualité de dépositaire n'est pas exactement appropriée à l'emprunteur sur warrant. Ils disent qu'à raison des conditions particulières dans lesquelles s'accomplit le warrantage à domicile, cette responsabilité doit être envisagée *in abstracto*. C'est une faveur que le législateur a accordé à l'emprunteur en l'autorisant à garder chez lui les produits warrantés. Le cultivateur ne rend donc pas à son prêteur un service d'ami, comme le ferait un dépositaire ordinaire, car le porteur du warrant ne pourrait se soustraire à cette obligation de laisser les produits warrantés dans les greniers de son emprunteur. Ce dernier devra donc apporter dans les soins à donner au gage de son créancier une diligence plus grande que celle qu'il apporterait dans ses propres affaires. A ce point de vue, continuent les commentateurs de la loi de 1898, sa responsabilité est la même que celle d'un créancier gagiste ordinaire (article 2080 du Code civil).

Il est impossible d'admettre avec ces auteurs que

la responsabilité de l'emprunteur sur warrant est analogue à celle du créancier gagiste. Pour connaître la responsabilité de l'emprunteur à l'égard de la chose warrantée, nous ne pouvons chercher dans les règles du gage. Le cas qui nous occupe ne peut jamais se rencontrer dans le gage sous forme expresse, car on ne trouve jamais d'exemples où le débiteur garde chez lui la chose donnée en gage. Aussi bien, parler ainsi des règles du gage, au sujet de l'emprunteur sur warrant, aboutirait à un résultat qui serait quelque peu plaisant, car le propriétaire agriculteur avec une telle interprétation aurait conclu, à coup sûr sans s'en rendre compte, un triple contrat. Ne l'aurait-on pas appelé successivement, emprunteur, dépositaire, créancier gagiste.

Nous pourrions cependant arriver à considérer l'emprunteur sur warrant comme un dépositaire à la faveur des observations que nous avons faites précédemment. S'il paraît très singulier qu'un déposant remette à un dépositaire une chose dont, lui déposant n'était pas propriétaire et qui n'appartenait pas davantage à un tiers, mais qui est la propriété du co-contractant dépositaire si cela, disons-nous, paraît en contradiction avec la conception du contrat de dépôt, ne peut-on soutenir que ce contrat n'exige pas que le déposant ait le droit réel de propriété sur la chose déposée, et qu'il suffit qu'il ait un droit réel démembre, ce serait, en effet, le cas du

créancier qui a un warrant. La définition du dépôt n'est pas contre nous : « Le dépôt, en général, dit l'article 1915 du Code civil, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature. » Or, une chose peut être à autrui de façon complète par la propriété ou de façon incomplète et relative par le droit réel. On ne pourrait dire, par suite, que l'emprunteur dépositaire découvrira, sans peine, qu'il est, au sens complet du mot, propriétaire de la chose déposée. Son cas n'est pas celui qu'a prévu l'article 1946 du Code civil. En droit romain, on pouvait faire le dépôt d'une chose qui n'était pas au propriétaire. On conçoit donc un dépôt émanant d'un créancier qui n'est pas propriétaire, et la meilleure preuve c'est que le contrat de dépôt ne comporte pas le transfert de la propriété ; il n'est donc pas nécessaire d'avoir la propriété de la chose, objet du dépôt. Le déposant pourrait confier une chose qu'on lui a simplement confiée. Il est plus normal encore, semble-t-il, qu'au lieu de confier une chose qui appartient à un étranger, il en remette une sur laquelle il a lui-même un droit réel, fut-il démembre. Si, suivant ces règles, nous apprécions la responsabilité du dépositaire, nous la trouvons aggravée, car c'est le dépositaire lui-même qui a concédé le droit réel sur la chose qu'il détient. Il doit donc être rigoureusement tenu de façon à ne jamais compromettre le droit réel

du créancier déposant. Il faut que le dépositaire veille à ne pas combattre la garantie qu'il a lui-même accordée. Telle serait la situation de l'emprunteur sur warrant. L'indulgence du législateur à l'égard du dépositaire, quant à sa responsabilité, s'explique par ce fait que le contrat est normalement dans l'intérêt exclusif du déposant, auquel un service gratuit est rendu.

Dans l'hypothèse de la loi du 30 avril 1906, l'intérêt de l'emprunteur, que nous qualifions aussi de dépositaire, est cette fois particulièrement en jeu. Il est logique que sa responsabilité soit accentuée, l'esprit du Code dicte cette solution. Cette explication nous paraît préférable à celle qui prend sa base, ainsi que nous l'avons indiqué, dans une argumentation tirée du contrat de gage. Nous avons dit, comment, surajouter ce contrat à ceux du prêt et du dépôt au sujet d'un même personnage nous semblait peu juridique. La situation de l'emprunteur qui agit conformément à la loi de 1906 est nouvelle, composite, faite de contrats hétérogènes. Il est désirable de ne pas exagérer en l'analysant les éléments dont elle se compose. Cette pensée nous a guidé en éliminant l'article du gage que d'autres invoquaient ici. L'institution juridique créée, complétée successivement par les lois de 1898 et de 1906, ne se présente pas comme homogène. Il serait tentant de la qualifier d'institution *sui generis*. Cela nous ne l'avons pas

voulu, car ce qualificatif n'est, en somme, qu'un leurre, puisqu'il aboutit à esquiver une analyse délicate. D'autre part, ce n'est point décomposer scientifiquement ladite institution que de la présenter comme une sorte d'addition de contrats successifs. Nous avons écarté le contrat de gage comme inutile ; les règles du dépôt ne sont pas immuables : il suffisait de les prendre dans un cas particulier pour se rendre compte de la responsabilité de l'emprunteur sur warrant. Ces variantes dans les obligations du dépositaire sont précisément indiquées par le Code civil dans les articles 1927 et 1928.

On pourrait aussi déterminer *mutatis mutandis* la responsabilité de l'emprunteur sur warrant, par la façon dont on réglemente la responsabilité de celui qui a concédé une hypothèque sur ses biens ou de celui dont les biens sont grevés d'un privilège. Si la théorie du contrat de dépôt n'a jamais été invoquée à l'égard de semblables débiteurs, c'est que ledit contrat ne peut avoir pour objet que des choses mobilières (art. 1918 C. civ.)

Nous avons insisté, en entrant dans le détail des discussions possibles ; elles ne sont pas purement théoriques, car l'article 1^{er}, dernier alinéa, ne détermine pas l'étendue de la responsabilité de l'emprunteur ou du dépositaire proprement dit : « L'emprunteur ou le dépositaire des produits warrantés est responsable de la marchandise qui reste confiée à

ses soins et à sa garde, et cela sans aucune indemnité opposable aux bénéficiaires du warrant. » Cet alinéa indique uniquement qu'aucune indemnité ne pourra être mise à la charge du prêteur, à raison de la garde des produits conservés, ou mis en dépôt ou des soins qui leur auront été donnés. Cette précision assure aux bailleurs de fonds une garantie de plus. M. Legrand dans son rapport du 8 mars 1906 (1) proposa les mots « opposables aux bénéficiaires du warrant » « L'intérêt, dit-il, ici, est en effet, de sauvegarder et consacrer, à l'encontre des autres créanciers de l'emprunteur la valeur intrinsèque et absolue du titre créé, sa mobilité et sa sécurité. Il suffit donc, mais il le faut, de prescrire les règles utiles pour que le prêteur et les bénéficiaires du warrant ne soient exposés à aucune surprise et à aucun prélèvement opéré à leur préjudice, sur le prix de leur gage par d'autres créanciers de l'emprunteur ». L'insistance du législateur, en vue de priver l'emprunteur de toute indemnité est de nature en jugeant les choses humainement à porter ce dernier à ne donner des soins que très limités aux produits warrantés, à concevoir, par conséquent, sa responsabilité avec restriction, alors qu'elle nous a paru, au contraire, d'une assez grande étendue. C'était une raison pour traiter le point avec quelque développement.

1. Sénat annexe, n° 97.

Il ne faut point toutefois se montrer exigeant à l'excès à l'égard de l'emprunteur : il n'est, par exemple, pas obligé d'assurer sa récolte. M. Gillot dans la séance du 25 juin 1903 (1) avait montré l'utilité et le fonctionnement des assurances mutuelles-bétail et avait proposé de n'admettre au warrantage que le bétail assuré. Toutefois, comme nous l'avons déjà fait remarquer, on a estimé qu'on ne pouvait pas à l'occasion d'une loi sur les warrants agricoles résoudre la grave question de l'assurance obligatoire. Quant à la chose, si elle vient à périr par cas fortuit ou force majeure, l'emprunteur sera simplement libéré de la représentation de sa récolte mais non de sa dette.

Le fait de laisser la chose à la garde de l'emprunteur suppose de la part du prêteur une grande confiance. On peut même se demander, si effectivement le warrantage agricole est une opération de crédit réel, puisqu'il repose, avant tout, sur la croyance en la valeur morale de l'emprunteur. Ce dernier doit donc avoir la faculté de disposer des marchandises warrantées, mais il est tenu d'une obligation certaine envers le prêteur ou porteur du warrant : il ne doit pas pouvoir en disposer au préjudice du créancier. Aussi, contre les fraudes possibles de l'emprunteur la seconde partie de l'article 14 de

1. *Journ. off.*, 26 juin 1903, p. 1119, colonne 3.

notre loi édicte des sanctions pénales : « Tout emprunteur convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré au préjudice de son créancier le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement sous inculpation d'abus de confiance et frappé des peines prévues aux articles 406 et 408 du Code pénal ». M. Chastenet a soutenu que frapper l'emprunteur sur warrant des peines de l'abus de confiance, c'était l'application du droit commun. « Mais c'est là une erreur, dit M. Planiol (1). L'abus de confiance est un délit qui est commis aux dépens d'un propriétaire par quelqu'un qui est simple possesseur ou détenteur de la chose à titre de dépôt, de mandat, de gage, etc. Si l'article 408 nomme à côté du propriétaire, comme victime possible du délit, un simple possesseur ou détenteur, c'est qu'on a voulu prévoir, le cas où le dépositaire infidèle aurait reçu la chose de quelqu'un qui n'en était pas propriétaire.

Mais, punir un propriétaire qui dispose de son bien au préjudice de son créancier, ce n'est pas lui faire l'application pure et simple de l'article 408 du Code pénal : c'est créer un nouveau cas d'abus de confiance à côté de ceux qui existent. »

Cette façon de voir ne peut pas être la nôtre ; il

1. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, p. 800, n° 2714, note 1.

nous a semblé que l'emprunteur conservant les produits warrantés rappelait un dépositaire auquel un déposant aurait confié une chose, sur laquelle il avait, non la propriété complète mais un droit réel démembre. Cette observation nous conduit à décider que le législateur de 1906 a, non point créé un cas nouveau d'abus de confiance, sans le savoir, mais a simplement énoncé une application, un peu particulière, il est vrai, de l'article 408 du Code pénal. Si nous ne considérons pas cette application comme tout à fait courante, c'est que l'article 408 statuant, de *co quod plerum* que fit, suppose que le déposant est propriétaire, possesseur ou détenteur. Dans notre cas il est titulaire d'un droit réel démembre.

Toutefois, la loi qualifie le détournement des objets d'abus de confiance. Nous en concluons que le porteur du warrant ne serait pas autorisé à revendiquer les objets ainsi détournés contre un tiers possesseur de bonne foi. L'article 2279 du Code civil, alinéa 2, n'autorise la revendication que dans le cas de perte ou de vol. Sa disposition ne saurait être étendue au cas d'abus de confiance et telle est notre hypothèse. Et l'alinéa 1 de l'article 2279 (En fait de meubles, la possession vaut titre), qui fait obstacle à la revendication suppose que celui qui a disposé des meubles les tenait par la volonté libre de celui qui les lui avait remis. Ce cas est celui du prêteur sur warrant car la loi ne lui a pas imposé de laisser les choses warran-

tées à la disposition de l'emprunteur, le texte suppose, au contraire, l'intervention toujours possible d'un dépositaire étranger. Dans la suite nous mentionnerons cependant, en souvenir de l'article 2102. 1^o du Code civil que le droit de suite se conçoit et se rencontre en matière mobilière.

L'article 463 du Code pénal qui permet de modérer les peines serait du reste applicable ainsi qu'il en est fait mention dans l'article 19 de la loi du 30 avril 1906. Nous devons considérer qu'il en serait de même de la loi du sursis à l'exécution des peines (Loi du 26 mars 1891). Les auteurs de cette loi se sont uniquement attachés, on le sait, au caractère de la peine prononcée pour déterminer les cas où le sursis est applicable. La Cour de cassation, d'ailleurs, a jugé, en ce sens que cette loi s'applique à toutes les condamnations à des peines correctionnelles, quelle que soit la nature de l'infraction, sans distinguer entre les crimes et les délits de droit commun et les infractions à des lois spéciales (1).

Nous ajouterons que c'est au porteur du warrant à prouver que l'emprunteur a détourné, dissipé ou détérioré les produits qui lui servent de gage car le délit prévu par l'article 14 de la loi de 1906 ne saurait être soustrait au principe fondamental du droit pénal, d'après lequel la charge de la preuve de la

1. Cass. ch. crimin. 25 mars 1892. *Pand. fr.*; 1892. I. 310.

culpabilité de l'inculpé incombe à la partie poursuivante. La charge de la preuve incombe à l'accusateur, il doit l'administrer en démontrant que tous les éléments du délit se rencontrent dans l'espèce. On ne saurait invoquer contre ce principe indiscutable l'article 1302 du Code civil, qui met à la charge du débiteur d'un corps certain, lorsque la chose a péri, la preuve du cas fortuit qu'il allègue, autrement l'inculpé se trouverait placé en face d'une présomption du délit pour lequel il est poursuivi. Cet article qui aurait pu trouver sa place dans une contestation civile est sans application en matière pénale (1).

B. — *Responsabilité du dépositaire.*

(Art. 1^{er}, art. 3, alinéa 4, art. 14, art. 19, alinéa 2).

Nous avons signalé, dans la première division de cette section, la possibilité pour l'emprunteur de confier le dépôt des produits warrantables aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent ou à des tiers convenus entre les parties. Cette possibilité résulte de l'article 1^{er} de la loi du 30 avril 1906. La loi du 18 juillet 1898 ne le permettait pas. On a cru entrevoir la possibilité de réaliser un réel progrès en proposant d'autoriser le dépôt du gage chez des tiers et notamment des syndicats, comices

1. Cass. crimin. rej. 16 juillet 1903. D. 1904. I. 447.

et sociétés agricoles. Cette innovation nous fait songer aux dépôts faits par les commerçants dans les magasins généraux, en vertu de la loi du 28 mai 1858, et nous nous demandons pourquoi l'agriculteur ne warrant pas dans un magasin général les produits de son exploitation. Il faut préalablement se demander si légalement il en a le droit. Une première opinion, interprétant restrictivement les textes, réserve les magasins généraux aux commerçants et aux industriels seuls. « Il y a des magasins généraux, dit M. Thaller, qu'utilisent les agriculteurs, bien que la loi de 1858 limite l'emploi de l'institution aux matières premières, marchandises et objets fabriqués que déposeraient les négociants et industriels (1). » Il n'y a rien dans le texte de la loi du 28 mai 1858 qui semble concerner l'agriculture. La loi de 1858 a été faite, dit-on, pour favoriser le commerce en permettant aux négociants qui trafiquent de marchandises encombrantes, d'éviter la construction coûteuse de magasins. Elle leur facilite ainsi les opérations de vente et de nantissement.

Or, l'agriculteur n'est pas un commerçant. Ses opérations ne sont pas des actes de commerce. D'autre part, l'article 1767 du Code civil semble s'opposer à l'utilisation des magasins généraux par l'agriculteur, en ordonnant au preneur d'un bien rural

1. Thaller, n° 1574, page 758.

d'engranger sa récolte « dans les lieux à ce destinés d'après le bail » et en s'opposant à tout déplacement par conséquent en vue de conserver sa garantie au bailleur sur la récolte. Cette première opinion est consacrée dans le *Traité de droit commercial* de MM. Lyon-Caen et Renault, tome III, n° 339. Ces auteurs font même remarquer qu'une sanction pénale pourrait se produire au cas où une personne autorisée à ouvrir un magasin général recevrait des dépôts irrégulièrement composés d'objets que la loi du 28 mai 1858 n'a pas prévus, et prêterait sur les objets qui lui ont été ainsi remis. La sanction découlerait de l'article 411 du Code pénal qui est inscrit sous la rubrique : « Contravention aux règlements sur les maisons de jeu, les loteries et les maisons de *prêt sur gage*. » (1) Observons que ces prêts irréguliers peuvent se rencontrer, non point seulement en présence des agriculteurs, et aussi à l'égard des commerçants lorsqu'ils déposeraient les marchandises étrangères à leur commerce. A tort ou à raison, à tort, selon nous du moins, l'esprit de la loi du 28 mai 1858 était l'esprit restrictif.

Bien que cette première opinion puisse paraître plus juridique, en ce que préoccupée des conditions du crédit réel mobilier, elle entend confier leur réglementation à la volonté du législateur et non

1. Cass. Crimin. 24 janvier 1884. S. 1884. 1.251. D. 1884, 1.425.

aux désirs et aux intentions des particuliers, on reconnaît que cette solution est de nature à empêcher l'agriculteur de se procurer du crédit et l'on a fait observer sur l'article 6 du décret du 12 mars 1859, rendu en exécution de la loi du 28 mai 1858, que les magasins généraux sont ouverts aux agriculteurs, et c'est là une seconde opinion. Cet article est ainsi conçu : « Les exploitants des magasins généraux et des salles de vente sont tenus de les mettre, sans préférence ni faveur, à la disposition de toute personne qui veut opérer le magasinage ou la vente de ses marchandises dans les termes de la loi du 28 mai 1858. »

Cette rédaction avait, sans doute, paru assez large pour constituer un argument. Il n'était pas d'une grande valeur car si les mots : (toute personne) semblent d'ordre général, le décret restreignait l'étendue en comportant qu'il s'agissait de personnes, invoquant la loi dont l'application était en cause. Quoi qu'il en soit, on a fait observer que dans les exposés de motifs ou la discussion des projets de loi qui ont été présentés, sur l'organisation des warrants agricoles, le warrantage dans un magasin général a toujours été regardé comme étant de droit commun pour l'agriculteur.

Mais il y a impossibilité pratique pour la plupart des cultivateurs de se servir des magasins généraux actuels, situés généralement dans les villes, loin des

centres agricoles et aménagés surtout en vue des besoins du commerce et de l'industrie. Si l'agriculteur, dit-on, n'a pas utilisé aussi fréquemment que le commerce le warrantage dans les magasins généraux, cela tient plutôt aux frais de garde et aux dépenses de manutention, désachage, pelletage, réclamés par les magasins généraux, mal outillés pour ce genre d'affaires, et ne désirant pas d'ailleurs les pratiquer.

Raisonné ainsi, c'est montrer que les agriculteurs sont écartés de la loi du 28 mai 1858 par une raison de fait et non par un argument de droit, et c'est admettre formellement que la loi du 28 mai 1858 est applicable sans restriction ; c'est prêter au législateur de cette époque une pensée de nombreuses applications pratiques alors qu'il s'était, avons-nous dit sans l'approuver, guidé par un esprit de restriction à l'égard du crédit réel mobilier qu'il organisait. Aussi bien, en supposant même que la seconde opinion fût dans le vrai, il est préférable de confier ce dépôt à des sociétés coopératives, possédant des bâtiments agencés spécialement pour recevoir les récoltes et les conserver.

Est-ce à dire qu'il n'y aurait aucun avantage pour le prêteur à voir son gage déposé dans des magasins généraux, si cela était facile pour l'emprunteur ? Non cependant, car le magasinier qui est autorisé à recevoir les marchandises commerciales en dépôt

représente personnellement une situation importante et notoire, qui garantit absolument, en même temps que sa fidélité, les risques de vol, de détérioration, d'incendie, d'inondation. Au contraire, des tiers quelconques peuvent ne représenter qu'une garantie morale et insuffisante ; en semblable occurrence prêteurs et escompteurs auraient alors toute raison de préférer la garde par le propriétaire lui-même. Mais, sans aucun doute, il y aura intérêt pour le prêteur en même temps que pour l'emprunteur à la conservation des produits dans des magasins spéciaux et cela au point de vue de la conservation des récoltes et même de leur amélioration, comme nous l'avons déjà remarqué dans la section consacrée aux sociétés coopératives.

Quelque peu en garde contre des dépositaires mal désignés, on avait proposé de limiter pour ainsi dire le choix aux syndicats, coopératives, comices et comités agricoles à l'exclusion des tiers choisis par les parties pour éviter les accaparements et l'entente dolosive entre prêteurs et dépositaires. M. Legrand dans son rapport du 8 mars 1906 (1) estime que ce danger n'est pas considérable. La Commission n'a pas aperçu en quoi le warrant favorisait une collusion ayant pour but un accaparement qui n'a pas besoin

1. Sénat, annexe, n° 97.

du warrant pour se réaliser. Cette fraude ne pourrait du reste aboutir à un véritable accaparement par le tiers dépositaire : la quantité des produits serait nécessairement limitée par l'importance des récoltes des emprunteurs et par celle des emprunts garantis. Ce danger, s'il pouvait exister ne serait-il pas, d'ailleurs, aussi redoutable lorsque les dépositaires des objets warrantés sont des collectivités agricoles ?

En outre, il ne faut pas oublier que le contrat de nantissement, tel qu'il est réglé par les articles 2073 et suivants du Code civil reste applicable aux produits warrantables comme à tous les objets mobiliers et que la loi du 18 juillet 1898 n'avait fait qu'autoriser pour les parties, des règles et facilités spéciales en matière de nantissement agricole. Alors, pourquoi, dans une loi faite en faveur du crédit agricole, où exceptionnellement on accorde au débiteur dans son intérêt la faculté de conserver le gage entre ses mains, le priverait-on, s'il lui plaît de ne pas user de cette exception, du bénéfice de la règle de droit commun en matière de gage ; règle plus protectrice de l'intérêt du prêteur et des tiers. En d'autres termes, comment une loi spéciale serait-elle restée logique, lorsqu'après avoir accordé une faveur particulière, elle aurait enlevé la disposition qui, dans le droit commun, se présentait déjà comme une facilité. Comment, sous une forme différente, la loi aurait-elle dit : « L'emprunteur peut conserver les

choses données en garantie, mais il ne peut plus les confier à un tiers. »

Aussi, on a autorisé les emprunteurs à déposer le gage chez des tiers convenus entre les parties et on a également stipulé que le dépositaire des produits warrantés est responsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins et à sa garde et cela sans aucune indemnité opposable aux bénéficiaires du warrant, (art. 1^{er} dernier alinéa). Pour renforcer cette affirmation le quatrième alinéa de l'article 3 ajoute : « Lorsque les produits warrantés ne restent pas entre les mains de l'emprunteur lui-même, le dépositaire et le bailleur des lieux où est effectué le dépôt ne peuvent faire valoir aucun droit de rétention ou de privilège à l'encontre du bénéficiaire du warrant ou de ses ayants cause ». Cette disposition a été critiquée au Sénat à la séance du 29 mars 1906 (1) par M. Fessard. Il trouvait qu'en supprimant le privilège (2) au profit du dépositaire d'un produit warranté qui aura fait une dépense quelconque pour la conservation de la chose, on amènerait l'impossibilité de trouver des dépositaires. « Voilà, dit-il, je suppose, un troupeau de mou-

1. *J. off.*, du 30 mars 1906, page 301 et ss.

2. Nous remarquons que le privilège n'est pas accordé par la loi pour une dépense quelconque. Ce privilège est consacré par l'article 2102 du Code civil, qui, énumérant les créances privilégiées sur certains meubles, dit : « 3° les frais faits pour la conservation de la chose ».

tons qui se trouve entre les mains d'un dépositaire ; ces moutons peuvent tomber malades, et s'il envoie chercher le vétérinaire il n'aura pas le droit de se faire rembourser ses dépenses. Il faudra alors aller à la découverte de dépositaires très aisés. Quels soins et quelles précautions pourra-t-on attendre d'un dépositaire auquel on ne reconnaît aucun privilège sur la marchandise elle-même ».

Ces objections sont assez fondées. Il est possible, en effet, que l'on trouve difficilement des dépositaires qui voudront accepter une pareille situation. Ils sont privés des garanties accordées aux dépositaires ordinaires. Ceux-ci ont, d'après l'article 1948, le droit de rétention. Il est vrai aussi que le droit de rétention est équivalent à un privilège au point de vue pratique, parce que les créanciers du propriétaire de la chose ne pourront obtenir dessaisissement du rétenteur qu'à la condition de lui offrir son paiement. Ils prendront naturellement cette attitude dès l'instant que la chose retenue aura une valeur supérieure à la somme due au rétenteur. Le dépositaire ordinaire aurait aussi un privilège en vertu de l'article 2102. 3° du Code civil, qui énumère comme créances privilégiées les frais faits pour la conservation de la chose.

En résumé, pour connaître exactement les droits qui sont enlevés au dépositaire par l'article 3, alinéa 4 de la loi du 30 avril 1906, il faut se rappeler que le

dépositaire a, suivant les cas, un privilège proprement dit ou un droit de rétention : un privilège s'il s'agit de frais faits pour la conservation de la chose, un droit de rétention pour ce qui lui est dû « à raison du dépôt ». Ces derniers mots ont une portée plus grande, car ils comprennent, par exemple, ce qui est dû pour salaire ou ce qui est dû pour dépenses simplement utiles. L'article 3 se montre également sévère à l'égard du bailleur des lieux où est effectué le dépôt, car il lui enlève la possibilité de faire valoir un droit de rétention ou de privilège. C'est exactement contre ces rigueurs que M. Fessard s'était élevé.

Mais M. Legrand prétendit réfuter ces objections, en faisant valoir des observations par lesquelles il se plaçait à un point de vue différent. Tandis qu'il avait été montré combien les droits du dépositaire ou du bailleur étaient peu protégés, M. Legrand mit en cause tout particulièrement les intérêts du porteur ou des endosseurs de warrants. Si l'on veut, dit-il, en substance, assurer la circulation du warrant, il doit présenter une garantie sérieuse pour les endosseurs successifs. Il faut, en conséquence, qu'aucun privilège ne soit opposable au porteur de warrant. Sans cela, il sera bien difficile de trouver un banquier, un établissement de crédit, voulant escompter des warrants agricoles, sans avoir la certitude que ceux-ci sont nantis d'un droit de priorité

indiscutable. D'ailleurs, le warrant n'entraîne pas la disparition du privilège du dépositaire pas plus que celle du privilège du bailleur. C'est simplement un droit de priorité qui est accordé au porteur de warrant. Et il n'est pas dit que la marchandise n'aura pas une valeur supérieure à la somme empruntée. Souvent, il restera encore quelque chose pour que le privilège du dépositaire puisse s'exercer.

Ce sera au dépositaire à faire ses conditions, au moment où on lui offrira le dépôt, il ne l'acceptera que s'il le veut, il n'y sera pas forcé, mais après qu'il l'aura accepté, il en supportera les obligations et les conséquences. Quoi qu'il en soit de la diminution des garanties accordées en droit commun au dépositaire, nous considérons comme certain qu'en vertu de l'article 1927 du Code civil, il est tenu de veiller à la conservation des objets déposés et d'en prendre soin comme de choses lui appartenant avec application, le cas échéant, de l'article 1928.

Au reste, si ce dépositaire a quelque inquiétude il pourra, par exemple, stipuler une indemnité de l'emprunteur qui la lui donnera par des conventions spéciales. Mais, en aucun cas, l'indemnité due au dépositaire ne pourra grever le warrant ni être récupérée sur le prix du gage de préférence au prêteur. Sur ce point la loi est absolument formelle : dans ces conditions, un dépositaire très prudent serait conduit à exiger du déposant un paiement à l'avance,

c'est-à-dire une sorte de provision. On ne saurait méconnaître qu'il y avait une grande part de vérité dans les objections soulevées par M. Fessard. Lui répondre en remarquant que, dans une institution de crédit, il faut avant tout se préoccuper d'accroître la garantie au profit du créancier n'est point faire une réplique de tout point satisfaisante.

Dans l'espèce, il reste très vraisemblable que, selon la remarque de M. Fessard, un dépositaire bénévole sera introuvable. La situation qui lui est faite l'effraiera sans doute. Tandis qu'on insiste sur ses obligations on ne parlerait de ses droits que pour lui dire qu'ils sont incomplètement garantis.

Encore un mot à propos du dépositaire, l'article 14 le punit des mêmes peines que l'emprunteur. Nous remarquons ici que l'article 408 du Code pénal s'applique directement au dépositaire, et qu'il n'y a pas ici à créer pour lui un nouveau cas d'abus de confiance, ce que l'on avait fait pour l'emprunteur de l'avis de M. Planiol, qui n'avait pas considéré que l'emprunteur, lorsqu'il conserve les choses warran-tées, puisse être assimilé à un dépositaire.

Nous appliquerons ici aussi l'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891.

Le déposant quel est-il ? (1) En se référant à l'arti-

1. La réponse à cette question ne doit pas rester oiseuse ; au cas où l'emprunteur aliénerait les produits warran-tés avant d'avoir remboursé son créancier, l'attitude du dépositaire

de 2076 du Code civil dont la disposition étudiée paraît être une application, le contrat de dépôt se produit entre le prêteur et le tiers dépositaire. De sorte que, en fait, ce dernier se tournerait lors de la formation du contrat vers le prêteur en lui demandant sans doute comment il compte lui assurer une rémunération. Cette attitude qui paraît normale aura cependant des conséquences singulières. Loin de fortifier en effet le crédit qu'organise la loi, elle l'affaiblira; le prêteur devant tenir compte, sans doute, de ces faits lorsqu'il sera sollicité par l'agriculteur en quête d'argent.

Nous avons lu, il est vrai, dans les travaux préparatoires de la loi de 1906 une interprétation en vertu de laquelle, en semblable occurrence, il convenait de dire que « l'emprunteur se substituait un dépositaire ». Par suite, c'est pour l'emprunteur qu'il y a service rendu, et c'est de lui qu'une rétribution anticipée serait réclamée en général. Les choses se réaliseront, il est à supposer, le plus souvent de cette dernière façon. Mais, songeant au fonctionnement du crédit, il n'en résultera pas moins, pour autant, qu'il sera aussi entamé que dans le cas précédent. Cette fois l'emprunteur, au moment où il se procure des fonds, sera contraint à exagérer la somme

taire sera diversement appréciée suivant que l'on aura considéré comme déposant l'emprunteur lui-même ou au contraire le prêteur.

empruntée, puisqu'il devra, de suite, en distraire une partie au profit du dépositaire.

Nous avons indiqué plus haut que lorsqu'il n'est point recouru à un tiers dépositaire et que les marchandises warrantées restent aux mains de l'emprunteur, il peut être considéré comme ayant conclu un contrat de dépôt avec son propre prêteur.

Nous croyons rester logiques, en considérant, s'il y a apparition d'un tiers dépositaire, que celui-ci forme le contrat de dépôt avec le prêteur. Nous n'entendons pas, pour autant, condamner sévèrement l'interprétation relevée dans les travaux préparatoires, en vertu de laquelle, nous le rappelons, le déposant serait l'emprunteur. En effet, recourir à un tiers dépositaire a naturellement pour but de décharger de soins vigilants celui qui, sans cette particularité, aurait la garde des choses engagées. D'après le Code civil (art. 2076) ce personnage serait le créancier gagiste ; mais, d'après la loi de 1906, ce serait l'emprunteur. C'est pour nous une occasion nouvelle de relever la complexité juridique de l'institution consacrée par la loi sur les warrants agricoles.

Sa détermination spécifique n'est pas impossible, mais elle ne peut être indiquée, en quelque sorte individualisée, de façon simple ou concise.

SECTION II

Droits du porteur du warrant, nature juridique du warrant (art. 1^{er} alinéa 3, art. 5, alinéas 2 et 3, art. 12)

Nous avons examiné dans la section précédente la responsabilité et les obligations des emprunteurs et dépositaires. C'est, en somme, un des côtés de l'exposé des droits du porteur par l'étude de la contrepartie.

Si nous avons remarqué que l'emprunteur a le droit de vendre quand il lui plait, l'article 8 nous dit aussi que la « tradition à l'acquéreur ne peut être opérée que lorsque le créancier a été désintéressé. » Nous verrons, en outre, en étudiant l'article 13 que le porteur a sous certaines conditions le droit d'exercer un recours contre l'emprunteur et les endosseurs. L'article 5, alinéa 3, ajoute une autre garantie au porteur du warrant en disant que : « Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur les produits assurés ». Depuis la loi du 19 février 1889, cette disposition est devenue le droit commun. Les rédacteurs de la loi auraient donc pu se dispenser de la reproduire. Le même

article 5 dans son alinéa 2 permet au prêteur de continuer l'assurance de son gage pour le cas où l'emprunteur se refuserait à le faire, le terme de la police arrivant pendant la durée du prêt. Il convient, en effet, de permettre au porteur de warrant de conserver sa garantie entière et d'assurer son gage jusqu'à l'échéance. Le droit le plus considérable reconnu au porteur du warrant est celui que lui accorde l'article 12 en s'exprimant ainsi : « Le porteur du warrant est payé directement de sa créance sur le prix de vente, par privilège et de préférence à tous créanciers... et sans autres déductions que celles des contributions directes et des frais de vente et sans autres formalités qu'une ordonnance du juge de paix ».

Nous pourrions signaler à propos de ce droit conféré au porteur du warrant quelle est la nature juridique de son titre. Tous les commentateurs de la loi du 18 juillet 1898 ont insisté longuement sur ce point.

Les interprètes ont des opinions divergentes. Nous ne pouvons analyser ces opinions diverses ; ce serait trop long. Du reste, ce débat n'a aucun intérêt pratique, car la loi a pris soin de tout régler. Il suffira de faire remarquer, au cours de notre étude sur le privilège du porteur de warrant, quelle est, d'après nous, l'institution juridique dont le warrant se rapproche le plus.

Une question importante est celle du rang occupé par le droit de préférence du porteur de warrant, en concours avec les droits de même nature qui peuvent grever les produits warrantés. Le texte nous répond clairement que le porteur de warrant est primé par les créances des contributions directes et des frais de vente. En donnant le premier rang au privilège du Trésor, notre loi se conformant ici aux dispositions générales prises par la loi du 12 novembre 1808 en détermine l'étendue de la manière suivante : « Il s'exerce avant tout autre : 1° pour la contribution foncière de l'année échue, de l'année courante, sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des biens immeubles sujets à la contribution. » Des raisons d'intérêt général légitiment cette préférence, mais il appartiendra au prêteur diligent, avant de consentir le prêt, de s'assurer que cette créance ne pèse plus sur les produits qu'on lui offre en gage. Le second rang est attribué aux frais de vente du gage. Ce sont, d'une façon plus générale, les frais de justice qui comprennent : 1° les frais de consignation ; 2° les frais d'enregistrement du warrant ; 3° les frais de vente et les frais de l'ordonnance d'attribution (1). Le texte

1. Nous donnons ici la formule de l'ordonnance du juge de paix, portant l'attribution du prix.

Cette ordonnance est précédée d'une requête adressée au juge de paix (autre formule à connaître).

Ces formules sont empruntées au *Commentaire théorique*

nous parle du privilège du bailleur pour signaler un cas particulier dans lequel ce privilège primera celui du porteur de warrant. Il s'agit du cas où aucun avis n'aurait été donné au propriétaire.

et pratique de la loi du 30 avril 1906 sur les Warrants agricoles par M. Watrin.

Formule de la requête à fin d'attribution du prix.

A. , le 19.

A Monsieur le juge de paix du canton de

Le sieur , domicilié à , porteur du
warrant n° , à échéance du souscrit par le
sieur , demeurant à , au profit du sieur
domicilié à

A l'honneur de vous exposer que le warrant ci-dessus n'ayant pas été payé à son échéance, il a dû, conformément à l'article 11 de la loi du 30 avril 1906, faire procéder à la vente des marchandises données en garantie ;
que cette vente a été faite le , par M. et quelle
a produit la somme totale de
que le montant du warrant étant de , la somme
réalisée sera suffisante pour payer la somme qui lui est due ;

En conséquence, il requiert qu'il vous plaise d'ordonner, conformément à l'article de la même loi, que cette somme lui soit payée sur le montant de la vente.

(SIGNATURE)

Formule de l'ordonnance du juge de paix portant l'attribution du prix.

Nous, juge de paix du canton de

Vu la requête tendant à

Vu les articles 11 et 12 de la loi du 30 avril 1906 :

Attendu que M (auteur de la requête) justifie par la représentation d'un accusé de réception qu'il a mis en demeure son débiteur de...

Attendu que plus de cinq jours se sont écoulés depuis l'envoi de cet avis ;

Attendu que ledit M. a fait procéder en confor-

Ordinairement, nous verrons que le privilège du bailleur a disparu par suite de l'absence de toute opposition de la part du propriétaire ou par suite de son consentement à l'emprunt fait par son fermier.

Toutefois, il y a d'autres créanciers qui pourraient

mité des articles 617 et suivants du Code de procédure civile et suivant les formes prescrites par les articles 622 à 625 du même Code et ce par M. à la vente publique aux enchères de la marchandise warrantée :

Qu'avis a été donné par cet officier public au débiteur et aux endosseurs par lettre recommandée et huit jours à l'avance du lieu, jour et heure de la vente, ainsi qu'il en est justifié ;

Ordonnons que le produit de ladite vente sera directement versé, aux mains dudit requérant, jusqu'à concurrence de sa créance en capital, intérêts et frais, par privilège et préférence à tous autres créanciers, sauf déduction de celle des contributions, s'il y a lieu, et des frais de vente.

En notre cabinet, ce jour

(SIGNATURE)

Timbre de
la justice
de paix

Au cas où le warrant aurait été constitué sans le consentement du bailleur, sa créance privilégiée subsiste. Elle consiste dans les loyers échus et impayés jusqu'au jour de la vente, en conformité de la loi du 19 février 1889. Le juge de paix, dans son ordonnance, en évalue le montant, qui en est déduit après les créances des contributions directes et les frais de vente et remis par préférence au bailleur sur quittance. En cas de refus de la part du bailleur nous estimons, avec M. Chabré (commentaire de la loi du 30 avril 1906, *Lois Nouvelles*, 15 août, 1^{er} septembre 1906), que la somme doit être déposée à la Caisse des dépôts et consignations, par l'officier public dans les formes de droit.

concourir avec le porteur de warrant. Le texte met simplement « de préférence à tous créanciers ». Le mot créanciers, sans épithète, nous permet de faire deux suppositions. Le porteur du warrant passe-t-il par préférence à tous créanciers chirographaires seulement ?

Passe-t-il par préférence à tous créanciers, en comptant parmi ceux-ci même des privilégiés ?

Nous allons voir bientôt que le porteur de warrant prime les créanciers privilégiés.

Du reste, en disant que le porteur du warrant est payé par préférence à tous créanciers, le législateur a pensé aux créanciers privilégiés, et la preuve c'est qu'il parle de déductions pour frais de vente et comme ces mots sont synonymes de frais de justice, on est bien sur le terrain des privilèges. Nous ajouterons dans le même sens que le législateur rappelant, pour un cas spécial, le privilège du bailleur a pensé aux autres privilèges et a voulu que l'emprunteur sur warrant passe avant les créanciers privilégiés. Quels sont donc ces créanciers privilégiés dont le législateur ne parle pas et qui pourraient primer le porteur du warrant ? Ils nous sont indiqués dans le quatrième alinéa de l'article 2102, 1^o Code civil : « Néanmoins les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année, sont payées sur le prix de la récolte, et celles dues pour ustensiles, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au

propriétaire dans l'un et l'autre cas. » Il est intéressant de remarquer que ce fait que le créancier porteur de warrant est préféré au bailleur, n'aurait pas permis de conclure qu'il était préféré même aux marchands de semences et d'ustensiles aratoires, puisque ceux-ci dans le Code passent avant le propriétaire bailleur. Il est à observer, d'autre part, que le privilège, accordé à raison des sommes dues pour semences, est plus fragile que celui du bailleur, puisqu'il n'est assorti d'aucun droit de suite. Le privilège du vendeur de semences s'éteint dès que la récolte a cessé, sans fraude, d'être la propriété du cultivateur. La Cour de Bourges (1) a décidé, en conséquence, qu'il ne peut pas être invoqué, contre le propriétaire ou le nouveau fermier, auquel, à la suite de la résiliation du bail, la récolte a été attribuée.

« Le privilège accordé à celui auquel des sommes sont dues pour ustensiles, comme celui des frais de semences et de récoltes n'est assorti d'aucun droit de suite (2). » Le bailleur, au contraire, peut exercer son droit de suite dans un délai déterminé, et cependant les créanciers privilégiés du quatrième alinéa de l'article 2102, 1^o sont d'après le texte préférés au bailleur. Quelle raison donner de cette différence?

1. Bourges, 3 mars 1877. S. 1880. 2. 104.

2. Baudry-Lacantinerie et de Loynes. *Du nantissement, des privilèges et hypothèques*, t. I, p. 374, n^o 472.

Cette différence est une anomalie, mais le droit de suite dans l'ordre des meubles est une exception très marquée et nous croyons qu'il ne faut pas étendre aux privilèges qui nous occupent la saisie-revendication à défaut de texte formel. Mais, en tout cas, ce sont des créances privilégiées. On ne saurait en douter bien que ces créances ne soient pas présentées comme les autres précédées d'un numéro, mais citées pour ainsi dire de façon incidente. La rubrique qui les abrite : « Des privilèges sur certains meubles » et les premiers mots de l'article 2102 : « Les créances privilégiées sur certains meubles sont : » enlèvent toute raison de douter.

Pour terminer les observations relatives à ces privilèges, et pour justifier notre opinion d'après laquelle ils sont primés par celui du porteur du warrant, nous indiquerons la pensée du législateur. Avant la loi de 1898, M. Girard, au Sénat, réclama une modification au sujet des privilèges pour frais de semences et de récoltes.

Mais son amendement ne reçut aucune réponse.

La même question fut soulevée le 27 novembre 1905 à la Chambre (1). M. Perroche demanda, si on sacrifiait au porteur d'un warrant, les vendeurs de semences, les ouvriers qui ont un privilège comme ceux qui ont réparé des instruments agricoles tels

1. *J. off.*, 28 novembre 1905, p. 3525 et suiv.

que les maréchaux ferrants, les charrons, les bourreliers, etc... M. Chaigne, rapporteur, répondit que puisque la loi du 18 juillet 1898 avait déclaré que le porteur du warrant agricole serait préféré à tous les privilégiés quels qu'ils fussent, le bailleur compris, il ne fallait pas détruire, en laissant primer le porteur du warrant par tous les privilèges occultes, le crédit agricole lui-même.

Il faudra donc s'en rapporter au texte, et le privilège du prêteur sur warrant primera tous les autres sauf ceux du trésor et ceux qui correspondront aux frais de vente. Beaucoup d'auteurs ont blâmé cette solution, en s'apitoyant sur le sort des ouvriers agricoles et des vendeurs de semences, tels sont MM. Hogrel et de Kérangal. M. Pascaud regrette lui aussi l'oubli de ces créanciers privilégiés, et pour tenter de les protéger, il fait remarquer qu'il n'y a pas d'antagonisme entre les créanciers de sommes pour fournitures de semences et pour frais de récoltes et le propriétaire qui est primé par eux. Le propriétaire a un intérêt de premier ordre à ce que la récolte puisse garantir la plus grande partie de ses fermages, et à ce que par son abondance et sa qualité, elle contribue à l'accroissement de valeur de la propriété foncière qu'il possède.

Aussi, M. Pascaud propose de charger le propriétaire d'être le représentant de ses co-intéressés :

« Nous donnerions, dit-il, au propriétaire du chef

de ces créanciers, le droit d'opposition au warrantage du produit des récoltes lorsqu'il aurait connaissance de dettes contractées envers eux par le fermier ou métayer (1). Mais l'hypothèse de M. Pascaud ne peut fonctionner que pour le cas où l'emprunteur est un fermier. M. Brindeau dans son rapport du 24 juin 1897 (2), avait proposé certaines formalités pour protéger les créanciers de l'article 2102. 1^o alinéa 4. Il voulait astreindre l'emprunteur à faire, sous la sanction de l'article 405 du Code pénal, justification du paiement de ces frais de récoltes et de semences, ou tout au moins une déclaration par écrit devant le juge de paix, affirmant que les produits à warranter sont libres de toute charge de cette nature. Toutefois cette mesure est restée à l'état de projet, et la situation des créanciers qui nous occupent est telle que nous l'avons indiquée précédemment.

Du reste M. Descotes (3) trouve juste que le prêteur sur warrant soit préféré aux créanciers de l'article 2102. 1^o alinéa 4, car il arrivera souvent que l'emprunt sera contracté dans le but de payer de suite, les différents fournisseurs, les ouvriers, les domestiques, le vendeur d'engrais et de semences,

1. Pascaud. *Le warrantage des produits agricoles. Revue pol. et parl.*, sept. 1899.

2. Chambre. Annexe, n^o 2.552.

3. Descotes. *Les warrants et l'Agriculture française*, p. 185.

au lieu d'être obligé d'attendre d'avoir réalisé la récolte.

La solution voulue par le législateur n'est pas douteuse. Les créances pour fournitures de semences et frais de récoltes peuvent être primées par la créance du prêteur sur warrant. Ce résultat, qui se conçoit d'après les termes de l'article 12 de la loi de 1906, ne sera, toutefois, en pratique point réalisé ou n'apparaîtra du moins qu'exceptionnellement. Les observations fort judicieuses de M. Descostes, raisonnant *de eo quod plerum que fit*, indiquent nettement comment, en fait, les choses se passeront. Il faut supposer un cas tout particulier, à peine vraisemblable, pour qu'une injustice se produise. Se rencontrera-t-elle, il n'y aurait pas lieu de critiquer l'article 12, car d'une façon générale, une décision législative doit être approuvée, lorsqu'elle donne satisfaction dans la grande majorité des cas : Les espèces comme on dit au Palais sont innombrables, et l'on ne peut, par suite, raisonnablement, exiger du législateur qu'il les solutionne toutes. « N'est-ce point un lieu commun, comme le dit justement M. Barberot, d'affirmer que la loi n'est appelée, raisonnablement, à prévoir que la majorité des hypothèses ? Le *plerum que fit*, comme on dit à l'Ecole, doit être seul en cause. On ne légifère pas sur des cas isolés. Autrement, notre Code civil — pour s'en tenir à un exemple — au lieu de contenir 2.281

articles, en comprendrait vraisemblablement plus de 10.000. Et ce ne serait point un progrès. En dépit d'une érudition profonde, mais à défaut d'une lumière divine, le juge ne parviendrait pas à appliquer avec un discernement parfait une si volumineuse législation (1) ».

La lutte entre les créanciers privilégiés peut se présenter encore dans d'autres conditions : des privilèges ayant été établis, non seulement par le Code civil, mais encore par des lois spéciales. La loi du 17 juillet 1856, article 3, a créé en faveur du drainage un double privilège : l'un pour le recouvrement de l'annuité échue et de l'annuité courante sur les récoltes ou revenus des terrains drainés, qui se place après celui des semences et des frais de récolte ; l'autre pour le remboursement des prêts faits pour drainage qui prend rang avant tout autre sur les terrains drainés. Le premier privilège accordé pour le recouvrement de l'annuité échue et de l'annuité courante ne peut faire ombrage à celui du porteur de warrant, puisqu'il est primé par celui des créanciers de sommes dues pour les semences et les frais de récolte et nous avons vu que ces derniers ne sont pas préférés au porteur du warrant ; nous raisonnons par *a fortiori*.

Quant au second, il porte sur le terrain lui-même,

1. Etienne Barberot. *Le Chemin de Dumas*, p. 14.

nous en concluons ainsi par analogie avec l'article 5 de la même loi du 17 juillet 1856, il n'a donc aucun rapport avec la garantie du porteur du warrant puisqu'il est un privilège immobilier.

Si le privilège créé par la loi de 1856 n'est point douteux ce caractère de certitude est loin de reparaître dans la consécration de privilèges qu'on a prétendu faire sortir des textes du Code civil lui-même, sans qu'ils soient formellement révélés. Nous croyons devoir dire quelques mots de la situation du marchand d'engrais, un auteur de droit civil, Paul Pont (1) ayant reconnu un privilège au vendeur d'engrais en s'exprimant ainsi : « Toutes les sommes dues pour semences ou pour frais de récolte donnent lieu au privilège, et la loi ne précisant et ne distinguant pas, ce privilège doit être étendu à toutes les fournitures faites en vue de la récolte, quoique la Cour de Caen ait cru, bien à tort, devoir juger le contraire. » Or l'arrêt de la Cour de Caen en question du 28 juin 1837 (2), avait jugé que le privilège de l'article 2102 du Code civil, accordé aux sommes dues pour les semences et frais de récolte de l'année, sur le prix de cette récolte par préférence même au propriétaire ne s'étend pas aux fournitures pour engrais.

1. Paul Pont. *Explication du Code Napoléon. Des privilèges et hypothèques*, t. I, no 134.

2. Sirey 1837. 2. 395.

Pont avait donc reconnu un privilège au marchand d'engrais. Cependant ce n'est pas là l'opinion générale, car elle n'est pas conforme au principe : *Privilegia sunt, strictissimæ interpretationis*. Or, l'article 2102 n'établit de privilège que pour les fournitures de semences, les frais de récolte et non pour les fournitures d'engrais (1). On peut faire observer que les effets produits par les engrais sont pour ainsi dire répartis sur plusieurs années ; il faudrait, en conséquence, opérer une répartition proportionnelle. Comment en fixer les bases ? Poser la question montre de suite que le fonctionnement d'un tel privilège n'irait pas sans complication. Le Code, s'il avait entendu le consacrer, aurait été conduit à préciser son fonctionnement et son silence devient un argument sérieux contre l'existence dudit privilège.

Nous rappellerons que le principe de la stricte interprétation est de rigueur dans toute la matière légale des privilèges. Quelque logique que puisse paraître parfois un raisonnement fait en vue d'extension, il convient de l'écarter sans hésitation aucune : il n'existe pas de privilège qui puisse être qualifié virtuel.

1. Tribunal de Commerce de la Seine, 4 décembre 1902. *Gazette du Palais*, 7 janvier 1903.

Baudry-Lacantinerie et de Loynes. *Nantissement. Priv. hypoth.*, t. I, p. 371, n° 467.

CHAPITRE IV

Garanties édictées en faveur du bailleur (Article 2)

Pour éviter des conflits entre le privilège du bailleur et celui du porteur du warrant la loi du 18 juillet 1898 exigeait que le fermier, désireux d'opérer le warrantage de ses récoltes, obtint, au préalable et moyennant certaines formalités, le consentement exprès ou tacite du propriétaire, créancier d'un ou plusieurs termes de loyers. Si le propriétaire consentait à l'emprunt fait par son fermier, il renonçait par le fait même à son privilège sur les récoltes, alors la récolte warrantée devenait, sans aucune espèce de contestation, le gage unique et spécial du prêteur. Si, au contraire, le propriétaire n'accordait pas son consentement, il n'y avait pas de warrantage possible et le fermier perdait tout droit de recourir à ce contrat. La loi du 30 avril 1906 a maintenu dans les trois premiers alinéas de son article 2

le même système. Mais elle a ajouté la possibilité dans tous les cas pour le fermier de warranter ses récoltes sans le consentement préalable du propriétaire, mais à condition que la récolte ne soit pas déplacée du sol où elle se trouve, ou de la ferme dans laquelle elle est logée. Dans ce cas le propriétaire conserve sur elle, même vis-à-vis du prêteur muni d'un warrant son plein et entier privilège.

Nous signalerons ici la proposition de MM. Forest et Lamy dans le but de supprimer cette nécessité pour le cultivateur de prévenir le propriétaire. Pour sauvegarder les droits du bailleur, ils se bornaient à donner à celui-ci la faculté de se faire constituer, jusqu'à concurrence de la somme dont il serait créancier, un warrant sur le bétail et sur les produits, même avant que ces derniers soient récoltés et emmagasinés. Ce warrant aurait primé les warrants ordinaires et était appelé par les auteurs de la proposition, warrant privilégié. MM. Forest et Lamy faisaient valoir que le caractère de l'emprunt sur warrant est d'être rapide, qu'il répond à une nécessité brusque, momentanée, que, si on le retarde d'une quinzaine de jours, son utilité diminue jusqu'à disparaître. On soutenait aussi que la demande d'autorisation au propriétaire était inutile. « Quel intérêt, disait M. Forest dans un discours à la Chambre du 27 novembre 1905 (1), un propriétaire peut-il avoir

1. *J. off.* du 28 novembre 1905, p. 3518, colonne 2.

à empêcher de warranter un produit que son fermier peut vendre ? »

La Chambre, avec raison, a repoussé ce système qui eût bouleversé les principes de notre droit, en portant atteinte au privilège du bailleur. D'autre part, la disposition de MM. Forest et Lamy était inutile et dangereuse. En effet, tous les propriétaires qui consentiront un bail à ferme n'ignoreront pas que leur privilège est supprimé ; ils prendront immédiatement des mesures qui seront souvent défavorables au fermier. Ils exigeront de ce dernier un warrant préliminaire. Et, toutes les fois que le fermier voudra emprunter, le prêteur se trouvera en présence de ce warrant préliminaire, qui, non seulement aura le même effet que le maintien du privilège du bailleur, mais, en outre, mettra les tiers en garde contre le fermier ainsi mis en suspicion. Aussi, on maintint dans les trois premiers alinéas de l'article 2 l'obligation pour le fermier de demander l'autorisation à son propriétaire. Comme autrefois, le cultivateur, qui n'est ni propriétaire, ni usufruitier, ne pourra warranter les produits et les récoltes de son exploitation qu'avec le consentement de son propriétaire bailleur, créancier de termes échus et la loi de 1906 a ajouté dans le dernier alinéa de l'article 2 que le bailleur pourra donner ce consentement en signant purement et simplement le warrant. Dans ce cas il renoncera à son privilège jusqu'à concur-

rence de la dette contractée. Il résulte du rapport de M. Legrand, du 8 mars 1906 (1), que les mots « dette contractée comprennent le capital, les intérêts, les frais et accessoires de la dette et non pas seulement la somme empruntée. Le chiffre qui déterminera cette somme et que mentionnera le warrant sera finalement grossi. Il importe que le bailleur prévoie cette éventualité. La loi, croyons-nous, en aurait utilement fait mention.

Le propriétaire ne peut faire opposition que s'il est créancier de termes échus. Il suffit de la dette d'un seul terme du fermage ou même d'une fraction de ce terme pour justifier l'opposition.

La loi du 19 février 1889 modifiant l'article 2102 du Code civil a restreint le privilège du bailleur à deux années échues, à l'année courante et à l'année qui suit. Ce point est à retenir pour concevoir nettement dans quels cas l'opposition est possible de la part du bailleur.

Au sujet de cette opposition, nous devons citer la circulaire du ministre de la Justice du 16 août 1898 relative à l'application de la première loi sur les warrants agricoles, car elle prévoit et circonscrit la portée de l'opposition : le bailleur ne peut faire opposition que pour les termes échus qui lui sont dus et

1. Annexe, n° 97 au procès-verbal de la séance du 8 mars 1905.

non pour les loyers à échoir. Il ne pourrait pas davantage s'opposer comme créancier de son fermier, à titre d'avances à lui faites ou de dommages-intérêts éventuels auxquels il pourrait être condamné. Ces mots sembleraient exclure l'opposition pour toute créance de l'avenir ; telle était, nous le croyons, la pensée du législateur.

Mais, prises au pied de la lettre, les expressions que nous venons de reproduire, écartant les créances pour avances faites par le propriétaire, abandonneraient, peut-on croire, le vœu de la loi, au cas où la date fixée pour la restitution serait échue.

Il semble, en effet, qu'il y aurait dans cette dernière hypothèse une base très justifiée de l'opposition faite par le propriétaire, car il pourrait invoquer une créance née et actuelle de façon aussi catégorique que s'il invoquait des termes échus. Est-ce bien, au fait, le véritable sens de la circulaire sur ce point. On peut hésiter, car ladite circulaire dont le but est cependant d'éclairer la loi, semble bien être elle-même susceptible d'un commentaire. Aussi bien, si elle est aussi rigoureuse qu'on peut le supposer, l'explication de cette sévérité serait, sans doute, la suivante : sans cette disposition, il est probable qu'au moment de la conclusion du bail, le propriétaire se serait empressé de stipuler exigibles, à bref délai, les avances faites au fermier, ainsi que les obligations spéciales qu'il lui impose.

Interdire absolument une opposition de la part du propriétaire pour toute autre cause qu'une créance de fermages échus ne répondrait pas toutefois, selon nous, à l'équité qui préside toujours à l'interprétation des contrats (art. 1135 C. civ.). Nous croyons que dans le cas où une stipulation expresse du bail aurait interdit au fermier la vente de certains produits, par exemple la vente des foins et des pailles qui, dans les pays d'élevage, doivent aux termes d'une clause habituelle du bail être consommés en entier sur l'exploitation, nous croyons, disons-nous, que dans cette hypothèse le propriétaire ne peut être privé du droit d'opposition.

On peut, au reste, remarquer que dans ce cas le propriétaire, par la convention, a fait en quelque sorte une opposition non point à l'égard d'une créance, mais plus exactement au sujet des produits sur lesquels le warrantage pouvait porter. Et si l'on se montrait d'une extrême sévérité, lorsqu'il s'agira d'apprécier la créance en vertu de laquelle l'opposition serait faite par le propriétaire, il n'est aucunement sûr que l'on parvienne ainsi à augmenter le crédit du fermier : le propriétaire, serait, en effet, conduit à se mettre en garde contre une excessive rigueur par une clause conventionnelle mentionnant, lors de la rédaction du bail, que certains produits devront être consommés en entier sur l'exploitation. Gêner le propriétaire en matière d'opposition pourrait finalement atteindre le fermier lui-même.

Le phénomène de l'incidence ne se produit pas uniquement dans l'application des lois d'ordre financier.

Quoi qu'il en soit, notre loi diminue la garantie du propriétaire dans une certaine mesure. Il est vrai que cette atténuation est un peu justifiée par les circonstances actuelles de la culture. Le capital d'exploitation apporté par le fermier est, de nos jours, très élevé et d'une valeur bien supérieure aux fermages qu'il garantit. « Un grand fermier des environs de Paris, dans Seine-et-Marne ou Seine-et-Oise, dispose d'un capital d'exploitation variant de 100.000 à 300.000 francs (1). »

Le bétail, par exemple, qui est la garantie du propriétaire a pris de nos jours une importance et une valeur généralement quadruple et quelquefois décuple de celle qu'il avait, lorsque le Code civil a donné au bailleur une garantie sur les meubles, bestiaux et objets garnissant la ferme, de sorte que cette garantie pouvait être diminuée par la loi du 30 avril 1906. En effet, jusqu'au milieu du xix^e siècle les bestiaux n'étaient guère considérés comme une source directe de profits par eux-mêmes, mais seulement comme auxiliaires des productions végétales exportées du domaine. On lui demandait surtout du fumier et du travail. On disait que le bétail était

1. D. Zolla. « Revue Agricole ». *Journal des Débats* du 30 janvier 1907.

un mal nécessaire : un mal parce que les comptes de bétail se soldaient en perte, mais nécessaire parce que, sans bétail, il n'était pas de culture possible. Ce jugement sur les fonctions des animaux dans la ferme avait pour cause leur faible productivité : mal nourris, souvent surmenés, soit au travail, soit dans la production du lait, exploités jusqu'à un âge trop avancé, ils ne fournissaient pas de bénéfices. Mais on sait aujourd'hui que le bétail bien nourri et bien exploité peut être par lui-même une source de gros profits, en même temps qu'il constitue un auxiliaire puissant de la production des végétaux exportables. Les bovidés, en effet, fournissent la viande, le lait, le travail moteur et activent la décomposition des produits végétaux qui doivent servir à fertiliser le sol. Par suite de tous ces profits l'élevage est en progression constante.

« Les bovidés peuplent au nombre de 14 millions $1/2$ de têtes le territoire de la France (1). »

« Le texte de l'article 2 dit M. Nicolle (2) est peut-être insuffisamment clair, et il ne serait pas admissible qu'un cultivateur qui doit 1.000 francs à son propriétaire ne puisse pas warranter, pour la différence, une récolte de blé de 200 hectolitres valant

1. *Zootechnie des Bovidés* par Diffloth, p. 1.

2. *Journal d'Agriculture pratique* du 12 juillet 1906.

3.000 francs. Or, c'est une situation fréquente en Anjou où un cultivateur sur une ferme de 50 hectares ne paie guère que 1.500 à 2.000 francs de loyer annuel. Il doit quelquefois à son propriétaire le terme du sacre, soit 800 à 1.000 francs, mais il récolte sur 14 hectares de blé, environ 200 hectolitres, quelquefois plus, et il serait inadmissible que, sur un produit de vente aussi courante, à un cours facile à prévoir, il ne puisse pas emprunter 1.500 fr. en plus des 1.000 francs qu'il doit à son propriétaire. » Cette observation n'est pas sans justesse. S'est-elle présentée à l'esprit des rédacteurs de la loi de 1906, nous ne le croyons pas ; en tenir compte d'ailleurs serait souvent une source de contestations et de frais. Les désaccords très vraisemblables entre propriétaires et fermiers, en présence d'un warrantage à effectuer, auraient nécessité des expertises, de là des retards et des frais peu compatibles avec le désir d'organiser un nouveau mode de crédit rapide et simple.

Nous allons étudier maintenant les diverses formalités que comporte l'article 2. Nous avons dit que dans ses trois premiers alinéas l'article 2 de la loi de 1906 a maintenu l'avertissement préalable au propriétaire du fonds. Cet avis d'emprunt doit être donné par le cultivateur qui n'est ni propriétaire, ni usufruitier à son bailleur, que celui-ci soit propriétaire ou seulement usufruitier. Si le propriétaire ou

l'usufruitier a un mandataire légal désigné l'avis doit être donné à ce dernier. Si le propriétaire ou usufruitier est un mineur, un interdit, une femme mariée, l'avis devra être donné au tuteur ou au mari. Bien que le texte ne parle que de mandat légal, nous croyons utile de comprendre sous ce terme, le mandat légal, judiciaire et conventionnel, c'est-à-dire tous ceux qui sont proposés à l'administration des biens d'une personne à quelque titre que ce soit : il y a surtout en fait beaucoup de propriétaires qui habitent loin de leurs terres en laissant à proximité un gérant de leurs biens. Comment procédera un fermier qui exploite en même temps les terres de plusieurs propriétaires ? Une distinction nous paraît toute indiquée : le produit à warranter n'a-t-il été récolté que sur la terre de l'un d'eux celui-là seul devra être avisé : pas de difficulté. Les produits à warranter proviennent-ils de l'exploitation commune en ce sens qu'ils ont été mélangés ? Le fermier devra adresser des avis aux différents propriétaires en cause, indiquant à la suite d'une ventilation des produits récoltés les sommes à emprunter suivant l'importance des baux. Ces divers propriétaires seront alors à même d'approuver ou de contester.

L'avis mentionné par l'article 2 doit indiquer :

1^o La nature, la valeur et la quantité des marchandises qui doivent servir pour l'emprunt.

2° Le montant des sommes à emprunter (1).

Cet avis n'est pas donné directement par l'emprunteur au propriétaire ou usufruitier. Il est remis au greffier du juge de paix du canton de la situation des objets warrantés ou du siège légal de la Société coopérative agricole, si cette société est l'emprunteur. L'intervention du greffier ici se justifie facilement.

Pour n'envisager, quant à présent, que l'avis donné au bailleur, on doit se souvenir d'abord que la nécessité est reconnue par tous de respecter, dans les conditions que la loi spéciale aux warrants détermine, le droit au gage et le privilège que le bailleur tient de la loi. C'est là la raison d'être de l'avis qui lui est donné. Ensuite, le prêteur et les bénéficiaires

1. Formule de l'avis d'emprunt à adresser au bailleur :

Le soussigné (nom, prénoms, profession de l'emprunteur) demeurant à . Conformément à l'article 2 de la loi du 30 avril 1906 donne avis à M. (nom, prénoms, profession, qualité du propriétaire, usufruitier ou mandataire légal) domicilié à , propriétaire (ou usufruitier des terres qu'il exploite à , qu'il se propose de contracter un emprunt de la somme de , à la garantie duquel il affecte les produits provenant de ladite exploitation, dont suit le détail, lesdits produits (non assurés) ou couverts par une assurance à la Compagnie suivant police en date du .

Nature des produits engagés.

Quantité des produits engagés.

Valeur des produits engagés.

(SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR).

successifs de la créance n'auraient aucune certitude que l'avis a été reçu dans les termes et dans le délai utiles, si la lettre destinée à le donner était envoyée par l'emprunteur lui-même sans possibilité légale de justifier et de rendre opposable aux intéressés le contenu de cette lettre.

Le greffier, après avoir reçu la lettre d'avis, la vise et en porte les mentions substantielles sur un registre distinct de celui destiné à recevoir les transcriptions de warrants; en vue de diminuer les frais, il adressera la lettre d'avis sous forme de pli d'affaires recommandé, avec accusé de réception (1). Circulaire ministérielle du 25 juillet 1906.

Le même mode de transmission est utilisé par le propriétaire, l'usufruitier ou leur mandataire qui entendent faire opposition au prêt entre les mains du greffier et cela dans le délai de huit jours à partir de la date de l'accusé de réception du pli d'affaires envoyé par le greffier (art. 2, alinéa 3). Ce délai est franc, ce qui signifie qu'il ne faut compter ni le jour de la date de l'accusé de réception, ni le jour où le propriétaire notifie son opposition. C'est, soit

1. Formule de l'envoi d'avis d'emprunt par le greffier :

L'avis ci-dessus, vu et enregistré par nous, greffier de la Justice de paix du canton de _____, département de _____, sous le numéro du registre *ad hoc* est transmis aux fins de droit de M. _____ sus-qualifié et domicilié :

Le Greffier,

(SIGNATURE).

à l'expiration du délai de huit jours sans opposition de la part du propriétaire, soit sur la déclaration du propriétaire qu'il entend ne pas faire opposition au warrant, ou qu'il renonce à son privilège jusqu'à concurrence de la dette ou d'une partie de cette dette, que le warrant pourra être délivré à l'emprunteur.

Si le propriétaire, au contraire, déclare s'opposer au prêt, l'emprunteur avec l'assentiment du prêteur peut le contracter, mais sans préjudice du privilège du propriétaire. S'il se produit une opposition, elle sera mentionnée sur le registre qui portera déjà l'enregistrement de la lettre d'avis (Circulaire du 25 juillet 1906). L'emprunteur a-t-il, en cas de refus non justifié, la ressource de s'adresser en référé au juge de paix. Nous nous expliquerons à ce sujet lors de l'interprétation de l'article 15.

Mais l'avis au propriétaire, adressé dans les formes et conditions qui viennent d'être exposées, et qui était obligatoire sous la loi du 18 juillet 1898, ne l'est plus désormais, à la condition que le prêteur consente à laisser primer son droit sur le gage par les droits privilégiés du propriétaire, et que l'emprunteur conserve la garde des produits warrantés dans les bâtiments ou sur les terres de l'exploitation (art. 2, alinéa 4).

D'ailleurs, que le propriétaire ou l'usufruitier du fonds loué ait été avisé du warrant avant son éta-

blissement, ou que la constitution du gage n'ait été portée à sa connaissance qu'ultérieurement, il lui sera toujours loisible d'augmenter la valeur de ce gage en renonçant à son privilège jusqu'à concurrence d'une partie ou de la totalité de la dette contractée par son locataire. Il suffira à cet effet qu'il appose sa signature sur le warrant (art. 2 dernier alinéa).

CHAPITRE V

Constitution du Warrant. Publicité

(Art. 3, art. 4, art. 5, alinéa 1, art. 6, art. 7,
art. 14 et 19, alinéa 2).

Si, depuis la loi de 1906, les parties ont la possibilité de se passer d'intermédiaire pour la création du warrant, quand elles voudront toutefois assurer à leur acte toute son efficacité elles devront recourir au ministère du greffier. Ce recours était toujours obligatoire sous la loi du 18 juillet 1898. Le greffier n'établira plus le warrant sur un registre à souches comme il le faisait sous l'empire de la loi de 1898.

Il l'établira sur une feuille indépendante, conforme au modèle annexé à la Circulaire du 25 juil-

let 1906 (1). Il y mentionnera d'après les déclarations

I. Modèle du warrant, conforme à la Circulaire.

N° du volume :
N° de la transcription :
Mention des warrants
préexistants sur les mêmes
produits :

GREFFE DE LA JUSTICE DE PAIX
du canton de (département)

(Cette mention devra
être ainsi conçue :

« Il existe sur les mar-
chandises présentement
warrantées TANT de war-
rants antérieurs pour une
somme totale de... Ou, s'il
n'existe pas de warrant,
mettre la mention : Néant).

WARRANT AGRICOLE

(Loi du 30 avril 1906)

M. (nom, prénoms, domicile, qualité)
a déclaré vouloir emprunter la somme de (*montant en toutes lettres*) sur
(*produit warranté, nature, valeur, quantité, situation*).

L'avis prescrit par l'article 2 de la loi du 30 avril 1906, a été envoyé
le (date) à M. (nom, adresse du propriétaire, usufruitier ou
mandataire).

Il n'a pas formé opposition (*si le propriétaire a donné son consentement
formel avant l'expiration du délai d'opposition, bâtonner les mots : « Il n'a
pas formé opposition », et les remplacer par la mention : « Il a fait connaître
le (date) qu'il ne formerait pas opposition »*).

La marchandise qui fait l'objet du présent warrant a été assurée par
M. (nom et adresse de l'assureur).

Clauses et conditions particulières (*par exemple : consentement du prêteur
au non-avertissement du propriétaire ; si ce consentement a été donné, la mention
précédente, relative à l'avis prescrit par l'article 2 de la loi sera bâtonnée.
Conversion avant remboursement du vin en eau-de-vie, du blé en farine. Dis-
pense pour les escompteurs, d'avertir le greffier, etc.*).

A. le 19
Le Greffier de la Justice de Paix

Je soussigné (pro-
priétaire ou usufrui-
tier du fonds loué à
M. (NOM DE L'EMPRUN-
TEUR), déclare renon-
cer à mon privilège
sur les marchandises
faisant l'objet du pré-
sent warrant jusqu'à
concurrence de la
somme de

Timbre
de
la justice
de paix

Emplacement réservé au ré-
cépissé du bailleur des lieux
où sont déposées les marchan-
dises et du dépositaire.

(SIGNATURE)

Verso du warrant

Bon pour transfert du présent warrant à l'ordre de
M. (nom et adresse).

Le 19
(SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR)

(Au cas où l'emprunteur ne saurait signer, le greffier écri-
rait : « A la requête de M... je soussigné, greffier, ai signé
pour lui en sa présence »).

de l'emprunteur, la nature, la quantité, la valeur et le lieu de situation des produits, gage de l'emprunt, le montant des sommes empruntées, ainsi que les clauses et conditions particulières relatives au warrant, arrêtées entre les parties (art. 3, alinéa 1). Ces clauses seront, par exemple, le consentement du prêteur au non-avertissement du propriétaire, à la conversion, avant remboursement du vin en eau-de-vie, du blé en farine ; le dépôt du produit warranté chez des tiers, la dispense d'avis des escompteurs prévue à l'article 10 dernier alinéa. Lorsque le warrant portera sur des tabacs, le magasin de la régie où ils doivent être livrés doit être désigné dès la création du warrant et dans son libellé même article 11 dernier alinéa. Le greffier indiquera aussi sur le warrant si le produit warranté est assuré ou non, et, en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur (art. 5, alinéa 1). Il portera sur le warrant le numéro d'ordre du volume où il aura été transcrit et le numéro d'ordre de la transcription et la mention des warrants préexistants. Quand l'emprunteur ne sera pas propriétaire ou usufruitier, le greffier mentionnera également la date de l'envoi de l'avis prévu à l'article 2, ainsi que la non-opposition de la part du propriétaire (article 3, dernier alinéa). La signature du propriétaire qui entend renoncer à son privilège, jusqu'à concurrence de la dette contractée sera apposée sur le warrant (art. 2, dernier alinéa).

Il ne paraît pas dans les intentions du législateur de faire transcrire l'acceptation de la garde des produits engagés (art. 3, alinéa 5); quand elle sera antérieure à l'établissement du warrant, elle sera constatée par un récépissé destiné à l'accompagner ultérieurement, or la loi (art. 3, alinéa 2), n'ordonne que la transcription des renseignements portés sur le warrant lui-même ; quand l'acceptation sera postérieure à la constitution du warrant, elle sera portée soit sur un récépissé séparé, soit sur le warrant lui-même ; mais dans ce dernier cas, le greffier ne pourra plus procéder à la transcription d'une mention dont il n'aura pas eu connaissance. D'ailleurs, les énonciations obligatoirement portées au warrant permettront à tout endosseur de se rendre compte si les produits sont restés en la possession de l'emprunteur ou s'ils sont en dépôt chez un tiers. Dans cette dernière hypothèse, si ce tiers a accepté la garde des produits sachant qu'ils étaient engagés ou destinés à l'être, l'endosseur devra trouver le récépissé de l'acceptation sur le warrant lui-même ou sur une pièce annexée. Ce récépissé constatant le dépôt et la garde des produits, signé du depositaire des produits, et s'il y a lieu du bailleur des locaux où le depositaire les tient en garde, aura pour double effet de donner toute sécurité aux bénéficiaires du warrant et d'empêcher toute fraude à leur détriment.

Ces dispositions très nombreuses, on le voit (1), ont pour but d'assurer que le warrant fasse par lui-même, particulièrement en vue de sa circulation, la preuve des formalités prescrites par la loi.

Au verso du warrant le greffier inscrit la mention du transfert du warrant à l'ordre du prêteur et l'emprunteur signe ce premier endossement. En vue de permettre à l'emprunteur ne sachant signer de posséder un titre négociable, sans autre formalité, dès l'instant où il lui est délivré par le greffier, la loi a décidé, qu'en ce cas, il serait suppléé à la signature de l'emprunteur par celle du greffier qui affirmera la présence et l'identité de l'emprunteur et la demande qui lui aura été adressée à cet effet par ce dernier. Cette prévision de la loi nous paraît intéressante à relever, en songeant à une opinion très accréditée dans le public. On croit communément que la signature d'une personne qui ne sait pas écrire peut être remplacée par une croix. C'est une erreur. En telle occurrence, il faut recourir à un notaire. Ici, d'ailleurs, comme nous le verrons plus tard, le greffier est chargé de donner l'authenticité lorsqu'il rédige le warrant agricole.

Avant de se dessaisir du warrant qu'il aura établi,

1. Nous les avons relevées dans deux textes : la loi du 30 avril 1906 et la Circulaire du 25 juillet 1906 pour l'application de la loi.

le greffier le transcrira de suite sur un registre (1) qui sera distinct du registre où sont notés les avis au propriétaire et les oppositions. Bien que la loi ne l'indique pas, ce registre devra porter la date de chaque transcription, en raison des radiations qui seront effectuées de plein droit à l'expiration d'un

1. Modèle du registre des transcriptions conforme à la Circulaire.

Numéros	Dates	Mentions de radiation ou de mainlevée	Transcription des warrants et mentions de renouvellement
(Affecter un numéro d'ordre à chaque transcription).	(Porter la date de la transcription)	(Porter la date et la cause de la radiation). <i>Signature du greffier</i>	(Transcrire le warrant).
(Ne pas affecter de numéros d'ordre aux renouvellements).	(Porter la date du renouvellement).	(Quand la transcription renouvelée sera radiée, porter la date et la cause de radiation en marge du renouvellement seulement). <i>Signature du greffier</i>	(Les renouvellements de transcription seront inscrits à la suite de la dernière transcription effectuée et rédigés ainsi qu'il suit : « La transcription de warrant effectuée le sous le n° du volume n° du chef (nom de l'emprunteur) a été renouvelée à la date de ce jour »). <i>Signature du greffier.</i>

délai de cinq ans, ainsi qu'il sera exposé plus loin (Circulaire du 25 juillet 1906).

Nous venons de constater que ce sont les greffiers de la justice de paix qui sont chargés par la loi de présider à la création des warrants. Ce sont eux qui font marcher tout le mécanisme de cet instrument de crédit ; nous estimons donc que les services attendus du fonctionnement de la loi dépendent en grande partie de la bonne volonté que les greffiers mettront à exécuter ses dispositions.

On avait proposé de remplacer le greffier, d'abord par le maire, puis par le receveur de l'enregistrement, dans le but d'éviter des frais et des déplacements aux agriculteurs. On a repoussé l'intervention du maire, car l'emprunteur hésitera la plupart du temps à le prendre comme confident de sa situation et le ministre des Finances n'accepta pas pour les receveurs cette nouvelle attribution.

Il a d'ailleurs fait remarquer que 200 cantons environ sont dépourvus de receveurs d'enregistrement et que les salaires à attribuer aux receveurs pour l'accomplissement des formalités à remplir ne lui paraissaient pas pouvoir être inférieurs à ceux qui sont alloués aux greffiers. Nous pensons que l'on a bien fait de maintenir le greffier comme intermédiaire entre le prêteur et l'emprunteur. « Bien que le receveur de l'enregistrement ait des heures de bureau réglementaires, dit M. Chaigne dans son rap-

port à la Chambre, le 28 juin 1904 (1), ce n'est guère ces heures là que le paysan choisira pour faire établir le warrant. C'est le soir et souvent le dimanche, lorsqu'il sera sûr de ne rencontrer personne, autre que l'intermédiaire désigné, qu'il se rendra chez le greffier, à des jours et heures où le receveur de l'enregistrement a fermé sa porte et ne reçoit plus. Puis le greffier il le connaît. Le greffier qui a commencé sa carrière dans le canton et qui, vraisemblablement l'y terminera, servira utilement d'intermédiaire entre le capitaliste et le cultivateur. »

La loi du 18 juillet 1898 désignait comme compétent le greffier de la justice de paix du canton où l'emprunteur était domicilié. Cette détermination présentait des inconvénients et notamment pouvait donner lieu à des fraudes de la part de l'emprunteur : « C'est ainsi, dit M. Pouget, greffier de paix de Lesparre (2), qu'un M. de X... se présenta dans un greffe de paix de la Gironde où il se fit délivrer un warrant sur 100 tonneaux de vin rouge de la récolte de 1898, puis quelques jours plus tard, il requit la création d'un second warrant avec la même affectation de vin et enfin obtint l'émission d'un troisième warrant gagé sur les mêmes 100 tonneaux. M. de X...

1. Annexe, n° 1827 au procès-verbal de la séance du 28 juin 1904.

2. Rapporté par M. Pascaud. *Le warrantage des produits agricoles. Revue politique et parlementaire*, septembre 1899.

disparut alors, et comme il s'était livré à des opérations commerciales sa faillite fut déclarée. » Il semble évident que cette fraude n'aurait pas été aussi aisément commise si le greffier de paix, qui a instrumenté avait été celui du canton où étaient déposés les 100 tonneaux de vin. Quoique le greffier, d'après l'opinion généralement admise, n'ait à se préoccuper que de la régularité de la procédure édictée par la loi et des déclarations de l'emprunteur celui-ci n'aurait pas osé formuler trois déclarations successives, s'il s'était trouvé en présence d'un homme qui aurait été en mesure de connaître sa position.

Pour remédier à ces inconvénients la loi du 30 avril 1906 (art. 3, alinéa 1 et art. 2, alinéa 2), a déclaré que c'est désormais le greffier du canton de la situation des objets warrantés qui est compétent. On a heureusement suivi la règle adoptée en matière de nantissement de fonds de commerce (art. 2075 C. civ., alinéa 2). De cette façon, la difficulté inhérente à la détermination du domicile de l'emprunteur est évitée et le même produit ne pourra être warranté à plusieurs reprises. Cet inconvénient ne peut se présenter pour les sociétés coopératives agricoles. Si elles empruntent en conformité de la loi nouvelle, la compétence appartiendra exceptionnellement au greffier du canton du siège légal de cette société (art. 2, alinéa 2).

Les mentions que le greffier doit inscrire sur le

warrant sont faites d'après les déclarations de l'emprunteur et sous sa responsabilité. Une déclaration frauduleuse l'exposerait aux rigueurs du Code pénal (art. 405). Ce délit est prévu par l'article 14 de notre loi qui a ajouté à la loi de 1898 les termes suivants : « Tout emprunteur, convaincu d'avoir fait une fausse déclaration ou d'avoir constitué un warrant sur des produits déjà warrantés sans avis préalable donné au prêteur... » Dans ce cas l'article 405 du Code pénal est applicable et la loi frappe ces faits selon les cas de peines correctionnelles plus ou moins fortes, avec même privation des droits civiques civils et de famille (art. 42 C. pén.). La sanction de ces délits d'escroquerie est mitigée par la disposition de l'article 19, alinéa 2 de la loi du 30 avril 1906 qui déclare applicable l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes. La loi du sursis peut également être mise en œuvre par le tribunal.

Le cas prévu par la loi du 30 avril 1906, article 14, et qualifié par elle de délit pénal, offre une très grande analogie avec l'hypothèse que le Code civil nous présente sous le nom de stellionat (art. 2059 et 2136 C. civ.) et qui, non prévue par le Code pénal reste un simple délit civil. La contrainte par corps était avant la loi du 22 juillet 1867 applicable au stellionat ; il engendre aujourd'hui une action en responsabilité sans sévérité particulière. La loi de 1906 a sans doute jugé insuffisante l'application du

droit commun ; très favorable au crédit agricole qu'elle réorganisait, elle a veillé avec un soin particulier à conjurer un fait qui, d'ailleurs facile en réalité, aurait compromis gravement ce crédit. Nous avons cru devoir faire cette remarque, car elle aboutit à la constatation d'un délit nouveau.

Tandis que nous parlons de la constitution du warrant en précisant les conditions de forme, il nous semble opportun de remarquer qu'en supposant même ces conditions remplies, un obstacle peut provenir de l'application de l'article 446 du Code de commerce qui déclare nuls et sans effet relativement à la masse, lorsqu'ils sont nés dans la période suspecte « toute hypothèque, conventionnelle ou judiciaire, et tous droits d'antichrèse ou de nantissement constitués sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées. »

Le Tribunal de commerce de Chalon-sur-Saône a consacré cette solution (1). De prime abord, on s'étonnerait en voyant une juridiction de cet ordre statuer en matière de warrant agricole ; la loi que nous étudions n'ayant en vue, semble-t-il, que les agriculteurs. Quelle que soit l'extension qu'elle ait donné à ce mot, elle entendait faire une sorte d'opposition avec les commerçants. Il est donc à men-

1. Tribunal de commerce de Chalon-sur-Saône, 8 août 1904. *Pand. fr.*, 1905. 2. 347.

tionner que la décision judiciaire rappelée par nous se réfère à une espèce dans laquelle un commerçant était en même temps agriculteur.

Nous remarquerons, d'autre part, que si la nature spécifique du warrant agricole fait l'objet de controverses, ces désaccords ne doivent point influencer sur l'application de l'article 446 du Code de commerce ; il a en vue sans conteste les sûretés réelles accordées par un commerçant qui dans la suite a été mis en faillite. Nous sommes bien en présence d'une application du crédit réel.

Quant au greffier, son rôle se borne à consigner les déclarations du cultivateur, dit la Circulaire du 16 août 1898. Il n'a pas de recherches personnelles à faire, et ne saurait encourir aucune responsabilité du fait des déclarations frauduleuses de l'emprunteur, à moins, bien entendu, qu'il n'ait été complice de la fraude, au sens pénal du mot. Pourtant, d'après la même Circulaire du 16 août 1898, le greffier doit prendre garde que le gage ne porte pas sur des produits non warrantables. Mais, en l'absence d'un texte législatif, nous ne pensons pas qu'une Circulaire ministérielle, qui ne s'impose jamais aux tribunaux, puisse suffire à édicter des responsabilités. « Tout ce qu'elle peut faire, c'est d'inviter les greffiers à avertir officieusement les intéressés des irrégularités et des fraudes qu'ils pourraient commet-

tre » (1). On ne peut donc admettre que le greffier soit responsable, ni qu'il soit juge de la question de savoir si les produits offerts en gage restent dans les catégories légales.

Le greffier est chargé seulement de recevoir les déclarations qui lui sont apportées. Les intéressés seuls ont qualité pour exciper plus tard des raisons qui pourraient infirmer la validité de l'opération.

Cette solution est commandée par les principes généraux qui régissent le rôle des officiers publics, chargés de conférer l'authenticité aux déclarations des particuliers. Du reste, M. Chastenet a défini exactement le rôle du greffier : « Il n'est qu'un intermédiaire, il entérine les déclarations à lui faites et transmet les avis comme le ferait un notaire. Cela est d'ailleurs conforme au système général de notre législation, d'après laquelle les autorités qui ont à recevoir des déclarations et à délivrer des certificats destinés à prouver l'accomplissement de certaines formalités indispensables pour l'usage d'un droit privatif par des particuliers n'ont jamais à se faire juges du mérite des déclarations, ni à se livrer à aucun contrôle au fond ; ils ont seulement à vérifier la forme extérieure de la déclaration. » Si le greffier était responsable de la rédaction du warrant et devait vérifier minutieusement les déclarations qui

1. Sourdat. *Les warrants agricoles*, p. 119.

lui sont faites, la délivrance du warrant serait autrement compliquée qu'elle ne l'est actuellement.

L'article 4 de la loi du 30 avril 1906 contient une innovation importante : la possibilité de se passer d'intermédiaire pour la création du warrant.

Aux termes de la loi de 1898, seul le greffier de paix pouvait effectuer cette opération. Pour éviter des difficultés, des démarches et des frais, la loi nouvelle a donné aux parties intéressées le droit d'établir elles-mêmes leur warrant. Ce warrant, ainsi constitué, ne produit par lui-même aucun effet au regard des tiers et le porteur du warrant n'est pas préféré aux autres créanciers de l'emprunteur. Toutefois, les parties devront recourir à l'inscription sur le registre du greffier pour le cas où elles voudraient pouvoir l'opposer aux tiers. Le greffier devra veiller à ce que le warrant porte toutes les mentions prévues aux articles 3, alinéa 1 et 5, alinéa 1. D'autre part, il ne prime les privilèges, soit du bailleur, soit du dépositaire des produits warrantés et du propriétaire des locaux où est effectué le dépôt que si les avis et consentements prévus aux articles 2 et 3, alinéa 5, ont été donnés article 4, alinéa 2. Si donc le créancier le demande le greffier adressera au propriétaire ou usufruitier l'avis prévu par l'article 2 et portera ultérieurement sur le warrant qui devra lui être représenté à cet effet, la date de l'envoi de l'avis et mention de non-opposition. Ces formalités accomplies, le porteur

du warrant sera préféré aux autres créanciers comme l'indique l'article 12 de notre loi, article que nous avons interprété dans la section II du chapitre III.

La commission du Sénat a accepté cette innovation de l'article 4 de notre loi, tout en faisant ressortir qu'on peut lui reprocher de porter atteinte aux droits des autres créanciers de l'emprunteur. Le fait que la transcription du warrant le rend opposable aux tiers sans distinguer entre les différents créanciers de l'emprunteur, qu'ils soient antérieurs ou postérieurs à la transcription, peut présenter des inconvénients pour les créanciers antérieurs à la transcription qui seront primés par le porteur du warrant. Le droit moderne est particulièrement hostile au caractère occulte des garanties concédées aux créanciers. Un exemple, pris dans notre sujet, peut mettre en lumière nettement le danger d'une garantie restée secrète : un agriculteur a warranté des récoltes et le warrant a été rédigé entre parties et non transcrit au greffe de la justice de paix. Sur ces entrefaites, l'agriculteur contracte une dette ; ce nouveau créancier, même prudent, est exposé à une fraude tout en mettant à profit l'article 6. Le greffier serait, en effet, à même de délivrer à ce créancier avec l'autorisation de l'agriculteur un état portant « néant » quant aux warrants existants et inscrits.

La loi du 30 avril 1906 rend possible cette situa-

tion, elle est d'une certaine gravité et le rapporteur (1) s'en est rendu compte et a considéré qu'on trouvait une justification de cette anomalie dans ce fait que les récoltes même non warrantées représentaient pour le créancier de l'agriculteur un gage très fragile par la facilité de la vente. Cette explication n'est pas péremptoire. Il n'y a pas analogie, en effet, entre les deux situations suivantes :

1° Un créancier connaît le patrimoine de son débiteur qui lui sert de gage (art. 2092, C. civ.) ;

2° Un créancier même diligent ne connaît point l'étendue exacte de son gage — le mot est pris au sens large (art. 2092, C. civ.) — et compte sur certains éléments, qui, au moment même où il contracte sont affectés spécialement à un créancier antérieur. La preuve qu'il est toujours très difficile de vouloir justifier une garantie occulte, c'est que la seconde raison donnée par M. Legrand ne peut aucunement être admise. Il a remarqué que le créancier qui ignore le warrant sera en fait presque toujours une personne qui a contracté au comptant. Nous ferons observer qu'en semblable hypothèse la question discutée ne se pose plus.

Si, en songeant aux tiers, nous avons formulé une sorte de critique à l'égard de l'article 4, nous

1. Rapport de M. Legrand au Sénat le 8 mars 1906, annexe n° 97.

convenons qu'entre les parties au contraire le warrant, constitué sans l'intermédiaire du greffier, présentera plusieurs avantages pour le prêteur. Il bénéficiera des avantages fiscaux accordés aux warrants, il aura le droit en cas d'exécution forcée de recourir à la procédure simplifiée organisée par la loi ; il aura aussi la protection des pénalités portées par l'article 14 de la loi contre les emprunteurs infidèles, et cela est de la plus haute importance, en même temps que de la plus haute équité. Ce qui constitue le contrat de warrantage, en effet, ce n'est pas l'enregistrement au greffe de la justice de paix, cela ne lui donne que la publicité avec une date certaine ; mais c'est la volonté des parties qui constitue réellement ce contrat comme il constitue tous les autres.

En évitant l'intervention du greffier, on supprimera les déplacements et les frais de toute sorte qui en résultent. Pour warranter, il suffira de trouver un prêteur sur place. On pourrait aussi écrire au syndicat dont on fait partie qui trouvera un prêteur. Ce syndicat pourra, le cas échéant, faire le prêt lui-même s'il a des ressources, ou s'adresser à une caisse locale fondée par lui ou à une caisse régionale dont il est membre qui pourra recevoir et escompter directement le warrant. Du reste, le warrantage privé a existé même avant la loi du 18 juillet 1898. « La Coopérative agricole de l'Ouest

dit M. Nicolle (1), a organisé le warrantage bien avant la loi du 18 juillet 1898, d'une façon exempte de toute formalité. Voici notre règlement de warrantage auquel la loi sur les warrants officiels n'a rien changé :

Article premier. — Tout membre d'un syndicat affilié à la coopérative peut mettre en gage tout ou partie de sa récolte de blé et obtenir une avance égale aux deux tiers de la valeur des grains remis en gage. Le grain remis en gage est conservé dans son grenier.

ART. 2. — Le warrantage se fait par le cultivateur sous la garantie matérielle ou morale du syndicat local, ou par l'intermédiaire d'une caisse locale de crédit. Dans les paroisses où il n'existe pas de syndicat local, les intéressés peuvent s'adresser directement à la coopérative agricole de l'Ouest.

ART. 3. — Leur demande porte la quantité de grains offerte, la somme demandée ; elle indique si le risque d'incendie est couvert par une assurance.

ART. 4. — Les avances sont consenties pour une durée de six mois au taux de 5 o/o l'an, en plus des frais ordinaires de timbre et ceux de correspondances estimées à un franc par warrant. Elles sont représentées par un engagement de l'emprunteur et

1. *Congrès de la vente du blé*. Versailles, 1900, t. II, p. 128.

de la coopérative, même lorsque l'argent est fourni par une caisse de crédit. Les grains ne peuvent être vendus que par l'intermédiaire de la coopérative.

ART. 5. — Les warranteurs sont libres de faire vendre quand il leur plaît les quatre cinquièmes de leurs blés ; le reste peut être vendu par la coopérative quand il lui plaît ; à partir de la fin du cinquième mois, la société peut vendre le tout sans avis préalable.

ART. 8. — L'emprunteur est tenu de prévenir par dépêche la coopérative de toute saisie qui pourrait être faite par un tiers, en fraude de ses droits et contrairement à la loi. »

Le Syndicat de la Drôme, de l'avis de M. de Kérangal (1), pratiquait pour les cocons, avant la loi du 18 juillet 1898, le warrantage que la Coopérative de l'Ouest appliquait au blé.

Le warrant ainsi constitué et transcrit, il restait à lui assurer une publicité suffisante et à régler sa radiation. L'article 6 autorise le greffier à délivrer à tout prêteur, qui le requiert avec l'autorisation de l'emprunteur, un état des warrants inscrits au nom de ce dernier, ou un certificat établissant qu'il n'existe pas d'inscription. Dans un projet, déposé le 24 octobre 1901, M. Dupuy n'hé-

1. De Kérangal. *La crise agricole et la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles*, p. 89.

sitait pas à supprimer la publicité du warrant, pour éviter les formalités, les déplacements et les frais : le rôle du greffier disparaissait entièrement. Il compensait cette garantie, donnée au prêteur, par l'application de pénalités à ceux qui auraient constitué un warrant sur des produits déjà warrantés.

La Commission n'a pas suivi M. Dupuy dans cette voie. Elle a conservé l'application de sanctions pénales, mais elle a considéré comme indispensable de maintenir au prêteur la garantie de la publicité des warrants.

L'intervention du greffier n'est, du reste, pas obligatoire puisque le warrant peut n'être pas transcrit, si le prêteur suit la foi de l'emprunteur et se contente de la sécurité que lui donne les sanctions pénales édictées. Mais les capitaux ne sont pas non plus détournés du Crédit agricole, grâce à la garantie de la publicité conservée aux prêteurs plus prudents.

La loi nouvelle de même que celle du 18 juillet 1898 décide que le greffier ne peut délivrer un état des warrants inscrits qu'avec l'autorisation de l'emprunteur. M. Ballande (1) aurait voulu qu'on permette aux acheteurs de produits warrantables d'obtenir, sans autorisation de l'emprunteur, un état des warrants inscrits au nom de ce dernier. Il vou-

1. Chambre des députés, séance du 20 novembre 1905. *J. Off.* du 21 novembre 1905, p. 3372 et ss.

lait aussi que, lorsqu'un acheteur se serait fait connaître, il fut impossible au débiteur de la marchandise de créer des warrants qui viendraient à l'encontre des droits de l'acquéreur, surtout quand il aura déjà payé la marchandise. Cet amendement avait pour but d'empêcher la fraude qui peut avoir lieu au cas où une récolte après avoir été achetée et payée est laissée entre les mains de l'agriculteur, l'emprunteur peut, en effet, warranter la récolte après cette vente. Un usage courant établi en Gironde est, en effet, pour les vins de laisser la marchandise aux mains des propriétaires, même après qu'elle a été payée. L'amendement de M. Ballande a été repoussé. On a montré qu'il aurait causé le plus grand tort aux producteurs ; il eût suffi, en effet, d'acheter une petite partie de leurs récoltes pour connaître leur situation, pour apprendre qu'ils étaient obérés et pour pouvoir ainsi abuser de leur état de gêne. Il est absolument nécessaire que le débiteur ne mette pas tout le monde au courant de sa situation. Nous savons que l'agriculteur propriétaire ou fermier n'aime pas que l'on connaisse l'état de ses affaires ; il faut, autant que possible, ménager ses susceptibilités et ses habitudes. Quant aux fraudes redoutées par M. Ballande, la répression pénale suffira pour les empêcher. « Il ne faut pas oublier, a dit M. Chastenet, que la véritable garantie du warrant est dans le Code pénal. » Cette

dernière observation vaut la peine d'être relevée. Elle prend l'allure d'une vérité ancienne. En nous exprimant ainsi, nous songeons au droit romain qui pour parer aux inconvénients du système de l'hypothèque occulte avait imaginé le délit appelé *stellionat* : Un débiteur s'exposait à une poursuite criminelle, lorsqu'il avait causé un préjudice par une déclaration mensongère relativement à une chose précédemment hypothéquée.

Le greffier ne peut donc délivrer un état des warrants inscrits au nom de l'emprunteur qu'avec l'autorisation de ce dernier. Le Code pénal peut de nouveau être en cause. Il en résulte que le greffier serait passible des peines de l'article 378 du Code pénal s'il délivrait des états de warrants sans l'autorisation de l'emprunteur « car il faut, dit M. Muteau (1) classer les greffiers au nombre des personnes dont les révélations seraient punies conformément à l'article 378 du Code pénal. » On reconnaît aussi que le greffier ne peut pas communiquer ses registres.

Il diffère par là du conservateur des hypothèques à cause de cette disposition de notre loi, qui lui impose préalablement à toute délivrance de certificats de transcription, l'autorisation de l'emprunteur. Il serait responsable dans la mesure de l'article 1382,

1. Muteau. *Secrèt professionnel*, p. 551.

s'il omettait par négligence une ou plusieurs transcriptions dans ses extraits (1).

Ces états ne remonteront pas à une époque antérieure à cinq années (art. 6). La loi ordonne en effet (art. 7, al. 2) que l'expiration de ce même délai de cinq ans entraîne pour le greffier l'obligation de radier d'office la transcription.

Cette radiation ne consistera jamais en une rature matérielle faite sur le registre, dit la Circulaire du 25 juillet 1906 ; elle ne résultera que du calcul du temps écoulé entre la transcription et la date où se posera la question de savoir s'il existe un warrant

1. Modèle d'un état des transcriptions délivré par le greffier, ou de non-transcription :

Greffé de la Justice de Paix
du canton de (département)
(Loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles.)

Etat des transcriptions de warrants sur (désignation des produits) Du chef de M. (nom, prénoms, domicile, et qualité du débiteur.)

Le greffier soussigné, vu l'autorisation délivrée par M. (nom de l'emprunteur) certifie qu'à la date de ce jour il existe sur son registre les transcriptions suivantes : (copie par ordre de date des transcriptions).

Ou : certifie qu'il n'existe sur son registre aucune transcription de warrant sur les produits ci-dessous désignés et du chef du susnommé.

A , le 19
Le Greffier

Timbre
de la
Justice
de Paix

valable sur telle marchandise appartenant à telle personne.

Le jour où la transcription aura été effectuée ne devra pas être compris dans le calcul de ce délai, par analogie avec la disposition de l'article 2154 du Code civil. Mais le dernier jour des cinq années devra être compté : par exemple, une transcription effectuée le 1^{er} juin 1906 devra encore être comprise dans un état le 1^{er} juin 1911, mais non le 2 juin, même quand le dernier jour du délai sera un jour férié.

Le créancier ou son ayant droit aura toujours la possibilité d'éviter cette péremption en faisant renouveler au préalable la transcription de son warrant. Cette opération consistera en une simple mention placée à la suite de la transcription la plus récente et datée du jour où elle aura été faite, comme nous l'avons indiqué dans le modèle du registre des transcriptions. Elle portera le volume et le numéro de la transcription primitive afin de permettre au greffier de s'y reporter facilement quand il sera appelé à fournir, conformément à l'article 6 de la loi, un état des warrants inscrits.

La péremption encourue faute de renouvellement ne fait pas obstacle à une transcription nouvelle du warrant (art. 7, alinéa 2). Elle sera effectuée comme s'il s'agissait d'un warrant nouveau, et ne vaudra à l'égard des tiers que du jour de la seconde trans-

cription, qui sera également le point de départ d'un second délai de cinq ans.

Les consentements et non-oppositions prévus à l'article 2, alinéas 3 et 5, et à l'article 3, alinéa 5, n'étant pas soumis à la péremption, il ne devra pas être procédé de nouveau aux formalités prévues aux articles 2 alinéa 2 et 3 alinéa 5.

Quand la transcription aura été postérieure à l'établissement du warrant (art. 4) il va de soi que le délai de cinq ans courra du jour de la transcription et non du jour de l'établissement (Circulaire du 25 juillet 1906).

On peut supposer que ces dernières formalités ne se présenteront pas souvent et que les renouvellements de warrants seront des faits exceptionnels ; le but lui-même du warrant étant, en effet, de garantir des emprunts à court terme, et beaucoup de produits warrantables ne gagneraient pas à être conservés au delà d'un certain temps.

Nous avons montré les difficultés que l'on éprouve à conserver les grains en bon état et à les préserver des insectes nombreux qui peuvent les attaquer. Du reste, quel intérêt y aurait-il à conserver pendant cinq ans de suite des récoltes entières de blé ? Il serait difficile aussi, croyons-nous, de conserver des fourrages en meules ou dans un fenil. Ils se conserveraient plutôt dans ce dernier cas, si, au lieu de jeter le foin négligemment, on prenait soin de l'éten-

dre uniformément par couches dans toute l'étendue du fenil et de tasser avec égalité tous les points de chaque couche pour le soustraire autant que possible au contact de l'air. C'est une erreur de croire que les courants d'air lui sont favorables. Toutefois, la compression des fourrages au moyen de presses spéciales facilite leur conservation. Ainsi traité, le foin conserve son arôme, s'appauvrit moins et ne perd pas ses graines. Son transport est facilité, et, de l'avis de M. Garola (1), il se conserve sans altération pendant des années entières. Beaucoup de propriétaires, grands producteurs de foin, auraient intérêt à garder ainsi leurs fourrages.

Cette observation d'ordre pratique nous est suggérée par l'année de sécheresse qui vient de s'écouler et qui, en déterminant une grande augmentation des prix, a pour ainsi dire faussé les cours. Il ne serait pas bon tout de même de conserver du foin pendant cinq ans, car plus il vieillit plus il perd de ses qualités nutritives.

Quant aux racines et tubercules, il est très difficile de les conserver. Très riches en eau, ils s'échauffent aisément et pourrissent ensuite ; les froids rigoureux désorganisent les tissus et déterminent une sérieuse altération. Parfois, sous l'influence de l'humidité, les tubercules émettent des pousses ou des

..1. *Plantes fourragères*, page 227.

feuilles. La moindre blessure occasionne l'envahissement des récoltes par des germes de moisissure ou des ferments nuisibles.

Toutefois, ce délai de cinq ans peut être utilisé pour les vins qui, en général, peuvent facilement se conserver et voient leur valeur augmenter et non décroître.

Lorsque l'emprunteur aura remboursé son warrant, ou qu'il aura obtenu mainlevée du prêteur la transcription sera également radiée. Mention du remboursement ou de la mainlevée sera faite sur le registre prévu à l'article 3. Mais en ce cas la radiation sera effectuée par une mention marginale que le greffier signera, comme nous l'avons indiqué dans le modèle du registre des transcriptions, dans ce chapitre (art. 7 alinéa 2).

Il appartiendra à l'emprunteur d'établir aux yeux du greffier sa libération. La preuve du remboursement résultera le plus fréquemment de la possession du warrant par l'emprunteur (art. 1282 C. civ.). La mainlevée sera donnée par l'escompteur ou le dernier réescompteur connu du greffier, dans un simple acte sous seing-privé dont la signature sera légalisée. Il devra spécifier la transcription à radier, en termes suffisamment précis, pour qu'aucun doute ne soit possible; le greffier pourra, au besoin, exiger qu'on lui indique le volume et le numéro portés au warrant.

Il vérifiera si la mainlevée émane bien du dernier escompteur de lui connu. Si la mainlevée est ordonnée en justice, le greffier se fera représenter une expédition du jugement, passé en force de chose jugée. Il conservera au greffe ces divers documents. Rien ne s'oppose, d'ailleurs, à ce qu'une mainlevée soit partielle, qu'elle ne vise qu'une catégorie ou une partie des produits warrantés ; en ce cas, le certificat de radiation le spécifiera soigneusement, ainsi que la mention portée au registre des transcriptions. L'article 7, alinéa 2, prescrit au greffier de délivrer certificat des radiations opérées en vertu de remboursements ou de mainlevée (1). (Circulaire du 25 juillet 1906).

1. Modèle du certificat de radiation délivré par le greffier.
Greffe de la justice de paix
du canton de (département).
(Loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles).
Certificat de radiation.

En vertu de (soit d'un remboursement justifié par la présentation du warrant par le débiteur, soit d'une mainlevée justifiée par un acte sous seing privé, émané de M. (dernier endosseur du warrant), la transcription de warrant effectuée le (date) , volume n° , sous le n° du chef de M. (nom du débiteur) a été radiée définitivement ce jour.

Ou: a été radiée à concurrence de la somme de son effet réservé sur (tels produits ou telles portions de produits).

A , le 19.
Le Greffier.

Timbre
de la
Justice
de
Paix

La loi du 30 avril 1906 et la Circulaire ministérielle s'occupent donc, avec détails, de régler toutes les formalités de publicité, de péremption et de radiation. Il y a une singulière opposition à faire entre la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles, qui avait déjà réglé en grande partie toutes ces questions et la loi du 1^{er} mars 1898 sur le nantissement des fonds de commerce : « Bien des questions d'application demeurent non résolues par suite du laconisme extrême de la loi, dit M. Thaller. Sur quels documents le greffier doit-il opérer l'inscription ? Doit-elle être périodiquement renouvelée ? Les tiers peuvent-ils se faire délivrer un état des inscriptions, sur un fonds de commerce déterminé ? Si ce fonds est vendu par le constituant l'acheteur peut-il pratiquer la purge contre le créancier gagiste, comme on purge du droit de suite les hypothèques d'un immeuble (1) ».

Toutes ces questions n'ont pas été résolues. On serait tenté de remarquer plaisamment que du mois de mars au mois de juillet de la même année, le législateur avait, de façon fort utile, augmenté le nombre de ses préoccupations. La seconde méthode dans la confection de la loi est manifestement préférable le législateur n'en convenait-il pas lui-même ; lorsque fût déposé le 25 février 1899 un projet pour

1. Thaller. *Traité élémentaire de droit commercial*, 2^e édition, p. 576 et 3^e édition, p. 546.

organiser la publicité du nantissement des fonds de commerce? Ce projet (1) règle le mode d'inscription du nantissement, la péremption, la radiation de l'inscription et la délivrance, par le greffier, d'états destinés à faire connaître les inscriptions qui grèvent un fonds de commerce. Le projet n'a pas été transformé en loi. Les embarras que cause l'application de la loi sur le nantissement du fonds de commerce seraient peut-être assez logiquement diminués en s'inspirant pour les résoudre des solutions données successivement par les lois du 18 juillet 1898 et du 30 avril 1906. Quelques analogies, en effet, se présentent à l'esprit.

1. Reproduit au répertoire des *Pand. fr.* au mot *fonds de commerce*, nos 1145 et 1146.

CHAPITRE VI

Transmission du warrant.

(art. 9 et 10)

L'article 10, dans ses deux premiers alinéas, spécifie formellement que le warrant est transmissible par voie d'endossement, et il règle même la forme de l'endossement et ses conséquences, en disant que tous ceux qui ont signé ou endossé un warrant sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur. Les endossements sont portés au verso du warrant comme nous l'avons indiqué dans la formule reproduite au chapitre précédent. C'est l'emprunteur qui signe le premier endossement.

La loi nous montre ainsi une obligation civile prenant la forme d'un titre à ordre ; la solution est d'ailleurs formellement consacrée par elle. Sans une disposition aussi nette, le procédé de l'endossement aurait pu être fort discuté, car il dépendrait de la

solution proposée pour la question suivante : une obligation civile peut-elle prendre la forme d'un titre à ordre ?

Une réponse affirmative peut toutefois être donnée par l'analyse d'un titre à ordre qui consacre une obligation civile, en sorte que la disposition législative que nous rappelons n'aurait pas formellement consacré une solution excentrique.

La solution cherchée dépend tout à la fois du point de savoir si l'article 1690 du Code civil est d'ordre public, et de la conception qu'on se fait du titre à ordre. Au cas où l'article 1690 ne serait point basé sur des considérations d'ordre public, on peut y déroger par application de l'article 6 du Code civil. En admettant même qu'il en soit autrement la forme du titre à ordre donnée à une obligation civile reste justifiée, en voyant dans cette forme particulière non pas une contradiction avec l'article 1690 mais une modification dudit article. Or la clause à ordre peut être logiquement analysée en une clause qui autorise la cession de créance avec une acceptation anticipée de la part du débiteur de cette créance. Cette acceptation est donnée par lui quand il adhère à l'insertion de la clause à ordre dans l'acte qui constitue la créance. La jurisprudence qui s'était d'abord prononcée en sens contraire semble, à l'avenir, disposée à admettre que les obligations civiles peuvent se présenter comme des obligations

à ordre cessibles par la voie de l'endossement avec les effets habituels de ce mode de cession ; et cela, sans distinction entre les créances constatées par acte notarié ou par acte sous signature privée (1). La décision du législateur exprimée par l'article 10 de la loi sur les warrants agricoles ne peut qu'encourager la jurisprudence à persévérer dans sa voie nouvelle.

Bref, la transmission du warrant agricole est facilitée, la rédaction d'un endossement étant fort simple. Parlons maintenant de l'escompteur et des réescompteurs d'un warrant. Ils devront aviser dans les huit jours le greffier du juge de paix du lieu où le warrant aura été inscrit. Ces avis seront donnés par pli recommandé avec accusé de réception ou verbalement contre récépissé de l'avis (2) (art. 10, al. 3).

Le greffier devra en faire mention immédiate sur le registre des avis aux propriétaires (Circulaire du

1. Cass., 8 mai 1878. D. 78.1.241, note Beudant. Cass., 7 mai 1879. D. 79.1.307.

2. Le reçu délivré par le greffier pourra être ainsi rédigé :
Le soussigné, Greffier de la justice de paix du canton de _____,
déclare avoir reçu de M _____ l'avis qu'il est
devenu bénéficiaire par voie d'endossement à son profit d'un
warrant souscrit par M. _____ propriétaire à _____ au pro
fit de M. _____ en date du _____, pour une somme de _____

(SIGNATURE)

25 juillet 1906). On comprendra l'utilité de cette mesure lorsqu'on saura que la loi accorde à l'emprunteur, comme nous le verrons dans l'article 8, alinéa 2, la facilité de se libérer par anticipation avant l'échéance. Il est donc indispensable que le cultivateur connaisse le nom du porteur. Nous croyons donc que l'escompteur ou réescompteur encourrait une responsabilité qui se traduirait par des dommages-intérêts si, par son omission, il empêchait l'emprunteur de se libérer avant l'échéance.

Les escompteurs d'un warrant, établi conformément à l'article 4 et non transcrit, seront également soumis à la même obligation, sauf clause contraire ; le greffier pourra donc recevoir des avis d'escompte alors qu'il ignorera l'établissement du warrant escompté (Circulaire).

L'emprunteur pourra accorder dispense de cet avis par une mention spéciale inscrite au warrant mais dans ce cas il ne pourra ni se libérer à l'avance, ni bénéficier, le cas échéant, des intérêts que pourrait lui valoir une libération anticipée (art. 10, al. 4 et art. 8, al. 2 et 3). De l'avis de M. Barber, vice-président de la Caisse régionale de crédit mutuel agricole du Midi, on usera souvent de ce procédé, car il trouve que l'avis à donner au greffier par les escompteurs est une source de complications. « Qu'il me suffise, dit-il, de remarquer que la caisse régionale de Montpellier, malgré la réserve que son capi-

tal limité et les circonstances difficiles que nous traversons lui imposent, a reçu de ses caisses locales affiliées environ 700 warrants pour un semestre ; elle ne les a pris que comme garantie morale, appuyant des valeurs à deux signatures ; mais si elle les acceptait comme warrants, voilà 700 avis à donner aux divers greffiers de paix de nos trois départements et autant d'accusés de réception dont la rentrée serait à surveiller ! Un tel travail est absolument incompatible avec la nécessité des organisations sommaires et économiques des sociétés de crédit agricole, ainsi qu'avec les habitudes des banques en matière d'opérations d'escompte (1) ».

Pour activer la circulation des warrants agricoles, l'article 9 adopte une disposition de faveur à leur égard. Il autorise les établissements publics de crédit à recevoir les warrants, comme effets de commerce, avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts. C'est la reproduction textuelle de l'article 11 de la loi du 28 mai 1858 sur les négociations concernant les marchandises déposées dans les magasins généraux.

La présence de plusieurs signatures sur un effet de commerce permet au porteur, s'il n'est pas payé à l'échéance, de se retourner contre les endosseurs

1. Rapporté par M. Edouard Payen. *Economiste français*, 15 août 1903, p. 229.

successifs qui se portent garants du paiement. Si on fait une faveur à l'escompte du warrant commercial, c'est que la marchandise qu'il représente est un gage sérieux et qui peut remplacer avantageusement la garantie personnelle d'un endosseur. Mais le warrant agricole n'offre pas de pareilles garanties à raison du maintien des produits warrantés entre les mains de l'emprunteur. Le banquier hésitera à escompter le papier agricole, à cause de la difficulté de traiter des affaires avec des gens peu initiés aux usages commerciaux et d'une exactitude douteuse. Il a fallu la loi du 16 novembre 1897 portant prorogation du privilège de la Banque de France (art. 1^{er}), pour admettre à l'escompte de la Banque de France les effets souscrits par les syndicats agricoles. La Banque de France, en général, se refuse à escompter les warrants agricoles. Toutefois, il est possible que la loi de 1906, en autorisant le dépôt des produits dans les magasins d'une société coopérative ou d'un syndicat, donne à la banque une plus grande confiance.

Le warrant agricole sera, au contraire, plus facilement escompté par des établissements spéciaux, les sociétés de crédit agricole, ce sera une de leurs opérations principales. « La caisse rurale d'Ay, par exemple, fondée le 2 janvier 1903 et qui se rattache à la caisse régionale de Reims, a délivré du 1^{er} octobre 1903 au 31 décembre 1904 pour 68.120 francs

de warrants répartis en cinquante-huit opérations différentes. Elle prête à 3 o/o et la caisse régionale lui prête à 2 o/o. Depuis 1900 le canton d'Ay a enregistré plus de 400 warrants (1). » C'est à l'exemple du succès des caisses rurales de crédit formées suivant le type établi en Allemagne par Raiffeisen, qu'on eût l'idée d'introduire en France le crédit agricole. Dès 1887, MM. Eugène Rostand, Rayneri et le père Ludovic de Besse préparent l'introduction en France des institutions populaires de crédit mutuel. M. Louis Durand voulut montrer que la responsabilité illimitée et solidaire des associés assure le meilleur crédit à la société.

Par contre, cette solidarité illimitée effraie les agriculteurs, lorsqu'il s'agit d'adhérer à un groupement. Aussi, tenant compte des faits, la loi du 5 novembre 1894 a créé le type nouveau que réclamait l'opinion. Ces caisses de crédit, fondées par cette loi, sont destinées à se mettre directement en rapport avec l'emprunteur ; elles portent le nom de caisses locales, et la loi leur accorde des facilités de constitution et des exemptions fiscales. Ces faveurs sont réservées aux sociétés qui « constituées, soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des mem-

1. Lucien Lheureux, *Les syndicats dans la viticulture champenoise*.

bres de ces syndicats, ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées par ces syndicats ou par des membres de ces syndicats (1). » La loi n'a rien édicté en ce qui concerne la circonscription territoriale des caisses rurales, elles peuvent s'étendre à un ou plusieurs départements ou se restreindre à une partie de commune. Elles peuvent se constituer sans capital, si elles acceptent la responsabilité solidaire et illimitée des associés, ou bien, si elles ont un capital social, soit en fixer librement l'importance par les statuts, soit prendre la forme des sociétés à capital variable. Enfin, les sociétaires déterminent eux-mêmes l'étendue de leur responsabilité, qui peut être illimitée, mais qui, le plus souvent, est restreinte au montant de la part qu'ils ont souscrite. Ces caisses, fondées par la loi de 1894, admettent à l'escompte les warrants agricoles considérés comme effets de commerce. Le taux des prêts faits par les caisses locales varie avec les régions. Il est plus élevé pour le Midi et la Normandie où il atteint 4 o/o que pour l'Est où il s'abaisse jusqu'à 2 o/o. Ces différences correspondent à la variété des besoins et des conditions économiques locales.

Les ressources de ces caisses locales sont pour la

1. Article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894.

plupart leur capital social, généralement insuffisant, pour subvenir aux besoins des emprunteurs.

Elles trouvent d'autres ressources dans les dépôts qui leur sont confiés ; dans l'emprunt, soit à des particuliers, soit aux caisses d'épargne. La loi du 20 juillet 1895 autorise, en effet, les caisses d'épargne ordinaires, autonomes ou municipales, à consacrer le cinquième de leur capital et la totalité de leurs revenus à des prêts à des sociétés de crédit agricole. Mais les caisses d'épargne ne sont pas intervenues au profit de l'agriculture. Elles n'ont pas justifié l'espérance légitime que formulait M. E. Rostand lorsqu'il disait : « L'épargne qui est un excédent de la production doit revenir à la production pour la surexciter et pour l'étendre ». Enfin, les caisses rurales participent indirectement aux avances gratuites faites par l'Etat aux caisses régionales ; celles-ci accordant aux caisses du premier degré des avances pour fonds de roulement. Le législateur avait senti la nécessité d'apporter un encouragement à ces caisses locales récemment créées par la loi de 1894. Le renouvellement du privilège de la Banque de France lui offrit l'occasion de leur procurer les ressources qui leur manquaient. La loi du 17 novembre 1897 a décidé qu'une avance de 40 millions, ainsi qu'une redevance annuelle, ne pouvant être inférieure à deux millions, seraient mises à la disposition du crédit agricole et la loi du 31 mars 1899 a institué les cais-

ses régionales de crédit agricole mutuel qui ont pour objet de mettre des fonds à la disposition des caisses locales et elles le peuvent faire à bon compte grâce aux prêts gratuits qu'elles reçoivent de l'Etat. La loi du 25 décembre 1900 prévoit que les caisses régionales pourront recevoir de l'Etat des avances égales au quadruple de leur capital versé en espèces. Telle est la législation qui a définitivement assuré en France le fonctionnement des caisses de crédit agricole mutuel. Les agriculteurs n'usent point, autant qu'on pourrait le croire, des avances de la Banque. Toutefois, il ne faut pas nier l'utilité de ces lois récentes pour favoriser l'agriculture. « Les caisses régionales de crédit agricole au nombre de 9 en 1900 avec 87 caisses locales affiliées seulement ont atteint le nombre de 66 à la fin de 1905 avec 1.335 caisses locales affiliées. Elles ont consenti depuis leur fondation plus de 118 millions de prêts aux cultivateurs dont 44 millions au cours de l'année 1905... Il y a maintenant 72 caisses régionales qui ont reçu près de 25 millions d'avances de l'Etat » (1). La commission de répartition des avances aux caisses régionales, réunie le 9 février 1907, a consacré la création de 7 nouvelles caisses et a déclaré que les effets escomptés par les caisses régionales dans le cours de l'année 1906 dépassent la somme de 62 millions. Durant le cours de l'année 1905 les escomptes des caisses régionales

1. Maurepas. *Le cultivateur français* du 12 janvier 1907.

s'étaient élevés à 44 millions, comme nous venons de le voir, il y a donc un progrès de 18 millions en faveur de l'année 1906.

Nous avons dit que les warrants agricoles étaient difficilement admis à l'escompte par la Banque de France et d'ailleurs par les banques particulières et qu'ils trouvaient un accès plus facile auprès des caisses rurales. C'est ainsi que nous avons été amenés à donner sur ces caisses les détails qui précèdent.

Une étude comparative dans l'attitude des divers départements à l'égard de la loi des warrants agricoles constituerait un travail fertile en curieuses conclusions. Nous ne pouvions, cela va sans dire, confectionner en quelque sorte d'aussi nombreuses monographies. Nous avons eu toutefois la bonne fortune d'être plus particulièrement documenté sur les départements du Puy-de-Dôme, de l'Allier et de la Haute-Loire, grâce à l'intervention aimable et savante de M. Laureillard professeur départemental d'agriculture du Puy-de-Dôme, de M. Dupont professeur départemental d'agriculture de l'Allier et de M. Péli-sier titulaire de la chaire spéciale d'agriculture d'Yssingeaux.

« L'établissement du crédit agricole, nous écrivait M. Laureillard, a permis, par exemple, à la dernière récolte de pommes, de grouper les producteurs en un syndicat de vente qui réalisera 50 o/o de bénéfice sur les cours pratiqués à la récolte ; et cela parce

que, d'après la loi nouvelle sur les warrants, on a pu en warrantant les pommes obtenir de la caisse de crédit une avance de 18.000 francs. Voilà un résultat précis et excellent. »

D'autre part, M. Dupont nous fait assister à la naissance puis au fonctionnement de la caisse régionale de l'Allier depuis ses débuts: « Depuis longtemps, nous écrit-il, je m'occupais de l'organisation d'une caisse régionale, mais je désirais lancer l'affaire avec un capital important, 25.000 à 30.000 francs, au moins. Sous la pression de circonstances de fait, les conditions furent changées, et nous commençâmes nos opérations le 12 mars 1906 avec 3.500 francs. Un peu plus tard, l'Etat nous accordait un prêt de 18.000 francs. Nous étions partis, mais modestement vous le voyez.

Au fond, cette faiblesse de nos débuts nous a plutôt servi que nui et, en 1906, nous avons escompté 72 effets ayant une valeur globale de 31.200 francs. (renouvellement compris) représentant 40 prêts d'une valeur de 17.250 francs. Tous ces prêts ont été faits sur billets, aucun sur warrant, 32 ont été consentis aux particuliers, pour achats d'engrais, de semences, de bétail, etc., et 8 aux syndicats pour leurs achats collectifs.

Ce n'est pas à dire que nous ne pensons nous servir jamais des warrants. C'est tout simplement que le montant de chaque prêt consenti n'a pas dépassé

les limites du crédit personnel des membres de nos caisses locales et que, dans ces conditions, il n'est pas nécessaire de faire du warrantage. Nous consentons, en effet, les prêts sur une seule signature avec la garantie donnée par l'endos de la caisse locale jusqu'à 400 francs. De 401 à 1.000 francs, nous demandons une caution solidaire. Si le prêt demandé dépassait de beaucoup cette limite (le cas ne s'est pas encore présenté), nous exigerions des garanties spéciales et le warrant est une des meilleures qui puissent nous être fournies. Le montant des escomptes que je vous ai indiqué plus haut a été effectué avec trois caisses locales seulement, qui ont fonctionné en 1906 à Bourbon-l'Archambault, Montluçon et Buxières-les-Mines. A la fin de 1906, nous avons créé de nouvelles caisses locales à Saint-Plaisir et à Gannat. D'autres ont été créées cette année à Creuzier-le-Neuf et à Cusset, d'autres encore sont en formation en diverses localités. Notre capital versé qui était au début de 3.500 francs s'élève aujourd'hui à 10.850 francs, et ce n'est pas fini, chaque semaine nous amenant des souscriptions nouvelles. Vous voyez donc que la période de croissance continue et notre enfant est encore loin de sa taille d'adulte. Quand cette taille sera près d'être atteinte, les warrants seront mis en cause et leur usage apparaîtra. »

Quant à M. Pélissier il a bien voulu nous décrire

ainsi la création de la caisse locale d'Yssingeaux : « Cette caisse a été constituée avec un faible capital, elle comprend 22 souscripteurs de parts de 20 francs dont le $\frac{1}{4}$ a été réellement versé (C'est une faute que nous avons faite de ne pas exiger l'intégralité du capital souscrit) ; le capital représenté par ces 22 parts, augmenté d'une libéralité annuelle de 50 francs que nous octroie le comice d'Yssingeaux a été entièrement converti en parts de 100 francs de la caisse Régionale de Lyon. Grâce à cette affiliation la caisse Régionale réescompte tous les effets souscrits par les adhérents de la locale, et cela dispense celle-ci de demander à celle-là des avances pour son fonds de roulement. En trois ans d'existence avec un capital peu supérieur à 200 francs la caisse locale d'Yssingeaux a pu prêter ainsi un capital de plus de 12.000 francs. Je crois que cette combinaison adoptée est la plus pratique. En outre, la caisse d'Yssingeaux joue vis-à-vis de ses adhérents le rôle de caisse d'épargne en recevant en compte-courant les économies de ses membres ; c'est là un côté de son rôle qui a eu une fortune extraordinaire.

Bref, cette institution, d'abord accueillie avec une méfiance très partielle, a été bientôt une véritable révélation. Elle apporte, d'ailleurs, un appui effectif à l'opération du warrantage agricole en substituant sa responsabilité propre à celle du propriétaire warranté, celle-ci insuffisamment gagée par la for-

mule du warrant. Aussi, tandis que les warrants agricoles n'avaient jamais eu cours à Yssingaux, depuis l'institution de la Caisse celle-ci en a avalisé plusieurs pour les transmettre à la Caisse Régionale qui a prêté sur ce gage, même établi d'après la nouvelle loi de 1906 sans l'intervention du greffier de la justice de paix ». M. Pélissier nous rappelant qu'une caisse régionale est un organisme indispensable pour assurer le bénéfice des avances sans intérêts, prises sur les fonds mis à la disposition de l'Etat par la Banque de France, ajoute les lignes intéressantes qui suivent : « J'ai pu réussir à fonder au Puy, jeudi dernier 14 février, une caisse régionale qui dispose d'un capital de 20.000 francs versé ; nous espérons obtenir de la Commission des Avances qui se réunit en avril prochain, un capital sans intérêts de 4×20.000 francs soit 80.000 francs. Nous pourrons donc marcher dès le printemps prochain avec un capital total de 100.000 francs. Notre effort porte maintenant sur la constitution de caisses locales pour distribuer cette manne dans toutes les parties de la Haute-Loire. »

CHAPITRE VII

Vente des produits warrantés. Paiement. Recours contre l'emprunteur et les endosseurs (Art. 8, 11, 13)

D'après l'article 8, alinéa 1, l'emprunteur a le droit de vendre les produits avant la date du remboursement, même sans le concours du prêteur.

Il était utile d'ajouter, comme le désirait M. Cazeaux-Cazalet (1), que l'emprunteur pourrait vendre sans le concours du prêteur, car reconnaître à l'emprunteur le droit de vendre, mais subordonner ce droit au consentement du prêteur c'eût été accorder une faculté illusoire. D'un autre côté, il est de toute nécessité que la vente des produits warrantés puisse être opérée avant l'échéance, le but de la loi étant précisément de permettre aux producteurs de vendre

1. Chambre, séance du 27 nov. 1905. *J. off.* du 28 novembre 1905, pages 3522 et ss.

leurs récoltes au moment le plus propice. En outre, l'emprunteur pourra ainsi se procurer les fonds pour se libérer.

Les droits du porteur sont d'ailleurs suffisamment sauvegardés, ils seront intacts par cela seul que la tradition des produits vendus ne peut être opérée avant qu'il ait été désintéressé (art. 8, alinéa 1).

Mais comment protéger le créancier contre une vente faite pour un prix inférieur à la somme prêtée? La loi étant muette sur ce point, nous croyons pouvoir affirmer, après lecture des travaux préparatoires, que dans le cas où le prix de la vente serait inférieur aux sommes avancées, la vente ne serait parfaite qu'avec l'assentiment du prêteur (1). La question a été soulevée ultérieurement au cours des débats (2), mais elle n'a pas été tranchée autrement.

L'emprunteur qui, contrairement aux prescriptions de la loi, livrerait à l'acheteur des produits warrantés avant d'avoir remboursé son créancier tomberait sous le coup des pénalités prévues par l'article 14, et en même temps se rendrait passible de dommages-intérêts dans les termes du droit commun.

Mais l'acquéreur de bonne foi ne pourrait être

1. Rapport Chaigne, 28 juin 1904. Chambre, annexe, n° 1827.

2. Chambre, séance du 27 novembre 1905. *J. Off.* du 28 novembre 1905, p. 3529.

recherché et ne pourrait se voir dépossédé des produits acquis par lui ; la loi, en effet, n'a pas voulu déroger au principe de l'article 2279 du Code civil. C'est ce qu'a expressément déclaré M. Chaigne dans son rapport du 28 juin 1904. « La Commission, dit-il, a cru devoir trancher par le refus la question relative au droit de suite à accorder aux porteurs de warrants sur les produits warrantés. Elle ne s'en est pas expliquée dans la loi, s'en référant à l'article 2119 du Code civil qui régit la matière et qui décide que « les meubles n'ont pas de suite par hypothèque ». La Commission a pensé qu'en accordant le droit de suite sur les meubles warrantés, elle réaliserait mal le vœu de libération économique qui l'a guidée dans ses travaux et apporterait une bien grave entrave aux transactions mobilières. » Pour écarter le droit de suite, le législateur, lors de la rédaction de la loi, s'est, disons-nous, formellement exprimé ; le Code civil a eu souvent les honneurs d'une citation, et on a, maintes fois, déclaré qu'il représentait le droit commun auquel on entendait déroger le moins possible. Pourquoi faisons-nous cette remarque ? C'est que l'insistance avec laquelle on faisait observer que le droit de suite, en matière mobilière, est tout à fait ignoré par ledit Code était une insistance peu opportune peut-être. Voici pourquoi : le Code civil précisément consacre, au profit du propriétaire, le droit de suite même contre un acquéreur de bonne foi, au cas

où le locataire a déplacé sans son consentement les meubles qui garnissent la maison ou la ferme.

Quel est le support du privilège accordé au bailleur : c'est l'idée de gage tacite ; aussi, lorsqu'un gage a été constitué de façon expresse, reconnaît-on volontiers au créancier gagiste le droit de revendiquer son gage entre les mains d'un possesseur même de bonne foi, lorsqu'une dépossession involontaire s'est produite par suite de perte ou de vol. Bref, le droit de suite en matière mobilière n'est pas une conception ignorée du Code civil ; nous remarquerons même à ce propos que la situation d'un propriétaire bailleur n'est pas très éloignée de celle d'un prêteur porteur de warrant, car au cas de l'article 2102-1^o du Code civil les meubles du locataire affectés au privilège du bailleur, s'ils sont dans la maison de ce bailleur, restent cependant matériellement en la possession du locataire. Celui-ci détournant les meubles, objets du gage, ne fait-il pas songer très facilement à l'emprunteur détournant les objets warrantés. En telle occurrence, avoir permis un droit de suite au profit du prêteur n'aurait pas constitué une sorte d'hérésie, nous voulons dire une sorte d'anomalie anti-juridique. Des considérations pratiques auront guidé les auteurs de la loi de 1906. Elles auraient pu être, peut-être, d'un poids plus léger ; mais, quoi qu'il en soit, nous tenions à montrer que l'on aurait pu fort bien con-

cevoir le prêteur, porteur de warrant, armé d'un droit de suite. Diminuer ses droits ne correspond point forcément à accentuer la situation favorable de l'emprunteur ; car, sollicité par un agriculteur en vue du crédit, le créancier sera conduit à se mettre en garde en songeant à l'avenir, puisqu'il sait que la loi ne le protège pas volontiers. Nous n'ignorons pas que les sanctions pénales ont été prévues, mais les préoccupations normales d'un créancier consistent à songer au paiement beaucoup plus qu'à l'incarcération de son débiteur.

A ce propos, nous avons précédemment montré qu'il était fort délicat de préciser la nature juridique du warrantage agricole. Nous ne revenons pas sur l'analyse, et rappelons sommairement que certains faits nous ont incliné à la reconnaissance d'un privilège ; c'était, par exemple, ce fait que le créancier n'était pas mis en possession réelle et cet autre qu'il primait le privilège pour les sommes dues pour semences, frais de récolte et ustensiles. Le législateur, a-t-on dit, s'en est constamment tenu au langage du nantissement. Il y avait là dès lors une raison pour songer au droit de suite et peut-être pour en consacrer une nouvelle application. Il n'en a point été ainsi, nous l'avons vu, mais le législateur ne voulant, en quelque sorte, point entendre parler du droit de suite a — chose étrange — cité l'article 2119 du Code civil qui parle de la façon la plus

catégorique du droit d'hypothèque. Alors, la fidélité du législateur à l'idée du nantissement a-t-elle donc été subitement trahie ?

Nous avons signalé la nature hétérogène de l'institution du warrantage agricole ; une nouvelle preuve de notre affirmation vient de nous être donnée puisque les auteurs de la loi parlent, tour à tour, le langage du nantissement et celui de l'hypothèque.

Notre droit, qui s'inspire heureusement d'une qualité qu'on dit essentiellement française, la clarté, notre droit, disons-nous, est défavorable aux institutions à caractère complexe. En ce qui concerne le Code civil, on ne peut sérieusement signaler que l'institution contractuelle comme ayant un caractère amphibie, pour reprendre le style de Furgole. Après les développements que nous venons de donner sur la loi de 1906, ce qualificatif imagé se représente de lui-même à notre esprit.

Si les produits sont déposés dans les magasins d'une société coopérative, nous croyons que ces magasins ne devront livrer les produits que contre la présentation d'une quittance émanée du prêteur. En décidant ainsi, nous nous rendons compte que c'est imposer à ce tiers une responsabilité au cas où la vente aurait été faite par l'emprunteur, sans qu'il ait pris soin de désintéresser le créancier. Cette manœuvre de l'emprunteur doit être déjouée par

l'exigence du tiers dépositaire astreint à se faire représenter une quittance émanant du créancier actuel. Comment justifier la rigueur de la situation faite au tiers dépositaire. Nous avons ici une occasion de montrer de quelle façon une analyse qui paraît parfois de pure théorie et sans intérêt pratique, guide au contraire pour adopter une solution de fait. Nous rappelons sommairement ce que nous avons énuméré dans les pages précédentes : la loi, supposant que l'emprunteur ne conserve pas la garde des produits warrantés emploie couramment la langue du dépôt en désignant le tiers détenteur. Nous avons dû alors nous demander si ce tiers était dépositaire par rapport à l'emprunteur ou par rapport au prêteur. Prenant les principes généraux dans l'article 2076 du Code civil, il nous avait semblé que le créancier n'ayant pas la garde des objets warrantés, le tiers à qui elle incombait en était, en quelque sorte chargé par ce créancier qui s'en exonérait. Quelques mots, relevés dans les travaux préparatoires, et l'allure de l'article 1 de la loi du 30 avril 1906 insinuent que le législateur contemporain, considérant le tiers comme un dépositaire voit dans l'emprunteur le déposant. Nous avons pris le droit commun dans l'article 2076 du Code civil : les auteurs de la loi de 1906 le prennent dans leur propre décision, car ils avaient commencé par donner comme caractère original à la loi le fait que le débi-

teur accordait toute garantie sur les choses mobilières, tout en les conservant. Bref, le tiers détenteur, dépositaire par rapport au prêteur, serait normalement responsable en cas de vente faite sans qu'il y ait eu remboursement fait au créancier; avec la solution opposée, le tiers détenteur étant dépositaire par rapport à l'emprunteur n'a point, en quelque sorte, de compte à demander à celui-ci, qui, à la suite d'une vente commande de livrer à son acheteur. Au cours de ces observations, nous n'avons pas oublié qu'avec une vente faite sans que le créancier soit payé, la responsabilité pénale de l'emprunteur est engagée. Cela ne contredit en rien l'opinion, en vertu de laquelle, le tiers dépositaire serait, d'autre part, civilement responsable.

Il est un mot comportant un sens technique que nous avons à relever ici : il s'agit d'un récépissé. Nous avons vu que lorsque les objets ne restent pas chez l'emprunteur, le dépositaire doit délivrer un récépissé au déposant. S'agit-il d'un titre au sens que la loi du 28 mai 1858 donne au mot récépissé, nous serions en présence d'un bulletin de propriété de cession plus ou moins facile, permettant des ventes nombreuses et successives, telle que la vente par filière.

Voilà une nouvelle question que soulève la lecture de la loi, mais que le législateur ne s'est certainement pas posée et à laquelle par conséquent

on ne saurait donner aucune réponse officielle. M. Watrin (1) répond affirmativement, car il montre le titre remis à un premier acquéreur, et la marchandise transférée à un second, puis à un troisième acheteur, et ainsi de suite. Décider ainsi, c'est se tenir sous l'influence assez naturelle, il est vrai, de la loi sur les négociations concernant les marchandises déposées dans les magasins généraux. Pour notre part, nous adoptons la version opposée. S'il est indiquée de regarder en arrière pour trancher une difficulté émanant de la loi de 1906, il est plus logique, à notre avis, de s'arrêter avant l'année 1858 et de se remettre en l'esprit les dispositions et le but de la loi de 1898 sur les warrants agricoles.

Elle a été modifiée, cela est entendu, par les textes plus récents que nous commentons, mais elle n'a pas été changée profondément dans son esprit. Il s'agissait d'organiser le crédit réel agricole, en accordant aux agriculteurs une facile constitution de garantie, et non point de leur donner des moyens commodes et rapides de conclure des ventes successives sans déplacer les choses vendues. Et cette idée de garantie, en opposition avec celle d'aliénation proprement dite, est, croyons-nous, restée l'idée dominante de la loi nouvelle sur les warrants agricoles.

1. Watrin. *Commentaire théorique et pratique de la loi du 30 avril 1906 sur les Warrants agricoles*, page 70, n° 19.

Notre conviction se fortifie même par cette pensée que pour répondre au désir des ventes facilitées, il a toujours suffi de mettre à profit la loi de 1858 elle-même. Nous avons étudié longuement les complications que soulevait un emprunteur pressé de vendre sans rembourser son créancier; nous avons maintenant à parler d'un débiteur ayant hâte au contraire de rembourser. Ce cas est prévu par l'alinéa 2 de l'article 8 où nous lisons : « L'emprunteur peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant. » Mention du remboursement sera faite sur le registre prévu à l'article 3 et le greffier délivrera à l'emprunteur un certificat de radiation de l'inscription dont le modèle a été donné sous le commentaire des articles 6 et 7 (art. 7, alinéa 2). Mais le créancier peut refuser le paiement. Dans ce cas la loi prescrit certaines formalités préalables à l'emprunteur. Il peut se libérer en consignat la somme offerte, en observant les formalités prescrites par l'article 1259 du Code civil. Les offres sont faites au dernier ayant droit connu, par les avis donnés au greffier, c'est-à-dire au dernier escompteur ayant avisé le greffier dans les formes tracées par l'article 10, alinéa 3. Sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le juge de paix du canton où le warrant est inscrit rendra une ordonnance aux termes de laquelle le gage sera

transporté sur la somme consignée (1). Il est inutile d'ajouter que le greffier opérera la radiation de l'inscription sur la présentation de l'ordonnance (art. 7, alinéa 1), et l'emprunteur peut disposer comme il l'entend de la marchandise warrantée qui se trouve ainsi dégagée.

1. Modèle de l'Ordonnance du juge paix validant la consignation.

Nous juge de paix du canton de (département).

Vu : l'article 8 de la loi du 30 avril 1906,

Vu : les justifications produites par M. établissant que M. , son créancier a refusé le remboursement anticipé de son warrant, transcrit au greffe sous le n° , le , malgré les offres qui lui ont été faites conformément à la loi.

Vu : la quittance délivrée audit M. par M. , le , sous le numéro établissant consignation par lui de la somme de .

Disons que la consignation dont il s'agit est régulière, comme ayant été faite conformément à l'article 1259 du Code civil, et qu'elle est suffisante parce qu'elle comprend, selon les prescriptions de l'article 8 de la loi de 1906, outre le principal de l'emprunt, les intérêts courus jusqu'au jour de la consignation et même dix jours en sus, déclarons en conséquence levé le warrant créé sur les marchandises énumérées à l'avis dénoncé au greffier de cette justice de paix sous le n° sus-rappelé, et ordonnons que par suite le gage dudit M. se trouve transporté sur la somme de consignée.

Fait à , ce jour.
(SIGNATURE).

Timbre
de la justice
de paix.

L'alinéa 3 de l'article 8 fait bénéficier l'emprunteur en cas de remboursement anticipé d'un warrant agricole des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de dix jours. C'est une dérogation à l'une des conditions ordinaires de validité des offres réelles, qui exige la consignation de la totalité des intérêts dus (art. 1258, C. civ.).

Il se peut qu'à l'échéance, pour une raison quelconque, il soit impossible à l'emprunteur de faire face à ses engagements ou qu'il refuse simplement de payer. En pareil cas, l'article 11 détermine les règles à suivre par le porteur du warrant pour exercer ses droits. L'article 11 décide que le porteur du warrant doit réclamer à l'emprunteur paiement de sa créance échue, et à défaut de paiement constater et réitérer sa réclamation par lettre recommandée adressée au débiteur et pour laquelle un avis de réception sera demandé.

S'il n'est pas payé dans les cinq jours qui suivent l'envoi de cette lettre recommandée, le porteur devra, à peine de perdre ses droits contre les endosseurs, dénoncer le défaut de paiement quinze jours francs au plus tard, après l'échéance, par avertissement remis au greffier de la justice de paix, qui a transcrit ou qui aurait été compétent pour transcrire le warrant. Celui-ci lui en donne récépissé. Dans la huitaine qui suit, le greffier porte cet avertissement

à la connaissance des endosseurs par lettre recommandée pour laquelle un avis de réception doit être demandé. Les endosseurs devront également être avertis, dans la même forme, huit jours à l'avance par les soins de l'officier public chargé de procéder à la vente, des lieu, jour et heure de celle-ci. M. de Castelnau (1) demandait qu'on avertisse également le bailleur qui aurait conservé son privilège sur les objets warrantés en vertu de l'article 2 alinéa 4 et de l'article 4. Il se fondait pour cette réclamation sur l'article 4 de la loi du 31 mars 1896 relative à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers, article qui veut que le voyageur soit averti par l'officier public.

Toutefois, la rédaction de la loi du 30 avril 1906 ne prescrit pas à l'officier public vendeur de prévenir le bailleur. « Cette obligation, dit M. Legrand (2), n'existe d'après les règles de droit commun ni au profit du bailleur, ni au profit de tous autres créanciers nantis et privilégiés, dans aucun des cas où il est procédé à la vente du gage constitué par le débiteur ou de ses autres biens. Les créanciers, prêteurs ou endosseurs, investis du warrant, seront avertis,

1. Chambre des députés, séance du 27 novembre 1905. *J. off.*, du 28 nov. 1905, pages 3524 et 3525.

2. Rapport Legrand, Sénat 8 mars 1906, annexe, n° 97.

mais c'est à raison de la spécialité de leur privilège et de leur responsabilité solidaire. »

C'est la loi du 31 mars 1896, déjà signalée, et celle du 31 décembre 1903, relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, loi modifiée par celle du 7 mars 1905, qui ont inspiré la procédure à suivre pour la vente des objets warrantés. Comme on le voit, d'après l'article 11, cette procédure est simplifiée par rapport à celle du 18 juillet 1898.

On a voulu ainsi éviter aux agriculteurs les longueurs et les frais. Cette idée revêtirait facilement une portée plus grande. Elle a été invoquée par certains auteurs qui aimeraient à voir créer la commercialisation des engagements agricoles pour faciliter le crédit aux cultivateurs. « La forme de l'engagement de l'agriculteur, dit M. Baillet, écarte le capitaliste ; il lui manque les facilités du Code de commerce. Les frais, les lenteurs de la juridiction civile voilà la cause, la cause vraie du discrédit dont il est victime (1). » Certains cultivateurs, dit-on, sont de véritables industriels. Ne sont-ils pas des commerçants quand ils vendent améliorés des produits achetés précédemment comme, par exemple les emboucheurs de la Nièvre qui font escompter leurs billets par la Banque de France à Nevers (2).

1. Baillet. *Essai sur le crédit agricole mobilier*, p. 187.

2. Nous avons vu qu'on autorisait les « emboucheurs » à warranter leurs produits.

Toutefois, nous ne croyons pas devoir considérer ce système comme s'adaptant à tous les agriculteurs. La plus grande partie de notre agriculture n'a pas un caractère commercial au sens technique du mot. Il faudrait pour cela dans chaque exploitation un ensemble d'opérations, une masse d'affaires qui circulent et se renouvellent constamment, et il serait téméraire de donner ce nom aux transactions rares et espacées de l'agriculteur. On ne saurait soumettre à la faillite le petit cultivateur dont les habitudes professionnelles sont distinctes de celles du commerçant. En outre, il doit compter avec les phénomènes climatériques et atmosphériques. Nous reconnaissons toutefois qu'il y a en France, à côté des petits cultivateurs dont nous avons parlé, une classe d'agriculteurs qui sont à la tête d'exploitations rurales considérables, fonctionnant avec un très gros capital et à qui il serait peut-être utile et désirable d'accorder les mêmes droits et d'imposer les mêmes obligations qu'aux commerçants.

Ainsi, l'idée qui sert de base à la commercialisation de l'agriculture ne saurait être traduite de façon, en quelque sorte, uniforme. Elle reste judicieuse et logique en elle-même car les distinctions que comporteraient sa réalisation pratique ne doivent pas suffire à la faire méconnaître : Actuellement, en s'en tenant au Code de commerce lui-même, des distinctions sont inevitables pour le fonctionnement

de l'article 632 qui énumère les actes de commerce.

Le dernier paragraphe de l'article 11 s'occupe de la procédure à suivre pour le cas où le warrant porterait sur des tabacs. Il appartiendra au prêteur et à ses cessionnaires de faire en temps utile l'opposition prévue par le texte et nécessaire pour assurer l'exercice du privilège sur le prix donné par l'Etat, puisque, en cette matière, le produit warranté ne saurait être l'objet d'une vente publique et ne peut être vendu qu'à l'Etat. L'opposition est faite par simple pli recommandé avec accusé de réception. Il est nécessaire que le warrant contienne, dès sa création, l'indication du magasin de la régie où doit être effectuée la livraison pour que le bénéficiaire et les porteurs du warrant connaissent le comptable aux mains duquel doit être faite l'opposition.

La loi du 18 juillet 1898 obligeait le tiers porteur, à peine de perdre son recours contre les endosseurs, à faire procéder lui-même, à sa requête, à la vente des produits warrantés, même en présence d'endosseurs qui pouvaient le rembourser. Cette obligation était un obstacle sérieux à la transmission par endossement. La seule pensée de faire procéder par eux-mêmes aux mesures de contrainte et d'exécution, si le souscripteur du warrant ne payait pas à l'échéance, répugnait à beaucoup de prêteurs. Aussi, la loi du 30 avril 1906 a organisé un recours à peu près semblable à celui qui existe en matière d'effets

de commerce, recours qui permet au tiers porteur de s'adresser aux endosseurs précédents, sans être tenu de faire, au préalable, procéder à la vente des produits warrantés.

En matière commerciale, le porteur d'un effet de commerce, non payé à l'échéance, peut, après l'avoir fait protester, exercer un recours contre le tireur et les endosseurs (article 164 C. comm.).

Le porteur du warrant exerce son recours contre les endosseurs successifs, après les avoir avertis par l'intermédiaire du greffier, dans les conditions et le délai de quinze jours de l'article 11, alinéa 2. Ce deuxième alinéa de l'article 11 exige que le porteur adresse un avertissement à chacun des endosseurs. Dans le fonctionnement des effets de commerce ordinaires, on peut d'abord dénoncer le non-paiement au premier endosseur ; et, par une cascade de dénonciations successives, chaque endosseur est successivement averti par les endosseurs précédents (article 167 C. comm.). La loi a voulu que le porteur du warrant s'adressât de suite à tous les endosseurs ; et cela pour écarter des délais fort longs avant de parvenir à la réalisation du gage et, sans doute aussi, pour éviter des frais assez considérables.

Mais s'il le préfère, le porteur du warrant peut faire vendre lui-même le gage, conformément à l'article 11 ; dans ce cas, il ne peut plus exercer son recours contre les endosseurs ni même contre l'emprunteur, qu'après avoir fait valoir ses droits sur le

prix des produits warrantés, et en cas d'insuffisance de celui-ci. Il y a là une sorte de bénéfice de discussion au profit des endosseurs du warrant et de l'emprunteur (art. 2021 et 2170 C. civ.).

L'article 13 de la loi de 1906 accorde au porteur du warrant, pour exercer ce recours contre les endosseurs, un délai d'un mois, seulement à dater du jour où la vente de la marchandise est réalisée, afin de ne pas laisser les endosseurs trop longtemps en suspens. Ces mesures sont presque analogues à celles mentionnées à l'article 9 de la loi du 28 mai 1858. Toutefois, nous ferons remarquer que ce délai d'un mois est établi seulement au profit des endosseurs tenus pour autrui et non à l'avantage de l'emprunteur lui-même. M. Lalire (1) soutient que celui-ci serait tenu pendant cinq ans, en se basant sur l'article 189 du Code de commerce. Nous croyons avec M. Descostes (2) qu'il ne faut pas appliquer en notre matière les délais du droit commercial. Le texte de l'article 189 du Code commercial s'occupe exclusivement des effets souscrits par des négociants. Or, le warrant agricole, étant d'une nature essentiellement civile, l'emprunteur sera sous le coup des poursuites pendant trente ans en vertu de l'article 2262 du Code civil. Adoptant

1. Lalire. *Le warrant agricole*, p. 62.

2. Descostes. *Les warrants et lagriculture française*, p. 182, n° 1.

cette opinion, M. Thaller (1) dit que l'endosseur originaire d'un warrant commercial ne pourra arguer que de la prescription de cinq ans de l'article 189 « en admettant, ajoute-t-il, qu'il se soit engagé commercialement sinon c'est pendant trente ans qu'il serait tenu. » Or l'emprunteur sur warrant, de façon normale, ne s'engage pas commercialement. La seule prescription possible sera donc la prescription trentenaire c'est-à-dire, celle du droit commun qui ne saurait être modifiée que sur volonté formelle de la loi.

1. Thaller. *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 1593, p. 764.

CHAPITRE VIII

Compétence. Frais. Perte du Warrant.

(Art. 15, art. 16 et 17 et décret du 7 septembre 1906 fixant les droits de greffiers en matière des warrants agricoles).

Nous avons vu, jusqu'à présent, que toutes les formalités relatives au warrant agricole étaient accomplies par le greffier. Le juge de paix n'intervient qu'accessoirement pour surveiller le greffier dans l'accomplissement de ces diverses formalités, taxer les états de frais et honoraires, délivrer les ordonnances que nous avons signalées et statuer sur les contestations, lorsqu'il y aura lieu à référé. C'est cette dernière intervention, basée sur l'article 15 de notre loi, que nous étudierons spécialement dans ce paragraphe.

Cette attribution conférée aux magistrats cantonnaires surprend un peu. En effet, d'après le titre XVI du Code de procédure civile (art. 806 et s.)

le seul juge compétent pour statuer en référé est le juge du tribunal civil. Mais le droit de statuer en référé pour le juge de paix découle clairement de notre article. Il en résulte que le juge de paix ne peut statuer en référé sur les difficultés d'exécution de la loi que dans le cas d'urgence. Par suite, il se trouvera des hypothèses où le juge de paix ne pourra pas statuer en référé. Nous ne croyons pas, par exemple, qu'on puisse confier au juge de paix le soin de trancher le point de savoir si un produit est warrantable ou non.

En cas de contestation entre le greffier et l'emprunteur pour obtenir un warrant, le juge de paix ne peut pas ordonner la délivrance du warrant car il statuerait sur le fonds.

En cas de désaccord entre le fermier et son bailleur, sur le point de savoir si le fermier est dans les conditions voulues pour warranter ses marchandises, s'il est ou non débiteur de termes échus « la décision par laquelle le juge de paix autoriserait l'emprunt ne compromettrait-elle pas les droits du propriétaire, si le tribunal condamnait ultérieurement le fermier au paiement de termes échus ?

Par cela même que les marchandises auraient été warrantées le propriétaire ne serait-il pas au moins en partie privé du gage (1). »

1. Baudry-Lacantinerie et de Loynes. *Nantissement, priv., hypoth.* T. I, 3. éd., p. 90, n° 87, XI.

Si un tiers forme opposition à la délivrance du warrant, se prétendant propriétaire de l'objet à warranter, le juge de paix doit renvoyer l'emprunteur qui demande la mainlevée de cette opposition à se pourvoir devant le tribunal compétent pour statuer sur la propriété de l'objet.

Certains commentateurs de la loi du 18 juillet 1898 avaient trouvé que le droit accordé au juge de paix de statuer en référé ne rencontrerait presque pas d'application et qu'il était inutile, même dangereux. Inutile, parce qu'il était difficile de trouver une hypothèse ou le référé devant le juge de paix n'aboutirait pas à des mesures de nature à compromettre les droits des parties. Dangereux, parce que le juge de paix serait amené, sous prétexte de statuer au provisoire à rendre des décisions qui compromettraient le fond du droit. Mais ces critiques ne sont pas justifiées.

Nous trouverons différentes hypothèses, dans lesquelles le juge de paix pourra valablement user du droit conféré par l'article 15. Il y a d'abord les cas qui se rattachent uniquement aux questions de forme, qui pourraient être tranchées en référé par le juge de paix.

Supposons, par exemple, une opposition faite par le propriétaire après le délai, à lui imparti par l'article 2. L'emprunteur exige la délivrance du warrant sous prétexte de la tardivité de cette opposition. Le

greffier pourrait porter la difficulté devant le juge de paix, qui aurait le droit d'ordonner provisoirement la non-délivrance du warrant, sauf à l'emprunteur à se pourvoir comme de droit sur le fonds.

Il statuera encore dans le cas où le bailleur ayant fait opposition à la délivrance du warrant, il résultera de l'examen des quittances produites par le fermier, et non contestées par le propriétaire, qu'aucun terme échu n'est dû à celui-ci, et dans le cas encore où une opposition à la délivrance du warrant serait faite pour une cause autre que pour fermage. « Si le warrant ne contient pas une mention qui doit y figurer, tout intéressé a le droit de demander au juge de paix, statuant en référé, d'ordonner que la mention y soit inscrite ; il en serait ainsi notamment de la mention relative à l'assurance du produit warranté. De même, le juge de paix aurait le droit d'ordonner en référé au greffier de délivrer à tout prêteur qui le requiert, avec l'autorisation de l'emprunteur, un état des warrants inscrits au nom de l'emprunteur, ou un certificat établissant qu'il n'en existe aucun (1) ».

Si le prêteur avait des motifs sérieux de croire que l'emprunteur a détourné, dissipé ou détérioré le gage ou a l'intention de le faire, il pourrait s'adresser au juge de paix, statuant en référé, pour faire ordonner

1. Pabon. *Traité théorique et pratique des justices de paix*, t. II, n° 2002, page 563.

toute mesure conservatoire nécessaire. Si l'emprunteur et le prêteur n'étaient pas d'accord sur la valeur du gage l'un ou l'autre pourrait demander au juge de paix par la voie du référé de faire procéder à une expertise du gage.

Il en serait de même dans le cas où, lors de l'échéance, les parties voudraient faire nommer un séquestre, chargé de vendre des produits warrantés au cours du jour et d'en remettre le prix au créancier.

Le juge de paix peut également, lorsqu'il y a contestation entre les divers créanciers d'un emprunteur sur warrant, ordonner la livraison des marchandises à l'acheteur en prescrivant à celui-ci, soit de conserver le prix entre ses mains, jusqu'à ce qu'il fût statué sur les oppositions, soit de le consigner. C'est ainsi que l'a justement décidé un arrêt de Bordeaux du 15 juin 1900 (1). Mais nous ne croyons pas que le juge de paix puisse, en cas de contestation entre les divers créanciers opposants, fixer la répartition du prix de vente et déterminer en quelque sorte le rang de leurs privilèges. Bien que l'arrêt de Bordeaux s'exprime ainsi : « Toutes les difficultés relatives à l'exécution d'un warrant agricole ou à la répartition de son prix rentrent dans les attributions exclusives du juge de paix et pour cela l'arrêt se réfère à l'arti-

1. Sirey. 1902.2.177.

cle 12 de notre loi. Mais l'article 12 n'a pas pour effet d'attribuer compétence au juge de paix comme juge du fonds pour statuer définitivement sur les difficultés de tout ordre et parfois délicates auxquelles peut donner lieu l'attribution du prix. « Il est plus naturel de penser que l'article 12 en donnant au juge de paix le pouvoir d'ordonner l'attribution du prix de vente au bénéficiaire du warrant sous les déductions qu'il énumère, n'a prévu que le cas où il ne s'élève aucune contestation sur cette attribution, ou du moins aucune contestation assez sérieuse pour que le juge de paix statuant en référé ne puisse prononcer sur elle, et qu'il n'a pas plus dérogé aux règles de compétence sur le fonds que ne l'a fait l'article 15 (1). »

La procédure à suivre pour l'introduction d'un référé diffère suivant les cas. S'il s'agit d'une difficulté avec le greffier, celui-ci en dresse procès-verbal et se transporte immédiatement avec la partie devant le juge de paix qui statue immédiatement. Le jugement est transcrit sur le procès-verbal du greffier et déposé en minute au greffe de la justice de paix (2).

1. Note sous l'arrêt de Bordeaux. S. 1902. 2. 177.

2. Introduction d'un référé par le greffier. L'an le
devant nous, greffier de la justice de paix du canton
de (*indiquer la formalité à laquelle le greffier est*
requis de procéder) : sur notre refus de procéder ledit
sieur a requis que nous nous transportions immédia-
tement devant M. le juge de paix de ce canton statuant en

S'il s'agit d'une difficulté entre parties, celle qui veut se pourvoir en référé présente une requête au juge de paix qui y répond par une ordonnance dans

référé en son cabinet sis à pour être par ce magistrat statué sur la difficulté et il a signé avec nous, greffier,

Signature de la partie et du greffier. Déférant à cette réquisition nous nous sommes immédiatement transportés avec ledit sieur au domicile de M. le juge de paix sis à où nous avons trouvé ce magistrat à qui nous avons fait part de la difficulté ; le sieur a dit
après quoi M. le juge de paix a rendu l'ordonnance suivante :

Nous, juge de paix du canton de statuant en référé : Attendu que (*indiquer les motifs du référé et ceux de la décision*).

Par ces motifs ordonnons que disons que la présente ordonnance sera exécutée par provision sur minute nonobstant toute opposition ou appel.

Fait à le

(SIGNATURE DU JUGE DE PAIX.)

Si le juge de paix fait droit au refus du greffier, celui-ci clôture son procès-verbal par la mention : De tout quoi nous avons dressé procès-verbal les jours, mois et an que dessus et nous avons signé avec le sieur.

(SIGNATURE DE LA PARTIE ET DU GREFFIER).

Si au contraire le juge de paix fait droit à la demande de la partie le greffier continue son procès-verbal comme suit : A la suite de cette ordonnance nous nous sommes transportés au greffe, toujours accompagné dudit sieur et nous avons exécuté l'ordonnance de la manière suivante
(indiquer l'exécution de la formalité qui faisait l'objet de la réquisition de la partie).

(SIGNATURE DU GREFFIER ET DE LA PARTIE).

laquelle, il fixe le lieu, le jour et l'heure du référé soit chez lui, soit à son cabinet de la justice de paix (1).

En premier ressort la compétence du juge de paix statuant en référé et pour les matières qui en sont susceptibles d'après la loi que nous étudions est illimitée et d'ordre public de sorte que le président du tribunal civil serait radicalement incompétent pour en connaître (Bordeaux, 15 juin 1900) (2).

1. Jugement sur référé par citation.

Audience publique du

	Entre le sieur	demandeur
d'une part, et le sieur	défendeur	d'autre part.
Faits : suivant exploit de	en date du	le sieur
a fait citer le sieur	à comparaître à l'audience	
de ce jour devant M. le juge de paix statuant en référé, puis		
est-il dit dans cet exploit	(copier les motifs et le dispositif de l'exploit).	

La cause appelée à l'audience de ce jour, les parties ont comparu en personne : le sieur a requis les conclusions de son exploit et en a demandé l'adjudication.

Le sieur a répondu que

Après quoi le jugement suivant a été immédiatement rendu.

Nous, juge de paix statuant en référé.

Attendu que (motifs de la décision

Par ces motifs, ordonnons que
disons que le présent jugement sera exécuté sur minute, avant enregistrement et nonobstant appel ou opposition.

Condamnons aux dépens liquidés à (Formules empruntées à Pabon. *Traité théorique et pratique des justices de paix*, n° 2010, p. 567).

2. Sirey. 1902. 2. 177.

L'exercice du droit d'appel des ordonnances ou jugements de référé est organisé par l'article 809 du Code de procédure civile.

(Pour plus de détails voir Pabon, t. II, page 553).

Sous l'empire de la loi du 18 juillet 1898, les frais pour la délivrance des warrants et la réalisation judiciaire des produits étaient très élevés. Ce taux exagéré a été critiqué par tous les commentateurs de la loi de 1898, et aussi par le législateur : « Le warrant est trop cher pour celui qui n'emprunte qu'une faible somme, disait M. Chastenet dans une proposition de loi du 24 juin 1902 (1). Par suite des lettres recommandées nombreuses que le greffier doit envoyer aux divers intéressés, au moment et après la création du warrant, les petits prêts sont vite grevés de frais qui les rendent onéreux. On a calculé qu'un emprunt de 1.000 francs à trois mois revenait à plus de 70/o. Un emprunt de 100 francs reviendrait à 200/o. Or ce sont les emprunts inférieurs à 1.000 francs qui seraient les plus utiles à réaliser au moyen du warrant. »

Ce grave inconvénient de la loi de 1898 avait préoccupé le législateur. Aussi les articles que nous étudions et la circulaire du 7 septembre 1906 ont-ils diminué très sensiblement les frais. M. André Avenel a calculé qu'avec le nouveau régime organisé par

1. Chambre, annexe n° 124.

les articles et le décret ci-dessus mentionnés les frais occasionnés par un warrant s'élèvent à 0 fr. 40 pour 100, lorsque l'emprunteur est propriétaire, et à 0 fr. 70 pour 100, lorsqu'il est fermier.

« Nos caisses agricoles, dit-il, prêtant habituellement des capitaux à 3.50 o/o, cela remet l'argent à 3.90 o/o pour les propriétaires et à 4.20 c/o pour les fermiers. Ce sont là des taux qui permettent aux cultivateurs d'avoir recours aux warrants (1). »

Perte du warrant. — Cette hypothèse n'a pas été prévue par notre loi. Nous la résoudrons d'accord avec les commentateurs de la loi du 18 juillet 1898 par analogie avec l'article 12 de la loi du 28 mai 1858. Le tiers porteur qui aura perdu le warrant justifiera de sa propriété par tous moyens, donnera caution et obtiendra, par ordonnance du juge de paix dont le greffier aura délivré le warrant, paiement de la créance garantie. L'article 1348 du Code civil, alinéa 4, dit que la preuve testimoniale est admise « au cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale par suite d'un cas fortuit imprévu et résultant d'une force majeure. »

I. André Avenel. *Les warrants agricoles. Journal de l'Agriculture*, 22 décembre 1906, page 989.

CONCLUSION

Depuis l'année 1900 jusqu'au 29 août 1905 le total des prêts garantis par des warrants agricoles s'est élevé à 58. 82. 406 francs. Sur cette somme 31.181.438 francs ont été prêtés dans le département de la Gironde et 9.948.894 francs dans l'Hérault. Le chiffre qui reste pour les autres départements est donc peu élevé, pour ainsi dire insignifiant. Aussi, M. Hittier pouvait dire avec raison : « Le warrantage n'a donné que des résultats très médiocres, et la loi, même récente, dans beaucoup d'endroits est restée lettre morte (1) ». L'absence presque totale de jurisprudence sur les warrants agricoles semble appuyer cette affirmation. A quoi attribuer cet échec relatif des deux lois successives de 1898 et de 1906. Pour la période antérieure à 1906 on peut songer aux imperfections de la loi du 18 juillet 1898 que nous avons signalées au cours de ce travail. Mais nous avons vu que la loi de 1906 avait apporté des améliorations à la loi abrogée. Si, en dépit des nouvelles faci-

1. *Cours de Législation et Economie rurales*, 1906-1907.

lités les warrants ne se répandent pas davantage, ce n'est pas seulement pour une raison législative que l'institution manque de succès. Des raisons d'ordre psychologique expliquent souvent des faits d'ordre économique (1). Un moyen de crédit suppose, au point de départ, des personnes qui ont besoin d'argent. Si le moyen nouveau n'aboutit pas, c'est qu'il s'adresse à des personnes qui sont rarement besoigneuses ou que des personnes, à court de ressources, ne trouvent pas satisfaisant le moyen de crédit qu'on leur propose pour des considérations subjectives.

La classe paysanne, en possession même de ressources chétives, semble hostile aux emprunts, aux emprunts surtout qui seraient difficilement dissimulés. Dans les petits centres, on a la préoccupation excessive du jugement d'autrui, et l'on peut craindre qu'une sorte de réputation d'insolvabilité rende difficile la conclusion de quelques contrats qui sont indispensables, même à la vie souvent très modeste du paysan cultivateur. Si l'emprunt est en principe écarté ce n'est pas un nouveau moyen de crédit qui le fera apparaître, les sûretés sont, par définition des droits accessoires ; elles supposent l'acte principal, mais ne sont point à même de le créer. Les sûretés n'ont qu'une puissance limitée ; très nombreuses elles risquent de rester platoniques et de

1. Tarde. *Psychologie économique*.

conserver un rôle théorique qui ne devrait point être le leur, telle dans notre Code civil lui-même l'antichrèse.

Nous avons parlé de raisons subjectives, le fait est, qu'en matière juridique, il se rencontre souvent, pour nous permettre cette expression, des dessous psychologiques, dont il est fort difficile de se rendre complètement compte. En veut-on un exemple ? La loi sur les chèques remonte au 14 juin 1865 et néanmoins ces sortes de paiement sont à l'heure actuelle encore peu répandus. On disait jadis que l'habitude des dépôts en banque n'était point courante ; que, dès lors, le point de départ même de l'usage des chèques faisait en partie défaut. L'état de choses s'est modifié, la pratique des dépôts en banque s'est multipliée ; cependant l'emploi des chèques ne s'est pas nettement généralisé. Nous serions tentés d'employer ici un mot qui a pour ainsi dire la vogue, celui de mentalité. En somme, lorsqu'il s'agit d'une nation, cette expression correspond à une résultante et c'est bien ce qui la rend difficile à analyser, elle correspond, soit à des traditions au noble sens du mot, soit à des pratiques à demi-raisonnées qui caractérisent la routine. Toujours est-il que le législateur dans plus d'une circonstance doit s'attendre à une rébellion tacite ou tout au moins à l'inaction devant certaines réformes qu'il propose. Les auteurs de la loi de 1865 ont dû

se résigner et attendre le succès espéré ; ceux de la loi de 1906, vraisemblablement, auront à prendre la même attitude. En 1865, la loi s'adressait plus particulièrement aux commerçants capitalistes ; en 1906 la loi parle aux agriculteurs : les diverses classes de la société se trouvent ainsi successivement en cause ; si elles sont diverses par leurs préoccupations et leur genre de vie, elles pourraient bien se ressembler toutefois par le désir plus que modéré de changer leurs habitudes. Les Français qui ont le goût de la gloire et des conquêtes redoutent, au contraire, les aventures juridiques.

Au reste, en revenant aux warrants agricoles nous avons hâte de dire que l'institution nouvelle n'a pas été totalement méconnue, tant s'en faut. Ainsi, dans les départements vinicoles cette institution a donné de bons résultats. Cela tient, pensons-nous, aux variations peut-être plus grandes des cours pour les vins, aux facilités de conservation de ce produit et sans doute aussi à ce que les propriétaires viticulteurs, les greffiers de ces départements ont fait connaître davantage l'utilité que l'on pourrait retirer du warrantage. Dans beaucoup d'autres départements, en effet, on peut affirmer que notre loi est inconnue de la grande majorité des individus. La connaîtraient-ils ? Peut-on espérer qu'ils en feraient usage ? Oui, nous semble-t-il en ce qui concerne le vin par exemple.

A l'égard des céréales, la question se présente différemment. D'un mois à l'autre, les cours du blé présentent souvent des différences peu sensibles, et l'individu qui ne cherche que son intérêt immédiat ne sera pas toujours conduit à warranter ses blés. En effet, étant donné ce peu de variation des cours, le gain que l'agriculteur pourrait espérer, par suite d'une hausse des cours risquerait d'être annihilé par les frais de manutention et les risques de détérioration de son blé. D'autre part, certaines raisons feraient peut-être hésiter le cultivateur : l'ennui de faire constituer un warrant, les intérêts de la somme à supporter, le fait toujours pénible d'avouer sa gêne. Et puis, le cultivateur est aussi spécialement ennemi de toute formalité même simple. On sait, par exemple, qu'en pratique la loi de 1855 est très peu observée dans les campagnes. L'instruction plus répandue n'a pas augmenté sensiblement le respect de cette loi.

Devons-nous en conclure que la loi que nous avons étudiée était inutile et que le législateur a conçu une œuvre ne répondant à aucun besoin ? Ce n'est pas notre avis. Qu'on suppose, par exemple, que tous les cultivateurs français s'empressent après la récolte de vendre leurs produits. Il n'est pas besoin de démontrer que les commerçants pourront fixer les prix à leur fantaisie. Cette obligation de vendre hâtivement, la loi de 1906, entre autres avan-

tages, a pour effet de la conjurer. Le législateur a songé aux agriculteurs qui, manquant normalement de ressources personnelles pour retarder leur vente, voudraient s'en procurer, afin de disposer à leur guise de la date des négociations qu'ils projettent. Le législateur en se tournant vers eux avait raison. Quant aux cultivateurs plus fortunés ils ne semblent pas contraints à une vente rapide, et sur ce point, par suite, la loi de 1906 ne sera pas utilisée par eux. Beaucoup de grands propriétaires qui ont sur leur domaine des machines à battre, à demeure, ne songent pas à la vente après la récolte. Ils conservent, en fait, leurs récoltes et ne battent qu'en hiver, et cela, parce qu'après la moisson, les travaux des champs sont innombrables: la préparation du sol pour les semailles prochaines, l'arrachage des betteraves, des pommes de terre, autant de travaux qui, arrivant en même temps, occupent tous les bras.

Aussi le blé n'est battu qu'en hiver. Voici un apport considérable qui n'arrive pas au moment de la récolte sur le marché.

Parmi ceux qui dirigent des exploitations moyennes beaucoup qui, autrefois, avaient l'habitude de battre aussitôt après la moisson et de vendre immédiatement toute leur récolte, pratiquent maintenant la vente par petits paquets. Ces nouvelles habitudes paralysent, en partie, le fonctionnement de la loi de 1906; mais elles ne se manifestent encore que

dans une région nettement déterminée, celle de l'Ouest de la France. Tels sont les faits qui régularisent les cours et, sans cela, si la culture se mettait à presser ses offres au moment du battage, on aurait des prix avilis, mais il faudrait remonter à 1899 et même à 1895 pour trouver cette pression irrésistible des offres. Bref, parmi les produits de la terre, le blé se présente avec une situation spéciale qui provient en partie des conditions dans lesquelles il est semé et récolté. Comme nous venons de le voir il sera moins souvent warranté que les autres produits. Nous avons remarqué pour le petit cultivateur lui-même l'intérêt minime qu'il a à se servir du warrant. Rappelons que cet intérêt, au contraire, devient très élevé pour une société coopérative, comme nous l'avons signalé dans la section II du chapitre I^{er}. Aussi bien, en nous écartant du blé pour songer à nombre d'autres produits exposés à de grandes variations dans les cours des prix de vente, nous comprenons l'utilité qu'apporterait le warrantage aux cultivateurs qui devraient le pratiquer.

Une autre utilité importante du warrant agricole sera la garantie qu'il permettra d'offrir aux sociétés de crédit agricole. Nous avons reconnu dans les notions générales la nécessité de grands capitaux, à mesure que les progrès récents de la technique rendent indispensable l'accroissement du capital d'exploitation.

Il faudra donc trouver des prêteurs. C'est dire quelle utilité considérable, quel auxiliaire précieux doivent se rencontrer dans le fonctionnement du crédit agricole.

Et cependant, nous tenons à le constater, pour justifier le vœu de succès que nous formulons : les caisses rurales sont encore malheureusement pas assez répandues bien que leur nombre augmente progressivement. Ces caisses qui fournissent l'argent à un taux bas pour l'agriculteur exigent pour se fonder un sentiment désintéressé de la part de leurs administrateurs. Comme les caisses Raiffeisen qui fonctionnent en Allemagne, elles doivent avoir pour devise un principe de charité chrétienne : « Aimez-vous les uns les autres. Aidez-vous les uns les autres ». Celui qui administre une caisse sans rémunération fait une œuvre généreuse de solidarité sociale. Malheureusement, dans bien des cas, il ne sera pas récompensé. Il se trouvera des hommes, qui ne croyant pas au dévouement, penseront que ceux qui sont à la tête de telles entreprises ne le font que par intérêt et s'éloigneront de l'association : Ils redouteraient d'augmenter les chances de bénéfices qui, dans leur pensée, guident les administrateurs d'apparence désintéressés.

Ce n'est pas seulement un bon emploi du crédit, mais encore un goût plus éclairé pour la culture qui contribuerait, croyons-nous, à développer notre

institution. En effet, beaucoup d'agriculteurs recourent, sans en profiter utilement, au crédit qui leur est offert, car ils emploient l'argent non pas à améliorer leurs terres, mais à rembourser une autre dette dont l'échéance est arrivée, ou à la satisfaction de besoins disproportionnés avec leur situation, et cet emploi les conduira fatalement à la ruine.

On ne songe guère à emprunter uniquement pour améliorer la terre et lui demander un rendement plus élevé, parce que les cultivateurs, soit par routine, soit par manque de goût pour la culture, soit à défaut des connaissances utiles, ne se décident pas à faire rendre à la terre tout ce qu'elle pourrait donner : « L'art avec la diligence, tire des entrailles de la terre toutes sortes de richesses (1) ». Nous savons bien que souvent les propriétaires seront dans l'impossibilité matérielle de faire face aux frais d'une culture intensive. Il faudrait de puissants attelages pour accomplir des labours plus profonds et des engrais dont les prix malheureusement trop élevés sont causés par des ententes entre les industries qui les fabriquent (2). Il faudrait aussi des

1. Olivier de Serres. Préface de son ouvrage.

2. Le syndicat de Stassfurt en Allemagne qui détient les engrais potassiques forme un trust dirigé par le Gouvernement même. Pour les superphosphates, une puissante société établit également les cours à son gré. Pour le nitrate de soude, qui provient exclusivement du Chili, on trouve dans ce pays « le syndicat du nitrate ». Les producteurs ont établi

terres moins morcelées et moins éloignées des habitations. Un peu de raisonnement pourrait faire parer aux deux derniers inconvénients, et l'association pour le travail et l'emploi du crédit pourraient obvier aux deux premiers. Par suite, leurs travaux étant plus largement rémunérés et leur amour propre satisfait par la contemplation de récoltes plus belles, les agriculteurs reconnaîtraient alors les avantages d'un crédit bien employé et recourraient plus fréquemment à notre loi qui leur permettrait d'offrir aux caisses rurales une garantie de plus. Ces résultats fort désirables à nos yeux nous ont suggéré les observations précédentes, qui ont pris la forme de conseils. Elles paraîtront justifiées, nous l'espérons, aux yeux de tous. Au reste, elles n'apportent point une note pessimiste.

En effet, nous devons reconnaître que le sentiment de solidarité et de mutualité s'est beaucoup développé dans notre pays pendant ces dernières années : « On compte actuellement plus de 18.000 associations agricoles comprenant les syndicats proprement dits, les assurances mutuelles, les caisses de crédit, les coopératives et embrassant plus d'un million d'adhérents » (1).

entre eux une entente dans le but de limiter la production et de s'opposeraussi à une surproduction dont la conséquence serait l'avilissement des prix.

1. Bonnaud. *La mutualité agricole*. *Journal des Economistes*, 15 janvier 1907, p. 58.

Si, en décrivant la fortune qui a été réservée à la loi sur les warrants agricoles, nous avons dû laisser apparaître plus d'une ombre, est-ce à dire qu'au milieu de l'éclosion des sociétés en vue de favoriser l'agriculteur, la loi du 30 avril 1906 ne doive compter pour rien ? Non, à coup sûr. Nous avons rencontré des avantages certains ; faut-il, en terminant, les énumérer. Dans les départements vinicoles la loi, nous l'avons vu, a été souvent mise à profit. Cette utilisation qui ne constitue pas un fait rare proclame déjà ses avantages ; en s'en tenant aux principaux, ils sont, d'ailleurs, les suivants : le libre choix d'une date opportune pour la vente, la régularisation des cours, la disponibilité des sommes que nécessitent une culture rationnelle, un travail ordonné, l'emploi des machines : triple fait qui augmente les rendements.

Au reste, il ne serait pas logique de prétendre citer, de façon limitative, les avantages qui résultent de la loi sur les warrants agricoles.

Mettre pour l'avenir à la disposition des débiteurs un nouveau moyen de crédit, c'est rendre une disposition législative dont les conséquences et la portée dépendent, en somme, de la sagesse de ceux que favorise la loi.

Bref, si la loi n'a pas été promptement populaire, elle n'est du moins pas stérile et pourrait facilement devenir féconde.

Texte de la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles.

ARTICLE PREMIER. — Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation, qui ne sont pas immeubles par destination, y compris le sel marin et les animaux lui appartenant, soit en en conservant la garde dans les bâtiments ou sur les terres de cette exploitation, soit en en confiant le dépôt aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent, ou à des tiers convenus entre les partis.

L'emprunt peut également être contracté par les sociétés coopératives agricoles sur les produits dont elles sont devenues propriétaires, lorsque les statuts ne s'y opposent pas.

Le produit warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant.

L'emprunteur ou le dépositaire des produits warrantés est responsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins et à sa garde, et cela sans aucune indemnité opposable aux bénéficiaires du warrant.

ART. 2. — Le cultivateur, lorsqu'il ne sera pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation, devra, avant tout emprunt, sauf ce qui sera dit ci-après, aviser le propriétaire du fonds loué de la nature, de la valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt, ainsi que du montant des sommes à emprunter.

Cet avis devra être donné au propriétaire, usufruitier ou à leur mandataire légal désigné, par l'intermédiaire du

greffier de paix du canton, de la situation des objets warrantés ; si l'emprunteur est une société coopérative agricole la compétence appartiendra au greffier du canton du siège légal de cette société. La lettre d'avis sera remise au greffier qui devra la viser, l'enregistrer et l'envoyer sous forme de pli d'affaires recommandé avec accusé de réception.

Le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire légal désigné pourront, dans le cas où des termes échus leur seraient dus, dans un délai de huit jours francs à partir de la date de l'accusé de réception, s'opposer au prêt sur lesdits produits par une autre lettre envoyée également sous pli d'affaire recommandé au greffier du juge de paix.

Toutefois, si le prêteur y consent, et sous la condition que l'emprunteur devra conserver la garde des produits warrantés dans les bâtiments ou sur les terres de l'exploitation, aucun avis ne sera donné au propriétaire ou usufruitier, et le consentement donné sera mentionné dans les clauses particulières du warrant ; mais, en ce cas, le privilège du bailleur subsistera dans les termes de droit.

Le bailleur pourra renoncer à son privilège jusqu'à concurrence de la dette contractée, en apposant sa signature sur le warrant.

ART. 3. — Pour établir la pièce dénommée warrant, le greffier de la justice de paix du canton où se trouvent les objets à warranter inscrira, d'après les déclarations de l'emprunteur, la nature, la quantité, la valeur et le lieu de situation des produits, gage de l'emprunt, le montant des sommes empruntées, ainsi que les clauses et conditions particulières relatives au warrant, arrêtées entre les parties.

Il transcrira sur un registre spécial le warrant ainsi rédigé et, sur le warrant, il mentionnera le volume et le numéro de la transcription avec la mention des warrants préexistants sur les mêmes produits.

Si l'emprunteur ne sait signer, le warrant est signé pour lui, en sa présence dûment constatée par le greffier.

Lorsque les produits warrantés ne restent pas entre les mains de l'emprunteur lui-même, le dépositaire et le bailleur des lieux où est effectué le dépôt ne peuvent faire valoir aucun droit de rétention ou de privilège à l'encontre du bénéficiaire du warrant ou de ses ayants cause.

L'acceptation de la garde des produits engagés sera constatée par récépissé signé du dépositaire des produits et, s'il y a lieu, du bailleur des locaux où ils sont en dépôt, porté sur le warrant lui-même ou donné séparément pour l'accompagner.

Dans le cas où l'emprunteur ne sera point propriétaire ou usufruitier de l'exploitation, le greffier devra, en outre des indications ci-dessus, mentionner la date de l'envoi de l'avis au propriétaire ou usufruitier, ainsi que la non-opposition de leur part après huit jours francs, à partir de la date de l'accusé de réception de la lettre recommandée comme il est dit ci-dessus.

ART. 4. — Le warrant agricole peut également être établi, entre les parties, sans l'observation des formalités ci-dessus prescrites.

Mais en ce cas, d'une part, il n'est opposable aux tiers qu'après sa transcription au greffe de la justice de paix, con-

formément à l'article 3 qui précède, et d'autre part, il ne prime les privilèges, soit du bailleur, soit du dépositaire des produits warrantés et du propriétaire des locaux où est effectué le dépôt, que si les avis ou consentements prévus par les articles précédents ont été donnés.

ART. 5. — Le warrant indiquera si le produit warranté est assuré ou non et, en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur.

Faculté est donnée aux prêteurs de continuer ladite assurance jusqu'à la réalisation du produit warranté.

Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur les produits assurés.

ART. 6. — Le greffier délivrera à tout prêteur qui le requerra, avec l'autorisation de l'emprunteur, un état des warrants inscrits au nom de ce dernier ou un certificat établissant qu'il n'existe pas d'inscription. Cet état ne remontera pas à une époque antérieure à cinq années.

ART. 7. — La radiation de l'inscription sera opérée sur la justification, soit du remboursement de la créance garantie par le warrant, soit d'une mainlevée régulière.

L'emprunteur qui aura remboursé son warrant fera constater le remboursement au greffe de la justice de paix ; mention du remboursement ou de la mainlevée sera faite sur le registre prévu à l'article 3 ; certificat lui sera donné de la radiation de l'inscription. L'inscription sera radiée d'office après cinq ans, si elle n'a pas été renouvelée avant l'expiration de ce délai ; si elle est inscrite à nouveau après la radia-

tion d'office, elle ne vaudra à l'égard des tiers que du jour de la nouvelle date.

ART. 8. — L'emprunteur conserve le droit de vendre les produits warrantés à l'amiable et avant le paiement de la créance, même sans le concours du prêteur ; mais la tradition à l'acquéreur ne peut être opérée que lorsque le créancier a été désintéressé.

L'emprunteur peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant ; si le porteur du warrant refuse les offres du débiteur, celui-ci peut, pour se libérer, consigner la somme offerte, en observant les formalités prescrites par l'article 1259 du Code civil ; les offres sont faites au dernier ayant droit connu par les avis donnés au greffier en conformité de l'article 10 qui suit. Sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le juge de paix du canton où le warrant est inscrit rendra une ordonnance aux termes de laquelle le gage sera transporté sur la somme consignée.

En cas de remboursement anticipé d'un warrant agricole l'emprunteur bénéficie des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant déduction faite d'un délai de dix jours.

ART. 9. — Les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

ART. 10. — Le warrant est transmissible par voie d'endossement. L'endossement est daté et signé ; il énonce les noms, professions, domiciles des parties.

Tous ceux qui ont signé ou endossé un warrant sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur.

L'escompteur ou les réescompteurs d'un warrant seront tenus d'aviser, dans les huit jours, le greffier du juge de paix par pli recommandé avec accusé de réception ou verbalement contre récépissé de l'avis.

L'emprunteur pourra, par une mention spéciale inscrite au warrant, dispenser l'escompteur et les réescompteurs de donner cet avis ; mais, dans ce cas, il n'y a pas lieu à l'application des dispositions des deux derniers paragraphes de l'article 8.

ART. II. — Le porteur du warrant doit réclamer à l'emprunteur paiement de sa créance échue et, à défaut de ce paiement, constater et réitérer sa réclamation par lettre recommandée adressée au débiteur et pour laquelle un avis de réception sera demandé.

S'il n'est pas payé dans les cinq jours de l'envoi de cette lettre, le porteur du warrant est tenu, à peine de perdre ses droits contre les endosseurs, de dénoncer le défaut de paiement, quinze jours francs au plus tard après l'échéance, par avertissement pour chacun des endosseurs, remis au greffier de la justice de paix compétent qui lui en donne récépissé. Le greffier fait connaître cet avertissement dans la huitaine qui le suit aux endosseurs, par lettre recommandée pour laquelle un avis de réception doit être demandé.

En cas de refus de paiement, le porteur du warrant peut, quinze jours après la lettre recommandée adressée à l'emprunteur comme il est ci-dessus prescrit, faire procéder par

un officier public ou ministériel à la vente publique de la marchandise engagée.

Il y est procédé en vertu d'une ordonnance du juge de paix rendue sur requête, fixant les jour, lieu et heure de la vente ; elle sera annoncée huit jours au moins à l'avance par affiches apposées dans les lieux indiqués par le juge de paix, qui pourra même l'autoriser sans affiches après une ou plusieurs annonces à son de trompe ou de caisse ; le juge de paix pourra, dans tous les cas, en autoriser l'annonce par la voie des journaux. La publicité donnée sera constatée par une mention insérée au procès-verbal de vente.

L'officier public chargé de procéder prévendra par lettre recommandée le débiteur et les endosseurs, huit jours à l'avance, des lieu, jour et heure de la vente.

Les articles 622, 623, 624 et 625 du Code de procédure civile sont applicables aux ventes prévues par la présente loi.

Pour les tabacs warrantés, la vente publique est remplacée par une opposition entre les mains du comptable chargé d'en effectuer le paiement lors de la livraison au magasin de la Régie où ils doivent être livrés, et ce, par simple pli recommandé avec accusé de réception. Ce magasin sera désigné dès la création du warrant et dans son libellé même.

ART. 12. — Le porteur du warrant est payé directement de sa créance sur le prix de vente, par privilège et de préférence à tous créanciers, sauf l'exception prévue par l'avant-dernier paragraphe de l'article 2 et sans autres déductions que celles des contributions directes et des frais de vente et sans autres formalités qu'une ordonnance du juge de paix.

ART. 13. — Si le porteur du warrant fait procéder à la vente, conformément à l'article 11 ci-dessus, il ne peut plus exercer son recours contre les endosseurs et même contre l'emprunteur qu'après avoir fait valoir ses droits sur le prix des produits warrantés. En cas d'insuffisance du prix pour le désintéresser, un délai d'un mois lui est imparti à dater du jour où la vente de la marchandise est réalisée, pour exercer son recours contre les endosseurs.

ART. 14. — Tout emprunteur convaincu d'avoir fait une fausse déclaration ou d'avoir constitué un warrant sur des produits déjà warrantés sans avis préalable donné au nouveau prêteur ; tout emprunteur ou dépositaire convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré au préjudice de son créancier le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement sous inculpation d'escroquerie ou d'abus de confiance, selon les cas, et frappé des peines prévues aux articles 405 ou 406 et 408 du Code pénal.

ART. 15. — Lorsque, pour l'exécution de la présente loi, il y aura lieu à référé, ce référé sera porté devant le juge de paix de la situation des objets warrantés.

ART. 16. — Les tarifs établis et les mesures ordonnées antérieurement pour l'exécution de la loi du 18 juillet 1898 resteront en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été ordonné autrement par décret nouveau.

Le montant des droits du greffier à prévoir audit décret devra être inférieur d'un tiers au total des droits prévus par le décret du 29 octobre 1898 pour les warrants ne dépassant pas 1.000 francs en capital, à moins que l'emprunteur ne

demande la délivrance simultanée de plusieurs warrants dont le total serait supérieur à cette somme.

Les avis prescrits par la présente loi seront envoyés en la forme et avec la taxe des papiers d'affaires recommandés.

ART. 17. — Sont dispensés de la formalité du timbre et de l'enregistrement les lettres et accusés de réception, les renonciations, acceptations et consentements prévus aux articles 2, 3, 10 et 11, le registre sur lequel les warrants seront inscrits, la copie des inscriptions d'emprunt, le certificat négatif et le certificat de radiation mentionnés aux articles 6 et 7.

Le warrant est passible du droit de timbre des effets de commerce (0,05 0/0).

L'enregistrement (0. 50 0/0) ne deviendra obligatoire qu'en cas de vente opérée en vertu de l'art. 11).

Le droit à percevoir sur le prix de ladite vente sera de 0.10 0/0 (comme pour les marchandises neuves).

ART. 18. — Le bénéfice de la présente loi s'appliquera aux ostréiculteurs.

ART. 19. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

L'article 463 du Code pénal est applicable à la présente loi.

La loi du 18 juillet 1898 est abrogée.

Décret du 7 septembre 1906 fixant les droits des greffiers en matière de warrants agricoles.

ART. 1^{er}. — Il est alloué aux greffiers de justice de paix :

1° Pour toute mention sommaire sur le registre des avis et oppositions :

Warrants au-dessous de 1.000 francs, 15 centimes.

Warrants de 1.000 francs et au-dessus, 25 centimes.

2° Pour toute communication par lettre et pli d'affaires recommandés (non compris les déboursés) :

Au-dessous de 1.000 francs, 35 centimes.

De 1.000 francs et au-dessus, 50 centimes.

3° Pour l'établissement du warrant :

Au-dessous de 1.000 francs, 0,00.

De 1.000 francs et au-dessus, 1 franc.

4° Pour la transcription du warrant :

Au-dessous de 1.000 francs, 0,05 o/o.

De 1.000 francs et au-dessus, 0,10 o/o.

Minimum de perception, 30 centimes.

5° Pour la délivrance d'un état de transcription :

Au-dessous de 1.000 francs, 65 centimes.

De 1.000 francs et au-dessus, 1 franc.

6° Pour la délivrance d'un état négatif, 35 centimes.

7° Pour toute mention de radiation avec délivrance du certificat de radiation :

Au-dessous de 1.000 francs, 65 centimes.

De 1.000 francs et au-dessus, 1 fr.

8° Pour les transcriptions des avis d'escompte :

Au-dessous de 1.000 francs, 5 centimes.

De 1.000 francs et au-dessus, 15 centimes.

ART. 2. — La délivrance simultanée de plusieurs warrants inférieurs à 1.000 francs, dont le total serait supérieur à cette

somme donne lieu à l'application du tarif des warants de 1.000 francs.

ART. 3. — Le décret du 29 octobre 1898 est abrogé.

Nous mentionnons qu'au nombre des textes à citer relativement aux warrants agricoles figure la circulaire du 25 juillet 1906, rédigée en vue de l'application de la loi du 30 avril 1906. Nous ne reproduisons pas ici le texte intégral ; les larges emprunts que nous avons dû y faire au cours de nos explications donnent à ce texte une physionomie suffisamment complète : il est consigné au *Bulletin officiel du ministère de Justice*, 134^e livraison, juillet-août 1906.

Vu : Le Président de la thèse :

MASSIGLI

Vu : le Doyen :

Ch. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer ;

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

NOTIONS GÉNÉRALES.....	7
CHAPITRE I. — Des emprunteurs sur warrants.....	29
<i>Section I.</i> — L'agriculteur à l'exclusion des com- merçants, propriétaire, usufruitier, fermier, métayer, bailleur, mandataires, ostréiculteur, propriétaires de marais salants (art. 1, art. 18).	29
<i>Section II.</i> — Sociétés coopératives agricoles, quand sont-elles propriétaires des produits ? leurs diverses formes, leur situation légale, leur rôle en France et en Allemagne (art. 1)..<	45
CHAPITRE II. — Des produits warrantables.....	62
<i>Section I.</i> — Produits agricoles ou industriels de l'exploitation (art. 1 et 18)....	62
<i>Section II.</i> — Produits qui ne sont pas immeu- bles par destination (art. 1).....	80
CHAPITRE III. — Situation physique et juridique des produits warrantés.....	114
<i>Section I.</i> — A. — Droits et responsabilité de l'emprunteur (art. 1, art. 14, art. 19, alinéa 2).	114
B. — Responsabilité du dépositaire (art. 1, art. 3, alinéa 4, art. 14, art. 19, alinéa 2).....	
<i>Section II.</i> — Droits du porteur du warrant, nature juridique du warrant (art. 1 alinéa 3, art. 5 alinéas 2 et 4, art. 12).....	141

CHAPITRE IV. — Garanties édictées en faveur du bailleur, dispense d'avis, renonciation au privilège, greffier compétent, formules diverses (art. 2).....	155
CHAPITRE V. — Constitution du warrant, formules, warrant établi sans l'intervention du greffier. Publicité du registre du greffe (art. 3, art. 4, art. 5 alinéa 1, art. 14 et 19 alinéa 2, art. 6 et art. 7).....	169
CHAPITRE VI. — Transmission du warrant. Escompte du warrant. Sociétés de crédit agricole (art. 9 et 10).....	199
CHAPITRE VII. — Vente des produits warrantés, paiement, défaut de paiement, recours contre l'emprunteur et les endosseurs (art. 8, art. 11, art. 13).....	214
CHAPITRE VIII. — Compétence, frais et perte du warrant (art. 15, art. 16, art 17) et décret du 7 septembre 1906 fixant les droits des greffiers en matière de warrants agricoles.....	233
CONCLUSION.....	243
Texte de la loi du 30 avril 1906.....	254
Texte du décret du 7 septembre 1906 fixant les droits des greffiers en matière de warrants agricoles.....	262

